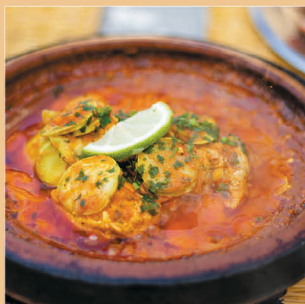


SE NOURRIR EN MÉDITERRANÉE



Conférence Parmenides XI

**17-18-19 juin 2025
Montpellier, France**

GID-CIHEAM

Conférence Parménides XI

SE NOURRIR EN MÉDITERRANÉE

Note de cadrage

La capacité de la population mondiale à trouver dans les systèmes alimentaires actuels (agrofourmiture, agriculture, transformation, distribution, industries...) la satisfaction de ses besoins alimentaires, en quantité et en qualité suffisantes, est une question récurrente, source de nombreuses controverses et propositions afin d'atteindre ce but :

- L'action des pouvoirs publics et les nouvelles politiques agricoles doivent être conçues et articulées pour parvenir à cet objectif majeur ;
- L'augmentation et l'évolution de la consommation alimentaire mondiale nécessitera de nouveaux modèles de production ;
- La diversité des conditions agro-pédo-climatiques des pays et de leurs éventuelles complémentarités encourageant de nouveaux modèles d'échanges internationaux ;
- Le dérèglement climatique oblige à revisiter les nombreuses solutions préconisées.

Dans ce contexte difficile, il est nécessaire de concevoir des systèmes alimentaires durables, rechercher les voies pour atteindre cet objectif et mettre en œuvre les moyens de la transition vers ces systèmes plus durables.

Les notions de sécurité alimentaire et de sécurité sanitaire ont depuis longtemps été convoquées dans le cadre de ce débat global, la notion de souveraineté alimentaire s'y est plus récemment également invitée, en particulier à la faveur de la pandémie de la Covid, qui a révélé les dépendances masquées par les performances quantitatives des systèmes alimentaires européens. Cette crise, la montée des inégalités socioéconomiques entre pays et à l'intérieur de ceux-ci, ainsi que la recrudescence de conflits armés (au premier rang desquels celui entre l'Ukraine et la Russie), ont rappelé que la sécurité alimentaire ne dépend pas seulement des performances de l'agriculture, mais aussi des circuits logistiques, de la disponibilité des intrants, de problématiques géopolitiques et... du prix de l'énergie.

Un rapport de l'OCDE et de la FAO souligne à nouveau que dans la réduction des disparités de production primaire doivent être intégrés les paramètres des

pertes et du gaspillage alimentaire, ainsi que ceux de la préservation des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité), contribuant également à relativiser les enjeux de production primaire. D'autant que les politiques alimentaires précédentes se sont concentrées sur la disponibilité alimentaire – en adoptant une approche quantitative visant à accroître la production agricole – alors que peu d'attention a été accordée aux autres composantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à savoir l'accessibilité et l'utilisation des aliments. Nourrir une population mondiale croissante nécessite de nouvelles stratégies pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec une attention particulière qui doit être accordée aux modèles alimentaires pour assurer le développement de systèmes agroalimentaires durables.

Ces constats et questionnements, qui concernent la totalité de la planète, méritent, pour être pertinents, d'être approfondis en considérant des ensembles régionaux qui font sens de plusieurs points de vue : climatique, historique et géopolitique.

Le bassin méditerranéen est l'un de ces ensembles, d'une part en ce qu'il est identifié depuis longtemps comme l'un des « hotspots » mondiaux du réchauffement climatique, d'autre part parce qu'il dispose d'une identité propre, construite au fil de l'histoire. Il a engendré de nombreuses institutions et politiques intergouvernementales destinées à traiter les problématiques spécifiques auxquelles il est confronté et à tenter de surmonter sa diversité.

Cette onzième édition des Parménides doit être l'occasion de traiter les questionnements précédents, non seulement dans le contexte particulier de la Méditerranée, mais également en organisant les contributions et les débats autour des grandes controverses que ce sujet fait émerger.

Une première demi-journée sera consacrée aux discours introductifs (CIHEAM, GID, personnalités politiques) et trois ou quatre présentations de cadrage général du colloque, dont une synthèse de la controverse interacadémique organisée par le GID en 2024 sur le thème « Alimentation et Population ».

Ensuite les présentations et les débats s'inscriront dans le cadre de trois grandes thématiques, qui feront l'objet de trois sessions d'une demi-journée :

1. Modèles de production agricole et sécurité alimentaire à l'aune du changement climatique

La préservation des ressources naturelles, dont le changement climatique renforce l'urgence et la nécessité, a conduit depuis longtemps à pointer la question des alternatives au modèle dit « productiviste », promu dans les années 1950 et 1960, en Europe et aux États-Unis en particulier, puis au niveau mondial à travers la Révolution verte, pour garantir la sécurité alimentaire et éloigner la menace d'une réédition des famines de la première moitié du xx^e siècle et des désordres politiques qui ont suivi. Corrélativement, s'est alors développée une controverse sur la capacité de ces alternatives (au début principalement l'agriculture biologique,

puis, de manière plus large, les alternatives pouvant être rangées parmi les pratiques agroécologiques) à satisfaire effectivement les besoins quantitatifs des populations : en quoi les modèles de production plus « écologiques » peuvent-ils garantir l'atteinte d'un niveau de production minimal ? Ne faut-il pas, pour assurer la satisfaction des besoins, conserver des pratiques dont les performances technico-économiques à la parcelle ont été démontrées ?

Par ailleurs, resurgit aussi une controverse sur la question de la place du marché (notamment international) sur la capacité des États à garantir leur approvisionnement : le recours au marché ne doit-il être envisagé que comme un complément, certes indispensable, aux capacités locales de production qu'il faut soutenir dans une logique de durabilité, ou priorité doit-elle être donnée à une logique fondée sur les avantages comparatifs relatifs aux conditions de production, certaines exportations conditionnant les capacités d'importation de biens essentiels ?

2. Prix agricoles, prix alimentaires et politiques publiques

La suppression des mécanismes de garantie de prix à la production, dans les années 2000, a fait surgir depuis une quinzaine d'années de nouvelles controverses sur le partage de la valeur ajoutée dans les chaînes de valeurs. Ainsi, la volonté de préserver des prix « bas » pour les denrées alimentaires a conduit les autorités européennes à privilégier un soutien à la production (paiements directs aux exploitations, découplés du niveau de production), leur donnant aussi un certain avantage sur les marchés internationaux. Malgré cela, on constate la difficulté d'un nombre croissant d'agriculteurs à dégager un revenu satisfaisant, cependant que l'accessibilité des produits alimentaires « de qualité » reste réservée aux consommateurs les plus aisés. Faut-il envisager des dispositifs, complémentaires ou alternatifs, de soutien à la consommation ? La lutte contre la précarité alimentaire doit-elle relever, comme pour la santé ou l'accès à un emploi, d'une logique assurantielle socialisée ?

Plus récemment, la pandémie de la Covid et les perturbations induites par certains conflits sur les échanges internationaux ont mis en exergue la fragilité des filières d'approvisionnement et interrogent l'articulation entre « local et global » comme critère de la durabilité des systèmes alimentaires : faut-il accompagner prioritairement les acteurs locaux dans la transition vers des systèmes alimentaires territorialisés pour garantir la souveraineté alimentaire nationale, ou promouvoir des politiques nationales de transition vers des systèmes alimentaires durables, guidées par les impératifs de sécurité et souveraineté ? Comment ces politiques nationales s'intègrent-elles dans des dispositifs et institutions régionales et globales ?

3. Diète méditerranéenne, régimes alimentaires, formation et éducation alimentaire

La « diète méditerranéenne », inscrite au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 2010, est régulièrement invoquée comme repère pouvant guider les

politiques publiques agricoles et alimentaires dans la transition vers des systèmes alimentaires durables, c'est-à-dire qui garantissent l'accès à une alimentation et qui contribuent à la santé des populations et de la planète dans la durée. Or, nombre de pays du bassin méditerranéen sont au contraire aujourd'hui très éloignés de ce régime alimentaire, comme en témoignent des indicateurs relatifs à l'obésité, aux maladies cardiovasculaires ou au diabète. Les déterminants de cette situation sont connus : l'agressivité des stratégies marketing des multinationales de l'agroalimentaire, en particulier dans le domaine des boissons, se sont traduites par une forte pénétration des marchés intérieurs de produits particulièrement riches en sucres qui ont concurrencé/déqualifié des productions plus traditionnelles ; cette évolution a été largement facilitée par une transformation des modes de vie, principalement en ville.

La réhabilitation de régimes alimentaires durables¹, comme la diète méditerranéenne, peut-elle permettre de légitimer la réintroduction de productions agricoles plus diversifiées et plus intéressantes dans une perspective agroécologique (légumineuses par exemple) et à quelles conditions ? Par quels moyens peut-on accompagner la transition vers ces régimes dans la restauration au foyer et hors foyer, et quels sont les principaux freins à ces évolutions ? Comment intégrer dans cette transition la forte urbanisation, notamment ces mégapoles littorales qui affectent le bassin méditerranéen, accentuant les problématiques de l'accès à une alimentation diversifiée dans les zones rurales ? Cette nécessaire transition peut-elle être facilitée par une meilleure éducation alimentaire de la jeunesse et du grand public, mais aussi par une formation plus ciblée des responsables des industries agroalimentaires et de la distribution ? Au-delà des enjeux nutritionnels et environnementaux, la promotion de la diète méditerranéenne emporte des enjeux culturels très forts, qui peuvent aussi contribuer à redynamiser les économies locales et ainsi participer à la nécessaire inclusion socioéconomique et culturelle des jeunes générations. À quel niveau du système alimentaire faut-il intervenir pour qu'un modèle alimentaire de type méditerranéen soit réhabilité ? L'environnement alimentaire peut-il être le niveau du système agroalimentaire sur lequel intervenir ?

La transition vers des systèmes alimentaires durables dans la région méditerranéenne nécessite le développement d'une série de politiques globales, cohérentes, intégrées et holistiques qui abordent différents domaines de l'agriculture, de la nutrition, de la santé, du mode de vie, de la société, de la culture, de l'économie, de l'environnement et de la biodiversité. Mais comment mettre en œuvre la transition vers des systèmes alimentaires plus durables ? Et comment définir la durabilité d'un système alimentaire ?

Ce sera l'objectif majeur de ce colloque.

1. Les régimes alimentaires durables sont les régimes à faible impact environnemental qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les diètes durables sont protectrices et respectueuses de la biodiversité et des écosystèmes, culturellement acceptables, économiquement équitables et abordables ; nutritionnellement adéquats, sûrs et sains tout en optimisant les ressources naturelles et humaines (FAO-Bioversity, 2010).

GID-CIHEAM
Parmenides XI Conference
FEEDING THE MEDITERRANEAN

Framework Note

The ability of the world population to find in current food systems (agricultural inputs, farming, processing, distribution, industries, etc.) the means to meet their food needs, both in sufficient quantity and quality, is a recurring question, giving rise to numerous controversies and proposals on how this could be achieved:

- The action of public authorities and new agricultural policies must be designed and structured to reach this major objective.
- The increase and evolution of global food consumption will require new production models.
- The diversity of the agro-pedoclimatic conditions of the countries and their potential complementarities encourage the development of new international trade models.
- Climate change compels us to rethink the many recommended solutions.

In this challenging context, it is necessary to design sustainable food systems, explore ways to achieve this objective and implement the means of transitioning towards these more sustainable systems.

The concepts of food security and food safety have long been central to this global debate. More recently, the notion of food sovereignty has also emerged, especially in the wake of the COVID pandemic, which has revealed the dependencies previously hidden by the quantitative performance of European food systems. This crisis, the growing socio-economic inequalities between and within countries, as well as the resurgence of armed conflicts (first and foremost the war between Ukraine and Russia), have reminded us that food security does not only depend on the agricultural performance, but also on logistics networks, the availability of inputs, geopolitical issues and... the price of energy.

A report by the OECD and the FAO once again underlines that efforts to reduce disparities in primary production must take account of the factors of food loss and waste, as well as those of the preservation of natural resources (land, water, biodiversity), thereby also contributing to putting primary production issues into

perspective. This is all the more relevant since previous food policies have focused on food availability — adopting a quantitative approach aimed at increasing agricultural production — while paying little attention to other components of food and nutrition security, namely food accessibility and utilisation. Feeding a growing global population requires new strategies to ensure food and nutrition security with particular attention given to dietary models to support the development of sustainable agri-food systems. In order to be relevant, all of these observations and questions, which concern the entire planet, require a deeper analysis. This should be done by considering regional groups which make sense from multiple perspectives: climatic, historical and geopolitical.

The Mediterranean basin is one such region, both because it has long been recognised as one of the world's climate change “hotspots” and because it has a distinct identity, shaped over the course of history. It has given rise to numerous intergovernmental institutions and policies aimed at addressing the specific issues it faces and at seeking ways to overcome its diversity.

This eleventh edition of the *Parmenides* must serve as an opportunity to address the aforementioned questions, not only within the specific context of the Mediterranean, but also by structuring the contributions and debates around the major controversies that this subject brings to light.

A first half-day will be devoted to introductory speeches (CIHEAM, GID, political figure) and three or four general framing presentations of the conference, including a summary of the inter-academic controversy organised by the GID in 2024 on the theme “Food and Population”.

Subsequently, the presentations and debates will take place within the framework of three major themes, each addressed in a half-day session:

1. Agricultural Production Models and Food security, in the Light of Climate Change

The preservation of natural resources, made all the more urgent by climate change, has long brought into question alternatives to the so-called “productivist” model. Promoted in Europe and the United States in the 1950s and 1960s, at the global level through the Green Revolution, this model was designed to guarantee food security and ward off the threat of a recurrence of the famines of the first half of the 20th century and the political unrest that followed. At the same time, a debate emerged over the capacity of these alternatives (initially mainly focused on organic farming, and later expanding to encompass a range of agroecological practices) to effectively meet the quantitative needs of populations: to what extent can more “ecological” production models guarantee a minimum level of production? To ensure that needs are met, is it not necessary to preserve certain practices whose technical and economic performance at the field level has been proven?

Furthermore, a controversy has also emerged regarding the role of the market (particularly the international market) on the capacity of States to secure their food supply: should reliance on the market be only considered as an indispensable complement to local production capacities which must be supported within a framework of sustainability? Or should priority be given to a logic based on comparative advantages relating to production conditions, recognising that certain exports are essential to enabling the import of essential goods?

2. Agricultural Prices, Food Prices and Public Policies

The removal of price guarantee mechanisms for agricultural production in the 2000s has, over the past fifteen years, given rise to new controversies over the distribution of added value within value chains. In their effort to maintain “low” food prices, the European authorities have favoured support for production (through direct payments to farms, decoupled from production levels), thus also granting them a certain advantage on international markets. Despite these measures, a growing number of farmers struggle to secure a satisfactory income, while access to “high-quality” food products remains largely restricted to the most affluent consumers. Should we consider complementary or alternative mechanisms to support consumption? Should the fight against food insecurity, like healthcare and access to employment, fall under a socialised insurance-base approach?

More recently, the COVID pandemic and the disruptions to international trade induced by various conflicts have highlighted the fragility of supply chains raising questions about the balance between “local and global” as a criterion for the sustainability of food systems: Should priority be given to supporting local actors in the transition towards territorialised food systems to guarantee national food sovereignty? Or should national transition policies focus on a broader transition towards sustainable food systems, guided by the imperatives of security and sovereignty? How do these national policies fit within regional and global systems and institutions?

3. Mediterranean Diet, Dietary Patterns, and Food Education and Training

The “Mediterranean diet”, recognised as part of the world’s intangible heritage by UNESCO in 2010, is frequently cited as a model that could guide agricultural and food policies in the transition towards sustainable food systems. Such systems should guarantee access to food while contributing to both public health and the long-term well-being of the planet. However, today, many countries in the Mediterranean basin, in reality, have drifted away from this dietary model, as evidenced by the rising indicators of obesity, cardiovascular diseases and diabetes. The underlying causes of this shift are well known: the aggressive marketing strategies of agri-food multinationals, particularly in the beverage sector, have resulted in the widespread penetration of domestic markets for products particularly rich in sugars which have

competed with and devaluing more traditional foods. This trend has been largely facilitated by changing lifestyles, mainly in urban areas.

Can the rehabilitation of sustainable diets¹, such as the Mediterranean diet, help legitimise the reintroduction of more diverse and more agroecologically beneficial agricultural production (such as legumes), and under what conditions? What means can be used to support the transition towards these diets, both in households and out-of-home catering and what are the main obstacles to these changes? How can this transition take into consideration the challenges posed by rapid urbanisation, particularly the expansion of coastal megacities in the Mediterranean basin, which exacerbate the problems related to access to a diverse diet in rural areas? Could this necessary transition be facilitated by improved food education for young people and the wider public, as well as a more targeted training for professionals in the agri-food and distribution sectors?

Beyond nutritional and environmental issues, the promotion of the Mediterranean diet carries significant cultural dimensions, which can also help revitalise local economies and thus contribute to the necessary socio-economic and cultural inclusion of younger generations. At what level of the food system should action be taken to restore a Mediterranean-style dietary model? Could the food environment be the key level within the agri-food system on which to intervene?

The transition towards sustainable food systems in the Mediterranean region requires the development of a set of comprehensive, coherent, integrated and holistic policies that address different aspects of agriculture, nutrition, health, lifestyle, society, culture, economy, environment and biodiversity. But how can we implement the transition to more sustainable food systems in an effective way? And how should the sustainability of a food system be defined?

This will be the major objective of this conference.

1. Sustainable diets are diets with low environmental impact that contribute to food and nutritional security and healthy lives for current and future generations. Sustainable diets are protective and respectful of biodiversity and ecosystems, culturally acceptable, economically fair and affordable; nutritionally adequate, safe and healthy while optimizing natural and human resources (FAO-Bioversity, 2010).

GID

Le Groupe Interacadémique pour le Développement – GID – est une association à vocation internationale créée en 2007 par onze académies de l'Europe du Sud et du continent africain. Avec l'ambition de « mobiliser les savoirs au service d'un véritable codéveloppement euro-africain », le GID a réussi, depuis sa création, à fédérer une communauté active de partenaires des pays d'Europe, de Méditerranée et d'Afrique, axe géostratégique d'importance croissante.

Aucun autre réseau académique ne réalise aujourd'hui la combinaison des deux composantes interacadémiques opérée par le GID, l'une géographique, étendue à une trentaine d'académies d'Europe du Sud et de pays africains, et l'autre par les multiples domaines de compétences des académies qui le constituent (sciences, technologies, santé, agriculture, sciences humaines et sociales...).

Cette originalité rend le GID capable d'aborder les problèmes de développement dans leur complexité, avec l'indépendance de tout intérêt partisan que lui confère son statut académique, en se présentant comme un centre de réflexion, une force de propositions et un catalyseur d'actions.

www.g-i-d.org

CIHEAM

Créé en 1962, le Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) est une organisation intergouvernementale méditerranéenne composée de treize États membres (Albanie, Algérie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie). Il regroupe quatre instituts agronomiques méditerranéens : CIHEAM Bari (Italie), CIHEAM Chania (Grèce), CIHEAM Montpellier (France) et CIHEAM Zaragoza (Espagne) et d'un secrétariat général, siège de l'organisation, à Paris (France).

Acteur historique de la coopération multilatérale et régionale, le CIHEAM propose des enseignements et des formations, des activités de recherche, d'assistance technique et de renforcement de capacité. Il travaille avec les administrations publiques, les universités et les centres de recherche, les organismes de coopération et de développement, les collectivités, les acteurs de la société civile et les entreprises pour répondre aux besoins des populations et des territoires méditerranéens.

www.ciheam.org

PROGRAMME ET SOMMAIRE

Note de recadrage.....	1
<i>Framework Note</i>	5
Conclusions et recommandations	15
<i>Conclusions and Recommendations</i>	32

DISCOURS D'OUVERTURE

Thierry Dupeuble – Directeur du CIHEAM Montpellier.....	45
Teodoro Miano – Secrétaire général du CIHEAM.....	46
Catherine Bréchignac – Présidente du GID	48
Isabelle Touzard – Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole	50
Annie Genevard – Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire de la France (vidéo)	53

SÉANCE D'OUVERTURE

Jacques Brulhet – Vice-Président du GID.....	55
Denis Lacroix – Vice-Président du Plan Bleu	59
Akiça Bahri – Conseil des gouverneurs de l'Institut international de gestion de l'eau, IWMI	60

TABLE RONDE INTRODUCTIVE :

EAU ET AGRICULTURE EN CLIMAT MÉDITERRANÉEN

Patrick Caron – Modérateur – Membre de l'Académie d'agriculture de France ...	64
Éric Servat – Président du Comité national français du Programme Hydrologique Intergouvernemental de l'Unesco	
Antoine Bréchignac – Directeur régional de Suez Occitanie, France	

MODÈLES DE PRODUCTION AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, À L'AUNE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Modérateurs :	68
Roberto Bassi – Membre de l'Accademia Nazionale dei Lincei/GID, Italie	
Paul Luu – Secrétaire exécutif à l'Initiative internationale "4 pour 1 000", Montpellier	
Rapporteurs :	69
Iciar Pavez – Enseignante-chercheuse, CIHEAM Montpellier	
Georgios Prekatsakis – Directeur du laboratoire de Pédologie et de diagnostic végétal au CIHEAM Chania, Grèce	

TABLE RONDE 1-1

L'AGROÉCOLOGIE PEUT-ELLE NOURRIR LES POPULATIONS ?

Jacques Wery – Professeur émérite à l'Institut Agro, France	70
Amîn Benabdallah – Agriculteur, Tunisie	
Zeynep Bilgi Buluş – Consultante indépendante en développement durable et inclusif, Turquie	72

TABLE RONDE 1-2

L'IRRIGATION, C'EST FINI ?

Hatem Belhouchette – Administrateur scientifique, CIHEAM Montpellier, France	
Mostafa Errahj – Enseignant-chercheur, École nationale d'agriculture de Meknès, Maroc	
Roula Khadra – Coordinatrice scientifique, CIHEAM Bari, Italie	74

TABLE RONDE 1-3

ALIMENTATION, UNE AUTONOMIE POSSIBLE ?

Giulio Malorgio – Professeur, Università di Bologna, Italie	76
Ali Berk – Professeur associé en Économie agricole, direction générale de la recherche et des politiques, ministère de l'Agriculture et de la Forêt, Turquie ..	79
Omar Bessaoud – Académie d'agriculture de France, CIHEAM Montpellier	80

EXPOSITION

« Je mange donc je suis en Normandie »	83
--	----

SESSION 2

PRIX AGRICOLES, PRIX ALIMENTAIRES ET POLITIQUES PUBLIQUES

Modérateurs :	88
Thierry Chambolle – Membre de l'Académie des technologies/GID	
Marie de Lattre-Gasquet – Membre de l'Académie d'agriculture de France/GID	
Rapportrices :	89
Hala El Solh – Secrétaire générale du GID	
Aybike Bayraktar (Rapporteuse) – Post-doctorante, CIHEAM Montpellier, France	

TABLE RONDE 2-1

SOUTENIR LA PRODUCTION OU SOUTENIR LA CONSOMMATION ? ASSOCIER LES DEUX ? VERS UNE SÉCURITÉ SOCIALE ALIMENTAIRE ?

Sébastien Levionnois – Chercheur au laboratoire ART-Dev, Cirad, France.....	90
Dominique Paturel – Chercheuse à l'INRAE	91
Akiça Bahri – Conseil des gouverneurs de l'Institut international de gestion de l'eau, IWMI	

TABLE RONDE 2-2 :

RÉGULARISATIONS INTERNATIONALES : PRENDRE EN COMPTE LES EXTERNALITÉS ?

Franck Galtier – Économiste, Cirad, Montpellier, France	93
Tristan Le Cotty – Économiste, Cirad, Montpellier, France.....	94
Rachid Harbouze – Professeur, Institut agronomique vétérinaire Hassan II, Rabat, Maroc.....	96
Ève Fouilleux – Directrice de recherche CNRS, Cirad UMR MoISA, France	97

TABLE RONDE 2-3 :

SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS, STRATÉGIES ET MARCHÉS EN MÉDITERRANÉE

Abdelhakim Hammoudi – Directeur de recherche, université Paris-Saclay.....	100
Mohamed Ait Hou – Professeur à l’université Moulay Ismaïl, Maroc	
Yamna Erraach – Institut national agronomique de Tunisie.....	101

EXPOSITION

Mustapha Tabaa – Artiste en résidence	103
--	-----

SESSION 3

DIÈTE MÉDITERRANÉENNE, RÉGIMES ALIMENTAIRES FORMATION ET ÉDUCATION ALIMENTAIRE

Modérateurs :	110
Roberto Capone – Administrateur principal, CIHEAM Paris	
Yasmine Seghirate – Administratrice, CIHEAM Paris	
Rapporteurs :	111
Ramzi Belkhodja – Coordinateur académique et administrateur au CIHEAM Zaragoza, Espagne	
Francesco Bottalico – Chargé de recherche au CIHEAM Bari, Italie	

TABLE RONDE 3-1

MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA DIÈTE MÉDITERRANÉENNE ?

Sandro Dernini – Coordinateur de la plateforme SFS MED (FAO-UpM-CIHEAM-PRIMA).....	112
Gilles Boëtisch – Docteur de recherche émérite du CNRS, président de l’Institut Balanités	114
Antonia Trichopoulou – Membre de l’Académie d’Athènes, professeure adjointe à Yale SPH	

TABLE RONDE 3-2

FAIRE REMPART À LA MALBOUFFE ?

Christophe Lavelle – Chercheur au CNRS et au MNHN, France	116
Sonia Boudiche – Professeure à l'ESIAT, Tunisie	117
Zahia Kacher – Présidente de l'Association pour la promotion de la femme rurale et des produits du terroir, Algérie	118

TABLE RONDE 3-3

DE LA DIÈTE À LA PRODUCTION : QUELLES STRATÉGIES ?

Alexandre Meybeck – Coordinateur HLPE-FSN, FAO	120
Parviz Koohafkan – Président de la Fondation du Patrimoine agricole mondial, Iran.....	121
Bezaïet Dessalegn – Chercheuse en systèmes alimentaires et résilience, ICARDA, Égypte	124
Éric Verger – Chercheur à l'IRD, France.....	125

DISCOURS DE CLÔTURE

Michèle Gendreau-Massaloux – Vice-Présidente du GID.....	130
Mohammed Sadiki – Ancien ministre de l'Agriculture du Maroc	132

PARTICIPANTS

Liste des intervenants.....	136
Conseil d'experts.....	138
Comité d'organisation	139

Parmenides XI

RECOMMENDATIONS



Comme un malentendu...

Depuis plus de soixante-dix ans, les politiques agricoles ont été les principaux outils de régulation des questions alimentaires. Inspirées du modèle américain, la modernisation de l'agriculture européenne puis la « Révolution verte » dans le reste du monde ont misé sur un triptyque : amélioration génétique, intensification de la fertilisation et alimentation animale, protection contre les maladies, parasites et ravageurs, avec pour objectif central l'augmentation de la production passant par celle de la productivité. La finalité : produire toujours plus, au moindre coût, des aliments standardisés, faciles à transformer, transporter, stocker et vendre.

Ce modèle productiviste s'est construit autour de quelques filières majeures, végétales et animales, en reléguant la diversification alimentaire au secteur de la transformation industrielle. Présenté comme universel, il a ignoré les spécificités territoriales, surexploité les ressources naturelles (eaux, sols, ainsi que cela a d'ailleurs été rappelé au Parménides IX à Bari) et réifié le vivant pour en faire des artefact (stabilisés, homogènes...) et mieux le manipuler à l'aide d'un ensemble de technologies seulement évaluées en termes d'efficacité technico-économique. C'est le monde de la *τέχνη/tékhnē* selon une logique qui valorise l'efficacité plutôt que la relation au vivant.

Ainsi, derrière cette stratégie traduite en politiques agricoles, il n'y a jamais eu de véritable politique de l'alimentation.

À la recherche de la marmite perdue...

Progressivement, l'alimentation est sortie du champ du contrat social entre citoyens et gouvernants depuis les temps des royaumes et empires, pour devenir un simple objet de marché, une *commodity* parmi d'autres. Ce glissement s'est accéléré avec l'urbanisation, l'évolution des modes de travail, la transformation des structures familiales, et l'évolution des mobilités. Résultat : les choix alimentaires sont de plus en plus influencés par l'offre industrielle et le marketing, plutôt que par des critères de santé, de culture ou de durabilité.

Dans ce contexte, le régime méditerranéen apparaît comme un modèle vertueux... parmi d'autres. Il incarne une forme d'équilibre entre nutrition, culture, environnement et plaisir, mais sa diffusion reste insuffisante. Pour y remédier, plusieurs pistes concrètes émergent :

- Éduquer au goût et à la nutrition dès le plus jeune âge, notamment à travers les politiques de restauration scolaire (comme le propose la Coalition des cantines scolaires issue du Sommet des systèmes alimentaires de l'Onu en 2021, mais aussi des expositions plus modestes comme celles évoquées ces jours-ci par Christophe Lavelle ou Jacques Brulhet) ;
- Réapprendre à cuisiner, surtout, en particulier les légumes et les légumineuses, grands oubliés des assiettes modernes ;
- Diversifier les productions agricoles, en soutenant les petits producteurs et en valorisant les « plantes orphelines », délaissées par les filières dominantes mais riches en potentiel nutritionnel, culturel et écologique.

Retourner le cahier des charges « de la fourchette à la fourche »

Ce renversement de regard appelle à repenser notre rapport à l'agriculture. Il ne s'agit pas de choisir entre l'agroécologie et le productivisme, mais de redonner toute sa place à la diversité des agricultures : diversité des systèmes de production, des formes d'exercice des activités agricoles, des territoires, des savoir-faire. Ce sont ces hétérogénéités, ces dynamiques locales, qui constituent la vraie richesse des systèmes alimentaires. Et ce sont les besoins des mangeurs, et non ceux des marchés, qui doivent guider les évolutions agricoles. Il nous reste alors à élaborer une vision de cette transformation des agricultures et des modalités de coexistence d'une diversité de systèmes de production, viables économiquement et vivables socialement pour ceux qui les pilotent, c'est la complémentarité des différences qui produit la valeur.

Il nous faut aussi inverser notre rapport aux technologies : ne pas les laisser dicter nos modèles, mais les mettre au service du vivant, comme l'ont fait les sociétés humaines pendant plus de 10 000 ans avec la domestication des plantes et des animaux. Il s'agit désormais de travailler avec le vivant, sa diversité et ses dynamiques, et non à sa place. C'est le monde de la *φύσις/phúsis*, où la nature n'est plus un réservoir à exploiter, mais un partenaire à respecter. Peut-être cela doit-il conduire à concevoir une « agrologie » ?

Définir les bons espaces de concernement

Il convient de refonder les espaces de décision et de coordination sans opposer les échelles, mais mieux les articuler. Les échelles locales, celles des circuits courts, parfois étendus grâce aux labels de qualité (SIQO), qui reconnectent les producteurs et les consommateurs. Les échelles nationales, celles des politiques publiques qu'il faut dé-sectorialiser afin de lier agriculture, alimentation, santé et environnement. Les échelles régionales, comme la Méditerranée, qui peut devenir

un espace d'échanges solidaires, ouverts à son voisinage nord et sud, dans une logique d'échanges de biens complémentaires et de coopération géopolitique intégrée. Enfin, l'échelle globale, celle des marchés mondiaux des différentes commodités, dont les biens agricoles et alimentaires, qui doivent être régulés autant que possible par des acteurs tels que l'OMC.

Et surtout concevoir ces différents niveaux comme des espaces articulés, interreliés, poreux...

Bernard Hubert

Bernard Hubert, membre de l'Académie d'Agriculture de France, est directeur de recherche émérite à l'INRAE et professeur à l'École des hautes études en Sciences sociales (EHESS). Formé comme écologue, il a progressivement orienté ses travaux vers l'articulation entre sciences du vivant et sciences sociales, notamment autour des relations entre agriculture, environnement et société. Auteur de plus de 110 articles scientifiques et d'une centaine de chapitres d'ouvrages, il a dirigé 26 thèses et codirigé 25 ouvrages. Il a été directeur du département Systèmes agraires et développement de l'INRA, puis directeur scientifique pour les sciences sociales et l'informatique appliquée. Ancien président d'Agropolis International, il préside depuis 2010 la Commission de la Recherche agronomique internationale (CRAI) et conseille plusieurs instances nationales et internationales sur les liens entre recherche, durabilité et développement territorial. Il est membre de l'Académie d'Agriculture de France.



RECOMMANDATIONS

SESSION 1

MODÈLES DE PRODUCTION AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, À L'AUNE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Rapport rédigé par **Iciar Pavez**, enseignante-chercheuse, CIHEAM Montpellier, et **Georgios Prekatsakis**, directeur du laboratoire de Pédologie et de diagnostic végétal, CIHEAM Chania.*

Principaux thèmes abordés

Objectifs de la session :

- Définir les conditions et les modèles dans lesquels l'agriculture agroécologique pourrait répondre aux besoins alimentaires mondiaux ;
- Explorer la gestion durable de l'eau dans l'agriculture en étudiant les possibilités d'augmenter sa disponibilité et en innovant pour optimiser son utilisation ;
- Clarifier le concept de souveraineté alimentaire et analyser les stratégies visant à améliorer la sécurité alimentaire tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux.

Principales problématiques :

- L'agroécologie peut-elle nourrir les populations ?
- Aborder les conditions actuelles sous-jacentes dans l'agriculture (perte de biodiversité, réduction des ressources naturelles, vieillissement des agriculteurs, résilience au changement climatique) ;
- Redécouverte de nouveaux systèmes de production agricole : l'agroécologie, ou l'agriculture écologique en tant que science, pratique et mouvement social, semble être l'une des alternatives les plus prometteuses pour relever les défis modernes de l'agriculture grâce à une approche holistique.

Besoin urgent d'évaluation :

- Systèmes de production dominants et agroécologie ;
- Performance : rendements, productivité, économies d'échelle, gestion des ressources ;
- Durabilité : pollution, épuisement des ressources, séquestration du carbone, biodiversité ;
- Viabilité : entreprises agricoles, moyens de subsistance, adéquation alimentaire (nutritive, de haute qualité, adaptée à la culture).

Accords

Problèmes liés à la gouvernance de l'eau :

- Pénurie et stress hydriques : le stress hydrique sévère entraîne des pertes importantes en terres agricoles, ce qui contribue au déclin de l'agriculture moderne ;
- Utilisation non durable de l'eau : l'exploitation intensive et soutenue par l'État des ressources en eau non renouvelables pour les cultures stratégiques profite souvent aux nouveaux investisseurs ;
- Conflits sociaux : les tensions liées à l'eau s'intensifient dans les pays où l'accès et la distribution font l'objet de contestations ;
- Manque de coopération régionale : la collaboration minimale en matière de politiques agricoles et hydriques conduit à la concurrence plutôt qu'à des solutions communes ;
- Nécessité d'une gestion rationnelle de l'eau : utilisation plus durable et plus équitable de l'eau, soutien à l'agriculture traditionnelle et à petite échelle qui préserve plus efficacement les sols et l'eau.

Importance stratégique de la souveraineté alimentaire :

- Elle est considérée comme vitale pour le développement et la régénération territoriale ;
- Elle englobe l'autosuffisance, la relocalisation, l'équité des marchés, la diversification et la résilience ;
- Elle nécessite un modèle socioéconomique à forte dimension sociale.

Déséquilibres politiques :

- Les politiques publiques favorisent les grandes exploitations agricoles orientées vers l'exportation, dépendantes de l'irrigation et des intrants externes, au détriment des petits agriculteurs qui assurent la sécurité alimentaire locale ;
- Il est nécessaire de mettre en place des politiques équilibrées soutenant à la fois les cultures vivrières et les cultures commerciales afin de freiner l'exode rural.

Soutien à l'agriculture locale :

- Nécessité d'un équilibre entre agriculture de subsistance et agriculture à grande échelle ;
- L'agriculture paysanne garantit la sécurité alimentaire locale, en particulier en cas de crise.

Souveraineté alimentaire régionale en Méditerranée :

- Elle est réalisable grâce à une coopération transfrontalière multipartite malgré les obstacles politiques ;
- Priorités : chaînes alimentaires partagées, outils numériques, systèmes de données et développement rural ;
- Les réseaux d'agriculteurs et la société civile peuvent influencer les politiques et contourner les obstacles politiques.

Désaccords

L'agroécologie est-elle uniquement locale ?

- Position 1 : L'agroécologie est fondamentalement locale et devrait se concentrer sur l'agriculture paysanne à petite échelle.
- Position 2 : L'agroécologie peut et doit intégrer des modèles d'exportation. Les systèmes traditionnels ne peuvent être exclus de la transition agroécologique.

L'agroécologie est-elle réservée à l'agriculture à petite échelle ?

- Position 1 : Les petits paysans sont essentiels à la sécurité alimentaire locale, et les cultures commerciales à grande échelle favorisent la monoculture, la dégradation de l'environnement et la dépendance.
- Position 2 : Certains se demandent si le modèle paysan est idéalisé et si l'agriculture à grande échelle joue un rôle clé dans les systèmes alimentaires.

Politiques publiques vs agroécologie ?

- Position 1 : Critique selon laquelle les autorités publiques du Maghreb donnent la priorité à l'agriculture conventionnelle et ne sont pas réceptives à l'agroécologie et à la petite agriculture.
- Position 2 : L'État peut être réceptif si les agriculteurs et la société civile s'organisent et présentent des notes d'orientation.

La souveraineté alimentaire est-elle réalisable ?

- Position 1 : Incrédulité quant à la coopération régionale, faible commerce dans la région méditerranéenne et tensions politiques.
- Position 2 : Optimisme quant à la coopération régionale grâce à des collaborations multi-acteurs, des systèmes communs de chaîne d'approvisionnement, des outils numériques et le développement rural.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Pré-requis :

- L'agroécologie est une forme d'agriculture riche en connaissances et en expertise.
- Nous devons nous éloigner du modèle académique traditionnel descendant et le reconstruire avec les agriculteurs (pionniers).
- Soutien à la mise en œuvre : Conseillers techniques pour appliquer les principes agroécologiques.

Technologie :

- L'agroécologie et la technologie ne sont pas contradictoires : pratiques synergiques (eau, sol, santé unique), inclusion sociale.
- Biodiversité et restauration des sols : Essentielles pour la durabilité et la résilience.
- Les écosystèmes influencent la qualité de l'eau par le biais des interactions sol-eau, ce qui rend la restauration des écosystèmes cruciale pour améliorer la qualité de l'eau.

Politique et gouvernance :

- Renforcer la société civile et la coopération régionale.
- Donner aux agriculteurs et aux organisations les moyens d'influencer les politiques.
- Encourager la collaboration multilatérale pour relever les défis communs liés à l'eau.
- Assurer une gouvernance efficace à plusieurs niveaux, territoriale, diversifiée et innovante sur le plan social.



SESSION 2

PRIX AGRICOLES, PRIX ALIMENTAIRES ET POLITIQUES PUBLIQUES

Rapport rédigé par **Hala El Solh**, secrétaire générale GID, Institut de France,
et **Aybike Bayraktar**, post-doctorante, CIHEAM Montpellier

Principaux thèmes abordés

Objectifs de la session :

- Aborder les tensions et les complémentarités entre les politiques qui soutiennent la production agricole et celles qui visent à garantir l'accès à une alimentation saine et durable pour tous ;
- Analyser la nécessité d'intégrer les externalités dans les réglementations commerciales ;
- Explorer les stratégies de coopération susceptibles de renforcer la collaboration entre les pays méditerranéens dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la planification stratégique et du développement des marchés.

Principales questions :

- Augmentation de l'insécurité alimentaire et limites des systèmes de subventions actuels pour résoudre les problèmes structurels ;
- Exploration de modèles alternatifs tels que la sécurité sociale alimentaire et la démocratie alimentaire ;
- Nécessité de dépasser l'aide alimentaire caritative pour adopter une approche fondée sur les droits en matière d'alimentation et de développement ;
- Impacts négatifs des interdictions d'exportation, des obligations en matière de biocarburants et du manque d'harmonisation des politiques publiques ;
- Les politiques dans des domaines tels que l'agriculture, la santé et le commerce ne sont pas compatibles entre elles, ce qui conduit à des résultats contradictoires ;
- Il a été souligné que l'alimentation devait être considérée comme un bien commun plutôt que comme une marchandise.

Conclusions

- Nécessité urgente de mettre en place des politiques cohérentes et fondées sur des données scientifiques afin de réorienter la production alimentaire vers l'intérêt public ;
- Difficultés à quantifier les externalités et répartition inégale des coûts liés aux transitions écologiques ;

- Déséquilibre entre les petits producteurs et l'agriculture orientée vers l'exportation, souvent exacerbé par les politiques publiques ;
- La sécurité alimentaire doit être une priorité égale pour les marchés nationaux et les marchés d'exportation.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- Il existe un consensus croissant sur le fait que l'aide alimentaire caritative est insuffisante et peut contribuer à l'appauvrissement des populations ;
- Le modèle capitaliste néolibéral est considéré comme intrinsèquement contradictoire. Pour remédier à cela, l'alimentation doit être reconnue comme un bien commun. Cela implique de communautariser et de socialiser les systèmes alimentaires (par exemple, par le biais d'une sécurité sociale basée sur l'alimentation) et de démocratiser la gouvernance alimentaire. En outre, les systèmes alimentaires devraient être reterritorialisés afin de garantir une répartition équitable de la valeur ajoutée entre les acteurs économiques et de promouvoir des produits de haute qualité ;
- L'accès à une alimentation saine devrait être reconnu comme un droit fondamental et des réformes structurelles devraient être entreprises pour garantir ce droit. De telles réformes, soutenues par des structures institutionnelles, peuvent conduire à des systèmes plus inclusifs, équitables et résilients ;
- Le cadre commercial international actuel est insuffisant pour prendre en compte le coût réel de l'agriculture industrialisée ;
- Malgré les preuves scientifiques et économiques qui soutiennent les systèmes alimentaires durables, des obstacles systémiques entravent la transition ;
- Les changements structurels exigent à la fois une réforme des politiques nationales et un réalignement réglementaire international ;
- La réglementation est souvent difficile à mettre en œuvre en raison de la perception d'une répartition inéquitable des efforts et des responsabilités ;
- Il est essentiel de sensibiliser le public non seulement pour changer les pratiques individuelles, mais aussi pour transformer les règles et les institutions qui régissent les systèmes alimentaires ;
- Les politiques publiques doivent s'appuyer sur des connaissances scientifiques afin de garantir leur efficacité et leur légitimité ;
- Les nouvelles technologies (par exemple, la blockchain, les capteurs) doivent être utilisées pour améliorer la transparence et la traçabilité des systèmes alimentaires ;
- Il faut sensibiliser davantage les consommateurs afin de les aider à faire des choix alimentaires éclairés et responsables ;
- La coopération régionale doit être renforcée. Un réseau méditerranéen de sécurité alimentaire, similaire au système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) de l'Union européenne, doit être mis en place, avec des réglementations adaptées aux spécificités régionales ;

- Le cadre de corégulation Nord-Sud doit être repensé selon les principes de justice géographique, de solidarité et d'équité. Le prix reste le facteur dominant sur les marchés locaux, ce qui pose des défis en matière de qualité et de sécurité alimentaires ;

- Des outils spécifiques et des expériences pilotes doivent être développés et testés pour répondre aux besoins régionaux ;

- Un financement plus direct et un soutien technique accru devraient être accordés aux producteurs des pays du Sud ;

- L'éducation est l'un des éléments les plus importants pour l'autonomisation. Il convient de soutenir la formation ciblée et le renforcement des capacités tant pour les producteurs que pour les consommateurs. En outre, le renforcement des associations de consommateurs peut améliorer la gouvernance participative et la responsabilité du système.

SESSION 3

DIÈTE MÉDITERRANÉENNE, RÉGIMES ALIMENTAIRES FORMATION ET ÉDUCATION ALIMENTAIRE

*Rapport rédigé par **Ramzi Belkhodja**, coordinateur académique
et administrateur, CIHEAM Zaragoza,
et **Francesco Botalico**, chargé de recherche, CIHEAM Bari*

Principaux thèmes abordés et conclusions

Cette session avait pour objectif d'explorer les principaux défis et opportunités liés à la promotion de systèmes alimentaires plus sains et plus durables dans la région méditerranéenne et au-delà. Elle a examiné le déclin du régime méditerranéen et l'influence croissante des aliments ultra-transformés, tout en identifiant des stratégies visant à restaurer la valeur culturelle, nutritionnelle et environnementale des régimes alimentaires traditionnels. Les discussions ont également porté sur la nécessité de transformer les environnements alimentaires par le biais de politiques publiques, de l'éducation des consommateurs et d'outils réglementaires. Enfin, la session a réfléchi à la pertinence de passer d'une approche « de la ferme à la fourchette » à une approche « de la fourchette à la ferme », dans laquelle les besoins nutritionnels et les impératifs de durabilité guident la production agricole, favorisant ainsi un meilleur alignement entre la demande alimentaire, les priorités en matière de santé et les systèmes agroalimentaires.

Table ronde 1 – Principales conclusions

Importance culturelle et sociale : Il a été clairement convenu que le régime méditerranéen est plus qu'un simple apport nutritionnel ; il est « l'expression la plus visible du mode de vie méditerranéen ». Sa reconnaissance par l'Unesco en 2010 comme patrimoine culturel immatériel n'était pas seulement due à ses

bienfaits pour la santé, mais aussi au fait qu'il s'agit d'une pratique sociale fondée sur un ensemble de compétences, de connaissances et de traditions, de la récolte à la table. Cette pratique est considérée comme respectueuse de l'environnement et durable.

Système holistique : Il a été souligné que le régime méditerranéen représente un système alimentaire complet, avec des interdépendances de la production à la consommation, intégrant nutrition, tradition et durabilité. Des preuves scientifiques démontrent la valeur de ce régime alimentaire dans la prévention de diverses maladies et l'augmentation de la longévité. Des recherches menées sur plus de 200 aliments traditionnels ont montré leur potentiel thérapeutique et leurs bienfaits quantifiables.

Statistiques d'adhésion : Des enquêtes nationales ont révélé une adhésion globale au régime méditerranéen d'environ 30 %. L'adhésion était plus élevée dans le groupe des plus de 65 ans (près de 40 %) et nettement plus faible dans le groupe des moins de 65 ans (seulement 25 %).

Tendances négatives : Abandon progressif de ces habitudes alimentaires chez les jeunes générations, y compris les enfants. On observe une augmentation continue de la consommation de produits d'origine animale au détriment du régime méditerranéen traditionnel, ce qui entraîne une perte généralisée du respect des habitudes alimentaires saines dans toute la région.

Dialogue multipartite : La plateforme SFS Med, en collaboration avec la FAO, l'Union pour la Méditerranée et la Fondation Prima, a été présentée comme une initiative clé. Cette plateforme rassemble 3 869 contacts issus de divers groupes de parties prenantes, notamment des universitaires, des instituts de recherche, des gouvernements et le secteur financier. Cette plateforme multipartite est une initiative clé conçue pour rassembler un large éventail de parties prenantes afin de lutter contre la malnutrition et promouvoir une production durable grâce à des dialogues structurés.

Coalition stratégique : Il a été proposé de former une coalition stratégique impliquant les politiques publiques, l'éducation, l'économie et la participation active des citoyens afin de favoriser le changement.

Surmonter la fragmentation : La nécessité d'adopter des approches multidimensionnelles et inclusives a été soulignée afin d'intégrer la transformation du système alimentaire et de remédier à la fragmentation entre les différentes organisations et ministères.

Réorienter le discours : L'idée centrale est de redéfinir le régime méditerranéen, en le faisant passer d'un simple régime alimentaire à un « mode de vie sain et durable ». Ce changement de discours est considéré comme nécessaire pour accroître la masse critique d'experts et l'engagement des parties prenantes en faveur de la transformation du système.

Se concentrer sur « l'environnement alimentaire » : Il a été identifié que « l'environnement alimentaire » est l'interface critique où les consommateurs sont influencés, et il est nécessaire d'identifier ses multiples avantages. L'environnement alimentaire est considéré comme essentiel pour relever les défis actuels.

Intégrer la production et la consommation : Une approche proposée consiste à articuler à la fois la production et la consommation en impliquant de multiples acteurs et disciplines. L'objectif est d'impliquer les acteurs des deux côtés afin de modifier la « demande » et, par conséquent, d'influencer l'« offre ».

Revitaliser les connaissances traditionnelles : La transmission des connaissances traditionnelles, y compris les expériences culinaires et les rituels, a été jugée cruciale pour la continuité culturelle. Il a été recommandé de revitaliser cette pratique afin de contrer l'érosion de la prévalence du régime alimentaire.

Table ronde 2 – Principales conclusions

Production et participation françaises : La discussion a porté sur divers points de vue, notamment la production à grande échelle, la sélection des soins dans les statistiques nationales et les partenariats familiaux. L'accent a été mis sur l'importance de la participation des jeunes à la prise de décision.

Réalités industrielles et commerciales : L'existence de consortiums d'entreprises et la normalisation des processus comparatifs sont reconnues à l'échelle mondiale. Le secteur du tourisme est reconnu comme étant complexe et nécessitant une formation solide, en particulier dans les domaines médicaux et du contrôle.

Formats organisationnels créatifs : La nécessité d'initiatives politiques permettant des « ventes permanentes » et la créativité dans l'organisation a été proposée, notamment l'adaptation de formats tels que le « format organiste » pour un musée.

Innovation en matière de produits : La discussion a mis en évidence l'innovation dans l'industrie avec des exemples de produits intensifs et d'additifs mensuels, y compris des additifs « proto-naturels » tels que la confiture de carottes méditerranéennes.

Mise en œuvre industrielle : La mise en œuvre avec des partenaires industriels a été discutée, l'accent étant mis sur les canaux de distribution spécifiques et l'« éducation à la construction ». Une initiative politique par le biais d'agences pour traiter les problèmes industriels a également été mentionnée. L'environnement alimentaire devrait inclure des mesures institutionnelles, réglementaires et éducatives pour la valorisation de la diète méditerranéenne. L'environnement alimentaire doit accompagner la recherche et les projets, fournir de bonnes pratiques et des normes à mettre en œuvre.

Éducation centrée sur la famille : Une stratégie éducative mensuelle axée principalement sur la famille et s'inscrivant dans un contexte de discussion a été présentée.

Engagement communautaire : La préparation de catalogues communautaires afin de présenter au public les « facteurs sectoriels » ou « facteurs nationaux » a été suggérée pour alimenter le journal.

Séances d'études de cas : La préparation de « séances d'études de cas » avec des « comparaisons » et la rédaction de « remarques » ont été mentionnées comme une méthode de présentation avec les associations.

Coopération transnationale : La coopération d'organismes transnationaux dans le cadre de projets a été mise en avant, avec un exemple concret de collaboration de recherche entre différents pays.

Table ronde 3 – Principales conclusions

Rôle des petits agriculteurs : Une conclusion centrale indique que les petits agriculteurs produisent environ 70 % de la nourriture qu'ils consomment et qu'ils sont essentiels à la sécurité alimentaire, notamment dans les pays en développement. Ils jouent également un rôle crucial dans la préservation de la biodiversité, des services écosystémiques et de la culture alimentaire.

Pressions sur le système alimentaire mondial : Selon la FAO, il sera nécessaire d'augmenter la production alimentaire mondiale de 60 % (et de 100 % dans les pays en développement) pour répondre à la demande future. Parallèlement, on observe une perte de biodiversité dans de nombreuses variétés alimentaires, comme les poissons et les choux.

Défis systémiques : Il a été convenu que la nécessité de repenser l'agriculture est à la fois économique et environnementale. Une approche holistique, couvrant l'ensemble du processus « de la ferme à la table », est jugée essentielle. Cependant, des problèmes politico-économiques persistants et une résistance intrinsèque au changement freinent la transformation du système actuel.

Spécificités des zones arides : Les zones arides se caractérisent par des environnements très fragiles et des ressources limitées. La production y dépend principalement des conditions environnementales et des services disponibles, plutôt que des besoins nutritionnels.

Économie circulaire : La mise en œuvre de pratiques d'économie circulaire a été proposée, incluant la réduction des déchets, l'utilisation des résidus pour le fourrage ou le compost, et l'adoption de techniques agricoles durables comme l'association de cultures et la rotation des cultures. Un projet mené dans le désert occidental d'Égypte a été cité comme exemple de réussite.

Partenariats multi-acteurs : Le renforcement de la collaboration entre les différents acteurs – institutions de recherche, partenaires nationaux, etc. – a été identifié comme une stratégie clé pour assurer la pérennité des projets à long terme.

Solutions adaptées aux zones arides : Les innovations agricoles pour les zones arides incluent l'utilisation de variétés de semences améliorées, tolérantes à la salinité et à la chaleur, ainsi que la mise en place d'une gestion intégrée des sols, de l'eau, des ravageurs et du pâturage.

Rôle de l'intelligence artificielle dans l'éducation : Il a été suggéré que l'intelligence artificielle (IA) devrait se concentrer davantage sur l'éducation plutôt que sur la seule économie, une idée qui aurait émergé d'une initiative appelée « Google Push ».

Engagement du marché et des communautés : La promotion de foires de la biodiversité, de foires aux semences (comme celles organisées au Japon et en Chine) et de festivals culinaires a été proposée pour valoriser les produits et services locaux.

Diffusion des connaissances : Un concept innovant de « cheminement de la connaissance » a été mentionné, ainsi que l'importance d'utiliser la technologie pour créer un « théâtre de visibilité », favorisant une diffusion élargie des connaissances.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Repositionner le régime méditerranéen comme un mode de vie durable : Le régime méditerranéen doit être reconsidéré au-delà de sa seule valeur nutritionnelle, afin de mettre en avant ses dimensions environnementales, sociales et culturelles. Ce repositionnement doit être soutenu par l'éducation, la réforme des politiques publiques et l'implication active des jeunes et des familles. Il s'agit de repenser et de réorienter le récit autour du régime méditerranéen, non pas uniquement comme un régime alimentaire, mais comme un mode de vie méditerranéen contemporain, sain et durable, intégrant la culture, la santé environnementale et la durabilité dans un environnement alimentaire innovant.

Transformer les environnements alimentaires et lever les barrières structurelles : Les politiques publiques doivent viser à réguler le marketing, à améliorer les environnements alimentaires urbains et à ajuster les structures de prix pour encourager des choix alimentaires sains. Les outils éducatifs doivent être renforcés par un soutien structurel et une gouvernance de santé publique plus solide.

Mettre en œuvre une approche « de la table à la ferme » : Les politiques agricoles axées sur la nutrition doivent garantir que la demande alimentaire et les objectifs de durabilité orientent les systèmes de production. Cela implique de réviser les subventions, d'étendre les zones désignées SIPAM et de formaliser les partenariats intersectoriels.

Promouvoir l'économie circulaire et les stratégies d'adaptation climatique : Les innovations telles que le recyclage des déchets, l'association de cultures et l'utilisation de semences tolérantes au stress doivent être amplifiées, en particulier dans les régions vulnérables comme les zones arides. Des investissements dans les infrastructures et dans les chaînes de valeur alimentaires locales sont également essentiels.

Renforcer la coordination multi-acteurs et les plateformes de connaissance : Il est nécessaire de créer des plateformes opérationnelles reliant la recherche, les politiques publiques et les acteurs locaux. Il faut également promouvoir des outils en libre accès pour la diffusion des bonnes pratiques et la valorisation des systèmes patrimoniaux agroalimentaires.

Définir des cadres clairs de gouvernance et de suivi : Les plans intersectoriels doivent comporter des calendriers précis, des responsabilités définies et des indicateurs d'impact afin d'éviter la fragmentation des initiatives. Sans cette structure, le risque d'inaction et de détérioration continue du régime alimentaire méditerranéen persistera.



RECOMMENDATIONS

SESSION 1

AGRICULTURAL PRODUCTION MODELS AND FOOD SECURITY IN THE LIGHT OF CLIMATE CHANGE

*Report by **Iciar Pavez**, Lecturer-researcher, CIHEAM Montpellier,
and **Georgios Prekatsakis**, Director of the Soil Science and Plant Diagnostics Laboratory,
CIHEAM Chania.*

Main issues addressed

Objectives of the session:

- Define what are the conditions and models under which agroecological agriculture could meet global food needs.
- Explore sustainable water management in agriculture by investigating possibilities for increasing water availability and innovating to optimize water use.
- Clarify the concept of food sovereignty and analyze strategies for improving food security while reducing dependence on international markets.

Main issues:

- Can agroecology feed populations?
- Addressing the underlying current conditions in agriculture (loss of biodiversity, reduced natural resources, aging of farmers, resiliency to climate change).
- Rediscovery of new agricultural production systems: agroecology or ecological agriculture as a science, practice, and social movement seems the among the most promising alternatives to address the modern challenges in agriculture through an holistic approach.

Urgent Need for Assessment:

- Dominant production systems & agroecology.
- Performance: Yields, productivity, economies of scale, resource management.
- Sustainability: Pollution, resource depletion, carbon sequestration, biodiversity.
- Viability: Farming enterprises, livelihoods, food adequacy (nutritious, high-quality, culturally adapted).

Agreements

Water Governance Issues:

- **Water Scarcity & Stress:** Severe water stress is causing major losses in agricultural land, driving the decline of modern agriculture.
- **Unsustainable Water Use:** Intensive, state-supported exploitation of non-renewable water for strategic crops often benefits new investors.
- **Social Conflicts:** Water-related tensions are rising in countries where access and distribution are contested.
- **Lack of Regional Cooperation:** Minimal collaboration in water and agricultural policies leads to competition rather than shared solutions.
- **Need for Rational Water Management:** more sustainable and equitable water use, supporting traditional and small-scale farming that conserves soil and water more efficiently.

Strategic Importance of Food Sovereignty:

- Seen as vital for development and territorial regeneration.
- Encompasses autosufficiency, relocalization, equitable markets, diversification, and resilience.
- Requires a socio-economic model with a strong social dimension.

Policy Imbalances:

- Public policies favor large, export-oriented farms reliant on irrigation and external inputs, neglecting small farmers who ensure local food security.
- There is a call for balanced policies supporting both food crops and cash crops to curb rural depopulation.

Support for Local Agriculture:

- Need for balance between subsistence and large-scale farming.
- Peasant agriculture ensures local food security, especially in crises.

Regional Mediterranean Food Sovereignty:

- Achievable through multi-actor, cross-border cooperation despite political obstacles.
- Priorities: shared food chains, digital tools, data systems, and rural development.
- Farmers' networks and civil society can influence policies and bypass political barriers.

Disagreements

Is Agroecology Only Local?

- Position 1: Agroecology is fundamentally local and should focus on small-scale, peasant farming.
- Position 2: Agroecology can and should incorporate export models. Mainstream systems cannot be excluded from the agroecological transition.

Is Agroecology only for Small-Scale Farming?

- Position 1: Small peasants are vital for local food security, and large-scale cash crops promote monoculture, environmental degradation, and dependency.
- Position 2: Some question whether the peasant model is idealized, and whether large-scale farming plays a key role in food systems.

Public Policies vs. Agroecology?

- Position 1: Criticism that public authorities in the Maghreb prioritize conventional agriculture and are not responsive to agroecology and small farming.
- Position 2: The state can be responsive if farmers and civil society organize and present policy briefs.

Is Food Sovereignty feasible?

- Position 1: Disbelief about regional cooperation, low trade in the Mediterranean region, and political tensions.
- Position 2: Optimism for regional cooperation through multi-actor collaborations, common supply chain systems, digital tools, and rural development.

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

Knowledge:

- Agroecology is a form of agriculture rich in knowledge and expertise.
- We need to move away from the traditional top-down academic model, and rebuild it together with (pioneering) farmers.
- Support for Implementation: Technical advisors to apply agroecological principles.

Technology:

- Agroecology and technology are not contradictory: Synergistic practices (water, soil, one health), social inclusion.
- Biodiversity & Soil Restoration: Crucial for sustainability and resilience.
- Ecosystems influence water quality through soil-water interactions, making ecosystem restoration crucial for improving water quality.

Policy & Governance:

- Strengthening Civil Society & Regional Cooperation.
- Empower farmers and organizations to influence policies.
- Foster multilateral collaboration for shared water challenges.
- Effective multilevel governance, territorial, diversity and social innovation.

SESSION 2

AGRICULTURAL PRICES, FOOD PRICES AND PUBLIC POLICIES

Report by **Hala El Solh**, Secrétaire générale GID, Institut de France,
and **Aybike Bayraktar**, Postdoctoral Researcher, CIHEAM Montpellier

Main issues addressed and findings

Objectives of the session:

- To address the tensions and complementarities between policies that support agricultural production and those aimed at ensuring access to healthy and sustainable food for all.
- To analyse the necessity of integrating externalities into trade regulations.
- To explore cooperation strategies that can strengthen collaboration among Mediterranean countries in the areas of food security, strategic planning, and market development.

Main issues:

- Increase in food insecurity and the limitations of current subsidized systems in addressing structural issues.
- Exploration of alternative models such as Food Social Security and Food Democracy.
- The need to move beyond charitable food aid towards a rights-based approach to food and development.
- Negative impacts of export bans, biofuel mandates, and the lack of alignment in public policies.
- Policies in areas such as agriculture, health and trade are not compatible with each other, leading to contradictory results.
- It was emphasized that food should be treated as a common good rather than a commodity.

Main issues addressed and findings

- Urgent need for coherent, science-based policies to realign food production with the public interest.
- Challenges in quantifying externalities and the unequal distribution of costs associated with ecological transitions.
- Imbalance between small-scale producers and export-oriented agriculture, often exacerbated by public policies.
- Food safety must be equally prioritized for both domestic and export markets.

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

- There is a growing consensus that charitable food aid is insufficient and can contribute to the impoverishment of populations.
- The neoliberal capitalist model is seen as inherently contradictory. To address this, food must be decommodified and recognized as a common good. This involves communalizing and socializing food systems (e.g., through food-based social security) and democratizing food governance. Moreover, food systems should be reterritorialized to ensure fair distribution of added value among economic actors and to promote high-quality products.
- Access to healthy food should be recognized as a fundamental right and structural reforms should be undertaken to secure this right. Such reforms, with the support of institutional structures, can lead to more inclusive, equitable and resilient systems.
- The current international trade framework is inadequate to address the true cost of industrialized agriculture.
- Despite the scientific and economic evidence supporting sustainable food systems, systemic barriers hinder the transition.
- Structural change demands both domestic policy reform and international regulatory realignment.
- Regulation is often challenging due to perceptions of unfair distribution of effort and responsibility.
- It is crucial to raise awareness not only to change individual practices, but also to transform the rules and institutions governing food systems.
- Public policies should be grounded in scientific knowledge to ensure effectiveness and legitimacy.
- New technologies (e.g., blockchain, sensors) should be used to improve transparency and traceability in food systems.
- Consumer awareness must be increased to support informed and responsible food choices.

- Regional cooperation should be reinforced. A Mediterranean-wide food safety network, similar to the EU's Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF), should be established, with regulations adapted to regional specificities.
- The North-South co-regulatory framework needs to be redesigned with principles of geographical justice, solidarity and equity. Price is still the dominant factor in local markets, creating challenges for food quality and safety.
- Specific tools and pilot experiments must be developed and tested to address regional needs.
- More direct funding and technical support should be allocated to producers in southern countries.
- Education is one of the most important empowering elements. Targeted training and capacity building for both producers and consumers should be supported. In addition, strengthening consumer associations can enhance participatory governance and system accountability.

SESSION 3

MEDITERRANEAN DIET, DIETARY PATTERNS AND FOOD EDUCATION AND TRAINING

Report by **Ramzi Belkhodja**, Academic Coordinator and Administrator, CIHEAM Zaragoza, and **Francesco Bottalico**, Research Officer, CIHEAM Bari

Main issues addressed and findings

This session aimed to explore the major challenges and opportunities in promoting healthier and more sustainable food systems in the Mediterranean and beyond. It examines the decline of the Mediterranean diet and the growing influence of ultra-processed foods, while identifying strategies to restore the cultural, nutritional and environmental value of traditional diets. The discussions also addressed the need to transform food environments through public policies, consumer education, and regulatory tools. Finally, the session reflects on the relevance of shifting from a “Farm to Fork” to a “Fork to Farm” approach, where nutritional needs and sustainability imperatives guide agricultural production, thus fostering stronger alignment between food demand, health priorities, and agri-food systems.

Round Table 1 — Main Findings

Cultural and Social Significance: There was a clear agreement that the Mediterranean diet is more than just nutrients; it is the “most visible expression of the Mediterranean way of life”. Its recognition by UNESCO in 2010 as an intangible cultural heritage was not just for its health benefits but for being a social practice based on a set of skills, knowledge, and traditions from harvest to table. The practice is considered environmentally friendly and sustainable.

Holistic System: It was emphasized that the Mediterranean diet represents a complete food system with interdependencies from production to consumption, integrating nutrition, tradition, and sustainability. Scientific Evidence demonstrates the diet's value in preventing various diseases and increasing longevity. Research on over 200 traditional foods has shown their therapeutic potential and quantifiable benefits.

Adherence Statistics: National surveys revealed an overall adherence to the Mediterranean diet of approximately 30%. Adherence was higher in the over-65 age group (almost 40%) and significantly lower in the under-65 group (only 25%).

Negative Trends: Gradual abandonment of these dietary patterns in younger generations, including children. There is a continuous increase in the consumption of animal products at the expense of the traditional Mediterranean diet, leading to a generalized loss of adherence to healthy diets across the region.

Multi-Stakeholder Dialogue: The SFS Med platform, in collaboration with the FAO, the Union for the Mediterranean, and the Prima Foundation, was presented as a key initiative. This platform brings together 3,869 contacts from diverse stakeholder groups, including academics, research institutions, governments, and the financial sector. This Multi-Stakeholder Platform is a key initiative designed to bring together a wide array of stakeholders to address malnutrition and promote sustainable production through structured dialogues.

Strategic Coalition: It was proposed to form a strategic coalition that involves public policy, education, the economy, and the active participation of citizens to drive change.

Overcoming Fragmentation: The need for multidimensional and inclusive approaches was highlighted to integrate the transformation of the food system and address the fragmentation between different organizations and government ministries.

Reorienting the Narrative: A central idea is to reframe the Mediterranean diet, moving it from being just a nutritional regimen to a “healthy and sustainable lifestyle”. This change in narrative is seen as necessary to increase the critical mass of experts and stakeholder commitment for system transformation.

Focus on the “Food Environment”: It was identified that the “Food Environment” is the critical interface where consumers are influenced, and there is a need to identify its multiple benefits. The food environment is considered key to facing current challenges.

Integrating Production and Consumption: A proposed approach involves articulating both production and consumption by involving multiple actors and disciplines. The goal is to engage actors from both sides to modify “demand” and consequently influence “supply”.

Revitalizing traditional knowledge: The transmission of traditional knowledge, including culinary experiences and rituals, was considered crucial for cultural continuity. It was recommended to revitalize this practice to counter the erosion of the diet's prevalence.

Round Table 2 — Main Findings

French Production and Participation: The discussion covered various perspectives, including “scaly” production, selective care within national statistics, and family partnerships. There is an emphasis on the importance of youth participation in decision-making.

Industrial and Market Realities: The existence of business consortia and the normalization of comparative processes are recognized globally. The tourism sector is acknowledged as being complicated, requiring solid training, especially in medicinal and control fields.

Creative Organizational Formats: The need for political initiatives that allow for “permanent sales” and creativity in organization was proposed, including adapting formats like the “organist format” for a museum.

Product Innovation: The discussion highlighted innovation in industry with examples of intensive products and monthly additives, including “proto-natural” additives like Mediterranean carrot jam.

Industrial Implementation: Implementation with industrial and “mortal” partners was discussed, with an emphasis on specific distribution channels and “constructional education”. A political initiative through agencies to address industrial problems was also mentioned. Food environment should include institutional, regulatory educational measures for the valorization of MD. Food environment must accompany research and projects, provide good practices and standards to be implemented.

Family-Focused Education: A monthly educational strategy focused primarily on the family and within the context of discussion was presented.

Community Engagement: The preparation of community catalogs to show “sectoral factors” or “country factors” to the public was suggested as a way to “feed the diary”.

Frontal Case Sessions: The preparation of “frontal case sessions” with “comparents” and the preparation of “remarques” was mentioned as a method for presentations with associations.

Transnational Project Cooperation: The cooperation of transnational organisms in projects was highlighted, with a specific example of research collaboration between different countries.

Round Table 3 — Main Findings

Role of Small Farmers: A central finding is that small farmers produce 70% of the food they consume and are fundamental for food security, especially in developing countries. They also play a vital role in preserving biodiversity, ecosystem services, and food culture.

Global Food System Pressure: It was established that the FAO estimates a global need for 60% more food (and 100% more in developing countries), concurrent with an observed loss of biodiversity in food varieties like fish and cabbages.

Systemic Challenges: There was an agreement that rethinking agriculture is driven by both economic and environmental reasons and that a holistic approach covering the entire “Farm to Fork” process is essential. Persistent political-economic problems and an inherent resistance to change within the current system were identified as major barriers.

Arid Zone Specifics: Arid zones are characterized by very fragile environments and scarce resources. Production in these areas is driven primarily by environmental provisions and available services, not by nutrition.

Circular Economy: The implementation of circular economy practices was proposed, including reducing waste, using residues for forage or compost, and applying techniques like intercropping and crop rotation. A project in the western desert of Egypt serves as a successful example of this model.

Multi-Stakeholder Partnerships: Fostering collaboration between different actors, such as research institutions and national partners, was identified as a strategy to ensure the long-term sustainability of projects.

Adapted Solutions for Arid Zones: Innovations for arid zones include using improved seed varieties tolerant to salinity and heat and implementing integrated management of soil, water, pests, and grazing.

Role of AI in Education: It was suggested that Artificial Intelligence should focus on education rather than just the economy, a concept that reportedly emerged from a “google push”.

Market and Community Engagement: The promotion of biodiversity fairs, seed fairs (like those in Japan and China), and culinary festivals was proposed to add value to local products and services.

Knowledge Dissemination: An innovative concept of “cognisance pathaging” was mentioned, along with the importance of using technology to create a “visibility theater” for wider knowledge dissemination.

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

Reposition the Mediterranean Diet as a Sustainable Lifestyle: The Mediterranean diet should be reframed beyond its nutritional value to highlight its environmental, social, and cultural dimensions. This repositioning must be supported by education, policy reform, and the active involvement of youth and families. Rethink and reorient the narrative of the Mediterranean diet, not just a diet, but a Mediterranean Contemporary healthy and sustainable “lifestyle” that integrates culture, environmental health, and sustainability within an innovative food environment.

Transform Food Environments and Address Structural Barriers: Public policies should target marketing regulation, urban food environments, and pricing structures to incentivize healthy food choices. Educational tools must be reinforced with structural support and stronger public health governance.

Implement a “Fork to Farm” Approach: Nutrition-driven agricultural policies must be designed to ensure that food demand and sustainability goals shape production systems. This requires shifting subsidies, expanding SIPAM-designated zones, and formalizing partnerships across sectors.

Promote Circular Economy and Climate Adaptation Strategies: Innovations such as waste recycling, intercropping, and the use of stress-tolerant seeds should be scaled, especially in vulnerable regions like arid zones. Investments in infrastructure and local food value chains are also crucial.

Foster Multi-Stakeholder Coordination and Knowledge Platforms: Establish operational platforms linking research, policy, and local actors. Promote open-access tools for the dissemination of best practices and the valorization of agri-food heritage systems.

Define Clear Governance and Monitoring Frameworks: Cross-sectoral plans must include timelines, designated responsibilities, and impact metrics to move beyond fragmented initiatives. Without this structure, the risk of inaction and further diet degradation will persist.



Parmenides XI
OUVERTURE



DISCOURS D'OUVERTURE

THIERRY DUPEUBLE 

Au nom de tous les personnels de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, qu'on a coutume de désigner par le CIHEAM Montpellier, je vous exprime le plaisir que nous avons à vous accueillir aujourd'hui, pour cette 11^e conférence, après la conférence organisée en 2021 à Bari et celle organisée à Chania en 2023, dans deux autres des instituts du CIHEAM.

C'est en effet la 3^e édition consécutive que le Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) et le CIHEAM coorganisent. C'est pour nous un plaisir et un honneur que de l'accueillir sur un thème : « Se nourrir en Méditerranée » qui va nous amener durant ces trois jours à questionner tous les maillons déterminants de cette problématique, depuis la production jusqu'à la consommation.

Ce thème résonne fortement avec les activités de recherche, de formation et de développement que nous menons ici, au sein de l'institut, dans une approche pluridisciplinaire qui privilégie l'économie et plus globalement les sciences sociales, nos enseignants-chercheurs ayant cependant, pour la plupart d'entre eux, une formation d'agronomes. Nous essayons notamment de travailler sur l'amélioration de la capacité des populations, des États (en particulier ceux du CIHEAM) à satisfaire les besoins alimentaires, les besoins nutritionnels, dans un contexte global de changement climatique qui affecte tout particulièrement la région méditerranéenne. Notre approche se décline à différentes échelles.

L'échelle du système de production, tout d'abord : comment faire évoluer les systèmes de production pour améliorer leur capacité à subvenir aux besoins à la fois locaux mais aussi nationaux, voire internationaux.

L'échelle des territoires ruraux, ensuite : comment les territoires peuvent aussi s'organiser face à ces exigences, quelles sont les politiques publiques qui sont nécessaires pour contribuer à la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique, sur quelles données les élaborer ?

L'échelle des filières agroalimentaires, enfin, que l'on désigne par chaînes de valeur : comment accompagner les segments de ces chaînes de valeur pour faire face aux défis du changement climatique ? Comment le développement d'une économie de proximité, les nouvelles formes d'organisation des acteurs, notamment dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, peuvent y contribuer ?

Je vous invite, pendant ces trois jours et à travers toutes les tables rondes, à revenir sur ces questions.

DISCOURS D'OUVERTURE

 TEODORO MIANO

Authorities,
Colleagues,
Ladies and Gentlemen,

Today's discussion fits perfectly into the context of the transformation towards sustainable food systems, a global challenge that requires an in-depth analysis of the complex dynamics linking production and consumption.

Food systems link two major entities: Nature (land, water, biodiversity, climate) and Humans (shaped by socio-economic and cultural factors). While food production and consumption may seem straightforward, they are deeply interconnected with complex systems across multiple domains.

Addressing this complexity requires multi-actor collaboration, evolving from the triple helix model (universities, private sector, institutions) to the quintuple helix one, incorporating communities and ecosystems to tackle challenges like climate change.

Focusing on the conference's key objective, I believe it's crucial to talk initially about the possible transformation of our current unsustainable food systems. To achieve this result, it requires empowering consumers to adopt healthy and sustainable eating patterns, like the Mediterranean diet. However, the present conditions do not facilitate this. Therefore, we must address the area of the food system known as the food environment:

The physical, economic, political and socio-cultural context in which consumers engage with the food system to make their decisions about acquiring, preparing and consuming food.

It serves as an interface that mediates the acquisition of foods by people within the wider food system. For many communities, the food environment consists of the foods they produce and those they purchase from their local markets. For others, the food environment is more global, with increasingly interconnected local, regional and international markets.

The food environment consists of:

- “Food entry points” or the physical spaces where food is purchased or obtained;
- Features and infrastructures that allow consumers to access these spaces;

- Personal determinants of consumer food choices (including income, education, values, skills etc.); and
- Surrounding political, social and cultural norms that underlie these interactions.

As clearly highlighted, the Food Environment, understood as the interface between the supply chain and the consumer, plays a crucial role in shaping our choices and, consequently, the overall impact of agrifood systems. It is essential to act on all elements — social, economic, commercial, technological, and political — to make food environments conducive to healthy and sustainable diets.

With this in mind, our “Feeding the Mediterranean” conference aims to explore these vital interconnections. The sessions and roundtables that will follow align clearly with the key concepts of the CIHEAM Strategic Plan, addressing the essential priorities related to sustainable agriculture, food security, rural development, cooperation, and nutrition in the Mediterranean region.

The themes we will address, from agricultural production models and food security in the light of climate change, to public policies and agricultural and food prices, up to the Mediterranean Diet, dietary patterns, and food education, faithfully reflect the holistic approach necessary to build a more resilient and equitable food future.

Each session and roundtable will delve into crucial aspects, from agroecology to water resource management, from social food security to international regulations, and from the importance of the Mediterranean dietary heritage to the growing role of the digital food environment.

I am very glad to participate in this conference, and I warmly invite you to contribute to this fundamental dialogue through your experiences and knowledge to outline intervention strategies based on science and research, essential for improving the sustainability of food and nutritional security for all in the Mediterranean.

DISCOURS D'OUVERTURE

 CATHERINE BRÉCHIGNAC

Bonjour à tous,

Je tiens à remercier Teodoro, avec qui j'ai eu le plaisir de coorganiser ce colloque. En réalité, cette coorganisation reste en partie « sur le papier » : lorsque l'on est coresponsable, on n'a pas toujours les mains dans le quotidien des préparatifs. C'est pourquoi je souhaite exprimer une gratitude particulière à Yasmine et Hala, qui ont joué un rôle essentiel dans la mise en place de ces journées, ainsi qu'à leurs équipes pour leur précieux soutien.

Qu'est-ce que le GID ? Le GID ou encore le Groupe Interacadémique pour le Développement est un catalyseur qui a pour objectif de mettre la science au service du développement. Sa mission principale est de faciliter les rencontres et les échanges entre des acteurs concernés sur un thème relatif au codéveloppement. Bien qu'ayant beaucoup à s'apporter mutuellement, ces acteurs ne se croisent que rarement, voire jamais. Nous avons donc depuis une quinzaine d'années organisé des forums de discussion sur de nombreux sujets, autour des questions méditerranéennes. C'est pour souligner cet ancrage méditerranéen que ces forums portent le nom de « Parménides », en hommage à ce grand philosophe grec. Celui d'aujourd'hui à pour titre « Alimentation en Méditerranée : Héritages, défis et trajectoires d'avenir ».

Nous avons une longue collaboration avec le CIHEAM, qui remonte aux tout premiers colloques que le GID a organisé à la Bibliothèque d'Alexandrie, à Malte, au Maroc, avec la participation de membres du CIHEAM. Mais depuis cinq ans, une véritable coopération s'est mise en place pour organiser un cycle d'événements dans les différents sites du CIHEAM : à Bari, à Chania et à Montpellier.

Le précédent forum s'est tenu à Chania en 2023 sur le thème « Les arbres et la forêt face aux changements globaux : les pays méditerranéens à l'avant-garde ». Lors des discussions, nous nous sommes aperçus que la notion de crédit carbone n'était pas claire pour tous. Bon nombre imaginent qu'il suffit de planter un arbre pour éliminer le CO₂ émis lors de la combustion ; ce n'est pas suffisant. De plus ce n'est pas l'objectif zéro carbone qui est recherché, car le carbone est indispensable à la vie, c'est moins de CO₂ dans l'atmosphère qui importe, et les plantes peuvent nous aider grâce à la photosynthèse. Lorsqu'une feuille reçoit de la lumière, elle est capable de transformer le CO₂ et la vapeur d'eau qui l'entourent en glucides, pour se nourrir, et en oxygène qu'elle rejette. Mais la nuit, sans lumière, la plante réagit dans l'autre sens : elle absorbe de l'oxygène et rejette du CO₂. Le bilan n'est donc pas toujours très élevé. Ce qui est intéressant, c'est d'observer la croissance des arbres,

leur dynamique. Comment faut-il les planter ? Dans quel environnement ? C'est toute la discussion que nous avons eue sur les arbres, notamment avec l'Académie d'agriculture de France (AAF), très impliquée dans notre action concernant les cèdres au Liban.

Aujourd'hui, nous abordons le sujet de l'alimentation. Dans quelle mesure faut-il manger local ? Les pays riches souhaitent une nourriture biologique, qui s'intègre avec l'environnement. Les pays du Sud sont plus enclins à favoriser l'agriculture intensive. Avec Jacques Brulhet, nous avons mené un ensemble de controverses sur ce sujet pour conclure qu'il est illusoire d'imaginer que la culture bio permettra de nourrir tous les habitants de la planète. L'agriculture intensive doit être pensée avec moins d'intrants. C'est dans ce cadre que s'inscrit le forum Parménides d'aujourd'hui.

Encouragé par l'AAF, ce forum accueille l'exposition itinérante « Je mange donc je suis », clin d'œil à la célèbre formule de Descartes : « Je pense donc je suis ». Cette référence qui nous invite à réfléchir à la manière dont nous pensons, ouvrant la voie à une forme de méta-conscience, est transposée ici selon une démarche comparable : comprendre comment nous mangeons, explorer nos habitudes alimentaires et découvrir les spécificités propres à chaque région. C'est la raison pour laquelle, vous l'aurez peut-être remarqué, le programme est présenté sous forme de questionnement. Ces questions nous engagent à réfléchir collectivement et à proposer des réponses.

Bon colloque à tous, bons débats.



DISCOURS D'OUVERTURE

 ISABELLE TOUZARD

Mesdames et Messieurs,
Bienvenue à Montpellier. J'imagine que vous connaissez déjà notre belle ville, et pour ceux qui y viennent pour la première fois, j'espère que vous allez y effectuer un bon séjour.

Tout ce qui concerne le pourtour méditerranéen est très important pour les élus de la métropole de Montpellier. Nous nous sentons profondément méditerranéens ici, à Montpellier. Nous essayons, par exemple, de devenir une capitale méditerranéenne du vin. C'est un gros défi, qui illustre précisément à quel point il nous semble que ce pourtour méditerranéen peut être un espace d'échanges privilégiés pour résoudre nombre des défis auxquels nous avons à faire face.

Montpellier, à l'image de tout le pourtour méditerranéen, est frappée de plein fouet par le changement climatique et ses conséquences : submersion, inondations, et plus globalement la gestion d'une ressource de plus en plus rare, l'eau, sans parler des feux de forêt, des épisodes caniculaires. Ajoutons à cela l'érosion de la biodiversité, tout aussi préoccupante, et qui s'amplifie dès que nous urbanisons un hectare ! Tous ces défis sur l'un des territoires les plus attractifs de France.

L'explosion ou le développement démographique sur un territoire aussi vulnérable amène de nouveaux enjeux. Parmi ceux-ci, les enjeux de l'alimentation, apparus en 2014, ne sont pas les moindres et qui sont de plus en plus au cœur de la politique territoriale française et j'imagine dans tous les autres pays. Nous savons que Fès (Maroc) avec qui nous sommes jumelés et avec qui nous travaillons beaucoup fait face aux mêmes défis. Se nourrir, ce n'est pas seulement accéder à l'alimentation, c'est accéder à une alimentation saine et sûre, ce qui implique une politique alimentaire permettant à tous cet accès à une alimentation saine et choisie. Challenge d'autant plus important lorsque l'on sait que nous sommes l'un des territoires avec le plus haut taux de pauvreté.

C'est aussi se poser la question du/des modèles alimentaires, et à cet égard, nous faisons face à un véritable enjeu de santé publique. Heureusement, les scientifiques de l'Inserm ont apporté des contributions majeures, et je pense tout particulièrement à Denis Lairon, directeur de recherche émérite, qui a notamment lancé le programme NutriNet-Santé en France, une série d'enquêtes menées auprès de dizaines de milliers de participants regroupés en cohortes, qui ont mis en évidence les bienfaits du régime méditerranéen sur la santé. Nous avons donc de belles perspectives d'avenir, sans même parler des bénéfices liés à l'agriculture biologique.

Face à toutes ces questions de santé publique, d'équité, de démocratie alimentaire, le territoire de la métropole de Montpellier, avec les trente et une communes qui le composent, a pris à bras-le-corps une politique agroécologique et alimentaire revendiquée comme telle.

Nous avons été la première agglomération de France à afficher une politique qui s'intitule « transition agroécologique et alimentaire », parce que, pour nous, les deux vont de pair. Et la mise en œuvre de cette politique ne peut s'envisager que dans un cadre partenarial – parce qu'il nous semble évident que sur des territoires, les initiatives, les innovations dans ce domaine viendront aussi et surtout des acteurs associatifs, socioéconomiques, citoyens.

Un gros travail est mené autour de ce qu'on appelle les paysages alimentaires, c'est-à-dire comment, dans nos villes et dans nos petites communes, améliorer, avec tous les leviers d'action – d'urbanisme, d'urbanisme commercial, de réglementation publicitaire, d'action sociale, d'action culturelle – l'environnement alimentaire et citoyen afin qu'il soit propice à un accès à une alimentation saine et choisie. Nous partons de l'hypothèse que ce ne sont pas simplement des modifications de comportement, des actions d'éducation qui régleront le problème. Cela implique de prendre en compte toutes les dimensions (culturelle, sociale, spatiale...) qui sont déterminantes de ce qu'est l'offre alimentaire sur un territoire, que l'on peut parvenir à reterritorialiser la question alimentaire, à garantir la possibilité d'une alimentation locale, saine et choisie.

La métropole de Montpellier, avec son grand bassin de vie, représente un million d'habitants. Comment nourrir cette population ? Nous avons des atouts : nous sommes dans la région Occitanie, qui a la chance, avec ses quatorze départements, d'être potentiellement exportatrice nette, en alimentation comme en énergie, qui est un territoire à énergie positive.

Nous avons aussi la chance d'être dans un grand bassin de production très varié, mais en revanche, dans lequel les filières ne sont pas organisées pour satisfaire des besoins alimentaires « locaux », mais construites pour l'exportation et avec des logiques inverses de la proximité. Ici, le melon part à Rungis pour nous revenir dans nos supermarchés. Il y a donc un énorme travail, avec notamment des outils comme le marché d'intérêt national, et beaucoup d'autres actions que l'on mène avec tous les acteurs du monde économique sur le territoire, pour progressivement travailler sur cette proximité et imaginer ensemble tous les nouveaux outils de transformation alimentaire qu'il faut mettre en place.

Dans une région où la vigne et le vin ont été historiquement des filières structurantes et dominantes de l'économie agricole, la crise très importante, climatique et de marché, que subit le vin – je ne sais pas si c'est la même chose dans vos pays –, cette crise donc est une opportunité pour repenser la diversification dans une perspective alimentaire de proximité.

Mais dans un contexte où l'eau se raréfie, diversifier et produire plus avec de moins en moins d'eau, c'est compliqué. Et dans un contexte aussi où, comme de nombreuses zones urbaines, le foncier est très fortement menacé par l'artificialisation.

La métropole mène une politique très volontariste de zéro artificialisation nette des sols. On va adopter notre PLU intercommunal au mois de juillet avec une très forte réduction des surfaces agricoles consacrées à l'urbanisation.

Et au-delà de ça, on constate qu'il y a un abandon progressif de nos terres agricoles – les meilleures, les irrigables – sur un phénomène de spéculation foncière. Notre potentiel productif perd de la valeur, les rendements baissent, le potentiel foncier baisse, et donc on a là aussi de grosses actions à mettre en place pour réfléchir à la façon dont on peut protéger ce foncier et le mobiliser pour des porteurs de projets nombreux, mais qui, malheureusement, ont de grandes difficultés à développer leur système de production, qui pourtant coche toutes les cases de l'intérêt général, qu'il soit environnemental, social, économique ou de santé publique.

Nous avons accueilli, au mois de décembre, les Assises nationales de la transition agroécologique et alimentaire, qui rassemblaient 800 agents, élus et partenaires sur ces questions. Ces assises ont été un moment important pour partager les expériences des territoires qui, à l'échelle des communes, sont très fortement investis dans la résolution de ces questions.

Et pour finir, je n'oublie pas la collaboration avec le monde scientifique. À Montpellier, il y a une concentration d'équipes scientifiques – l'IAMM, mais aussi le CIRAD, l'Institut Agro, l'INRAE – qui sont mobilisées sur ces questions et qui travaillent avec nous, de façon très étroite. Et c'est aussi avec elles que l'on peut avancer aussi vite sur ces sujets.

Je vous remercie.

SÉANCE D'OUVERTURE

ANNIE GENEVARD

Le discours d'Annie Genevard est disponible sur la plateforme YouTube



Annie Genevard

Annie Genevard est professeure certifiée de lettres classiques à la retraite. Elle entre en politique locale comme adjointe au maire de Morteau en 1995, puis devient maire de cette commune de 2002 à 2017. En 2012, elle est élue députée de la 5e circonscription du Doubs, mandat qu'elle exerce jusqu'à sa nomination au gouvernement. Depuis septembre 2024, elle est ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire dans le gouvernement, prenant en charge les enjeux agricoles, alimentaires et forestiers de la France.

Thierry Dupeuble

Thierry Dupeuble est docteur en économie. Il est spécialiste des politiques publiques en faveur de l'agriculture durable et du développement rural. Il a accompagné des projets de développement dans des domaines tels que l'agriculture biologique et durable, la transformation et la vente à la ferme, le tourisme rural, etc. La plupart de ses expériences ont été menées à divers postes au sein du ministère de l'Agriculture en France. À ce titre, il a notamment travaillé sur la formation professionnelle initiale et continue des agriculteurs engagés dans la transition agroécologique. Depuis 2021, il est directeur du CIHEAM Montpellier.





Teodoro Miano

Teodoro Miano occupe le poste de secrétaire général du CIHEAM à Paris depuis mars 2023. Il est professeur titulaire de chimie agricole à l'université Aldo Moro de Bari, où il a également été vice-recteur chargé des relations internationales. Fort de plus de 35 ans d'expérience universitaire et professionnelle, il a contribué aux débats méditerranéens et mondiaux sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et la durabilité. Il a occupé des postes de premier plan dans des associations professionnelles, notamment celui de président de la Société italienne de chimie agricole et de la Société internationale des substances humiques. Sa collaboration avec le CIHEAM a débuté en 1996 dans le cadre d'initiatives d'enseignement, de recherche et de coopération. Il est ensuite devenu membre et vice-président du conseil d'administration du CIHEAM avant d'être nommé secrétaire général.

Catherine Bréchnac

Catherine Bréchnac, physicienne et directrice de recherche émérite au CNRS, est une spécialiste reconnue des nanosciences, à l'interface entre physique atomique et matière condensée. Ses travaux pionniers sur les agrégats métalliques ont permis de comprendre la transition entre atomes isolés et solides massifs, en explorant leur stabilité, leur fission et leur auto-organisation. Ancienne directrice générale puis présidente du CNRS, elle a également présidé l'International Council for Science et le Haut Conseil des Biotechnologies. Éluë à l'Académie des sciences en 2005, dont elle fut secrétaire perpétuelle, elle est aujourd'hui ambassadrice déléguée à la science, à la technologie et à l'innovation, et présidente du Groupe interacadémique pour le développement (GID). Lauréate de nombreuses distinctions internationales, elle œuvre pour le dialogue entre science, société et éthique.



Isabelle Touzard

Isabelle Touzard est ingénieure agronome et travaille à Montpellier SupAgro, où elle est responsable de la formation continue. Maire de Murviel-lès-Montpellier depuis mars 2014, elle a été réélue en 2020. Elle occupe aussi le poste de vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'Agroécologie et à l'Alimentation. Dans ses fonctions publiques, elle s'implique particulièrement en faveur de la relocalisation agricole, de la promotion de pratiques agroécologiques et de l'alimentation de qualité pour tous sur son territoire. Elle coordonne également des actions de formation et d'ingénierie pédagogique dans les régions chaudes, et valorise l'approche systémique dans les dispositifs de formation à l'international.

Alimentation et Population

Ce colloque Parménides XI s'inscrit dans un partenariat du GID avec le CIHEAM, structuré et constructif sur les problématiques agricoles des pays méditerranéens. Deux colloques Parménides ont déjà été tenus dans ce cadre : Bari en Italie en 2021 sur le thème des bassins versants et de leur gestion ; et Chania en Grèce en 2023 sur l'avenir des forêts méditerranéennes.

Pour débiter cette séance d'ouverture, il est important de rapprocher ce colloque Parménides de la controverse qui a animé le GID en 2024 avec les points suivants :

- Principes et organisation de cette controverse ;
- Les nombreuses convergences ;
- Les divergences importantes ;
- Les conclusions et recommandations.

Le principe de la controverse

La controverse est une approche originale organisant un dialogue argumenté entre des opinions différentes sur des sujets sensibles où l'unanimité est difficile à atteindre. Les thématiques concernant l'alimentation et les systèmes alimentaires sont l'objet de fréquentes controverses.

Depuis cinq ans, l'Académie d'agriculture de France (AAF) organise chaque année des controverses sur des sujets aussi variés que l'agroécologie, la biodiversité, les retenues d'eau, l'élevage intensif ou, cette année, la brevetabilité des semences.

La diversité et la qualité des académiciens membres du GID est une vraie opportunité pour déclencher des controverses.

La controverse du GID en 2024

En 2024, le GID a organisé une controverse sur le thème « Alimentation et Population », qui s'est déroulée en deux étapes :

- Une note de cadrage et un questionnaire de 38 questions ont été adressés à une trentaine d'académiciens du GID, avec des réponses représentant 174 pages ;

- Un colloque s'est tenu le 30 mai 2024 en présentiel à Paris, regroupant 22 académiciens et experts de 10 pays différents : Algérie, Bénin, Côte d'Ivoire, France, Grèce, Italie, Liban, Madagascar, Sénégal et Turquie.

La synthèse des travaux a ensuite été diffusée sur différents sites académiques et a fait l'objet de plusieurs publications. Ces travaux ont également inspiré un important travail complémentaire de l'AAF débouchant sur la publication d'un « Plaidoyer pour la transformation des systèmes alimentaires et l'évolution des partenariats entre la France, l'Europe et l'Afrique ».

Cette intense controverse a permis de mettre en évidence de nombreuses convergences de points de vue, mais aussi plusieurs divergences importantes.

Les nombreuses convergences

1. *Importance de la thématique « Alimentation et Population »* : Ce lien entre alimentation et population est un objet central pour le futur de nos sociétés avec des impacts directs sur l'environnement, la santé, les dynamiques économiques, sociales et politiques ;

2. *Nourrir sans détruire, ou nourrir sans dévaster ni épuiser les ressources naturelles* : C'est au cœur des défis contemporains face à l'augmentation de la population et la pression sur les ressources naturelles ;

3. *Retour à l'agenda de la souveraineté alimentaire* : Après des décennies consacrées à l'augmentation de la production, cette notion est devenue prioritaire dans tous les pays ;

4. *Importance de la sécurité hydrique* : Avec le changement climatique, la gestion rigoureuse et innovante des ressources en eau et la promotion de cultures moins exigeantes en eau sont indispensables partout ; c'est particulièrement sensible autour de la Méditerranée ;

5. *Rôle majeur des industries agroalimentaires pour transformer et conserver les produits alimentaires* : Convergence moins évidente, mais essentielle dans tous les pays ;

6. *Constat d'une diversification des régimes alimentaires* : Évolution récente des pratiques alimentaires, liée à l'urbanisation et la progression de la restauration rapide ;

7. *Rôle des mouvements de population* : Convergence surprenante, mais partout il y a recherche d'une main-d'œuvre bon marché, largement issue d'une immigration extérieure ;

8. *Lutte contre les pertes et gaspillage* : Dans les pays du Sud, ce sont les pertes au champ après récolte qui sont importantes. Au Nord, le gaspillage intervient dans la chaîne de distribution et dans les usages domestiques ;

9. *Éducation à l'alimentation* : Partage de l'importante de promouvoir une pédagogie alimentaire pour la jeunesse et le grand public, comme un outil majeur de souveraineté alimentaire.

Les divergences importantes

- *Agriculture « intensive » et agroécologie*

Ce fut le sujet le plus controversé, générant des discussions animées. Les défenseurs de l'agroécologie la considèrent indispensable pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, alors que si les académiciens africains apprécient l'agroécologie, ils sont nombreux à estimer qu'elle est encore insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires de leurs populations. Le terme agriculture « intensive » n'est pas adapté, parlons d'agriculture « responsable ».

- *Utilisation des intrants dans les productions agricoles*

Cette divergence est très complémentaire de la précédente, des intrants restent indispensables pour assurer certaines productions, mais leur utilisation doit être limitée et raisonnée, en particulier pour préserver la biodiversité.

- *Concilier souveraineté alimentaire avec les échanges internationaux*

Sujet très discuté, en particulier avec le rôle des productions agricoles dites « de rente », indispensables à assurer l'équilibre économique de beaucoup de pays, et donc contribuant à leur souveraineté.

- *Utilisation des nouvelles technologies*

Il n'y a pas de véritable consensus sur l'utilisation et l'impact des nouvelles technologies sur le développement durable, et sur les différentes alternatives possibles. Inquiétude partagée en revanche sur l'influence néfaste d'une poignée de leaders mondiaux (les GAFA de l'agriculture).

- *Rôle des subventions et des prix agricoles*

Différentes selon les pays, avec une Politique agricole commune protégeant les producteurs de l'Union européenne, alors qu'ailleurs il y a importation massive de produits alimentaires de première nécessité.

Les conclusions et recommandations

Parmenides XI doit contribuer au partage et à l'approfondissement de ces travaux du GID, en reprenant les sept recommandations suivantes :

1. Faire cohabiter agroécologie et agriculture conventionnelle (ou responsable) ;
2. Codifier l'utilisation raisonnée d'intrants sélectionnés et de technologies nouvelles ;
3. Concilier dans chaque pays les agricultures vivrières et les agricultures de rente ;
4. Renforcer le respect de la biodiversité ;
5. Développer l'éducation alimentaire ;

6. Redéployer la chaîne des savoirs (recherche, expérimentation, développement, formation), pour une meilleure contribution des systèmes alimentaires à une alimentation durable ;

7. Trouver les bonnes échelles territoriales et différencier les approches par zone, c'est ce que nous faisons aujourd'hui à Montpellier.

Penser global, agir local

En complément de ces réflexions riches et ambitieuses, il faut rappeler qu'elles s'inscrivent dans une pensée très globale, voire mondiale. S'inspirant de cette pensée globale, il est pourtant extrêmement instructif de mener en même temps des actions locales, essayant de traduire très concrètement les idées générales énoncées.

C'est pourquoi nous vous proposons de découvrir, en marge de ce Parménides XI, les principaux éléments d'une exposition : « Je mange donc je suis, en Normandie », organisée par notre association APPAT, en lien avec le Muséum national d'Histoire naturelle.

Cette exposition, itinérante dans toute la Normandie, fut un grand succès, rassemblant 15 000 visiteurs, et répondant bien à cette recommandation importante de développer l'éducation alimentaire.

Il serait tout à fait judicieux que notre colloque Parménides XI débouche sur la construction d'une exposition similaire qui pourrait s'intituler « Je mange donc je suis, en Méditerranée ».



Mer Méditerranée : mer nourricière Du CO₂ au Co4

Les apports de la mer à la consommation mondiale de protéines représente 17 % du total. Cet indice est en croissance, en Méditerranée comme dans le reste du monde. En matière d'élevage en milieu aquatique (eau douce et mer), comment mettre aussi en œuvre la transition vers des systèmes alimentaires durables ? Face à la demande croissante de « poisson » liée à la densification urbaine sur les littoraux de la Méditerranée et au tourisme de masse, la pêche touche ses limites autour du million de tonnes. L'aquaculture poursuit son développement, notamment dans les pays de la rive sud, et a dépassé les 2 millions de tonnes.

L'analyse des dynamiques en cours, en accélération, montre l'intérêt de passer à un processus en trois temps : (1) Comprendre les dynamiques des variables motrices des systèmes de production sous la contrainte du changement global ; (2) Co-construire l'adaptation avec tous les acteurs ; et (3) Coopérer avec les flux du vivant en mer ouverte comme en milieu contrôlé. Ainsi, les productions aquatiques pourraient contribuer à développer un régime méditerranéen durable, riche en poisson, en préservant une mer vivante et saine.

SÉANCE D'OUVERTURE



Une approche résiliente et intégrée du Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) pour accélérer les transitions durables en Méditerranée

Face à l'accélération des tensions autour de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et des écosystèmes, la région méditerranéenne se trouve au cœur d'une crise de vulnérabilités croisées, exacerbées par le changement climatique, la pression démographique, la dépendance alimentaire et la dégradation des ressources. Dans ce contexte, cette intervention propose une lecture stratégique du Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) comme levier de transformation vers des systèmes plus résilients et durables.

Elle s'appuie d'abord sur l'analyse d'un équilibre délicat entre sécurité et souveraineté : garantir un accès équitable aux ressources sans accroître la dépendance extérieure, tout en consolidant des politiques alimentaires et énergétiques autonomes. Ensuite, le Nexus WEFE est présenté comme une approche intégrée permettant de dépasser les logiques sectorielles et de mieux gérer les arbitrages entre usages, dans une perspective territorialisée.

Enfin, l'intervention met en lumière l'importance d'une articulation entre échelles : les territoires, porteurs d'innovation et de solutions adaptées, doivent être soutenus par des politiques nationales cohérentes, équitables et stratégiques. Elle souligne également la nécessité de s'inscrire dans des cadres régionaux et internationaux (Plan Bleu, UpM, ODD) tout en développant une diplomatie méditerranéenne de l'eau et une régulation coopérative des ressources partagées.

L'intervention conclut sur huit priorités pour réussir la gouvernance du Nexus en Méditerranée, allant de la souveraineté alimentaire à l'intégration des bassins versants et des littoraux, en passant par la justice sociale, l'innovation, et la coopération régionale.

Jacques Brulhet

Docteur vétérinaire, diplômé en océanographie biologique et en économie, Jacques Brulhet a successivement développé ses compétences à l'international (Cambodge, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Madagascar), dans le secteur privé (pêche et agro-alimentaire) et dans la haute fonction publique (VP du CGAAER). Président honoraire de l'Académie d'agriculture de France, il est vice-président du GID.



Denis Lacroix



Denis Lacroix, ingénieur agronome diplômé de l'INAPG (1973), titulaire d'un master en économie (Université de Rennes) et d'un doctorat en sciences animales (AgroParisTech), est spécialiste des sciences marines et de la prospective. Chercheur à l'Ifremer dès 1976, il a contribué au développement de l'aquaculture de la crevette et de la pisciculture marine en Polynésie, aux Antilles et en Guyane, avant de diriger la station de Palavas-les-Flots. Détaché à la FAO (1993-1996), il a coordonné un réseau méditerranéen sur l'aquaculture. Fondateur en 2006 de la cellule de prospective de l'Ifremer, il a travaillé sur les énergies marines, la montée du niveau de la mer et les scénarios Méditerranée 2050.

Secrétaire général du Plan Bleu, enseignant et consultant, il œuvre à la diffusion de la prospective environnementale internationale.

Akiça Bahri

Akiça Bahri est titulaire d'un doctorat en ingénierie des ressources en eau. Elle a été ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche en Tunisie. Elle a travaillé dans le domaine de la gestion des ressources en eau et de la réutilisation des eaux usées traitées.





Parmenides XI

TABLE RONDE INTRODUCTIVE

*EAU ET AGRICULTURE
EN CLIMAT MÉDITERRANÉEN*

TABLE RONDE INTRODUCTIVE

 PATRICK CARON (MODÉRATEUR)

Eau et agriculture en climat méditerranéen

A l'occasion de la conférence animée par Patrick Caron, les interventions d'Éric Servat et Antoine Bréchignac ont mis en lumière la complexité des questions concernant l'eau, bien au-delà de sa simple fonction de ressource. L'eau est un élément structurant des sociétés, des économies et des territoires, en particulier dans les régions méditerranéennes où sa rareté a toujours conditionné les modes de vie.

Loin de se limiter à une pénurie globale, la problématique actuelle repose davantage sur la variabilité spatiotemporelle de la ressource et les tensions qu'elle engendre : conflits d'usage, précarité hydrique croissante, inégalités d'accès. Cette « rareté », souvent perçue plus que mesurée, nécessite une gouvernance adaptée et anticipatrice. L'exemple des Pyrénées-Orientales, frappées par quatre années de sécheresse, illustre l'urgence d'une meilleure planification.

Les interventions ont souligné l'importance de dépasser les approches en silos : il faut croiser les disciplines, associer sciences sociales et sciences de la vie et de l'ingénieur, intégrer les connaissances locales et scientifiques, et favoriser le dialogue entre acteurs publics, privés, et associatifs. Si les questions ont souvent une dimension universelle, leur expression et les solutions à élaborer sont toujours spécifiques du contexte dans lequel elles se posent. Ces dernières font donc appel à des formes adaptées d'action collective et à des investissements ciblés.

Enfin, le croisement des points de vue d'un chercheur et d'un industriel a illustré l'intérêt d'une coopération étroite pour répondre aux défis : réutilisation des eaux usées, gestion des aquifères, adaptation des cultures face à la salinité. Ce dialogue entre science et action est fondamental pour faire de l'eau un levier de résilience, et non un facteur de crise.

Patrick Caron



Patrick Caron is a food systems specialist focusing on controversy analysis and multi-scale governance. With training in veterinary sciences (doctorate), nutrition (MSc), public health (MSc) and development geography (PhD), he has been a researcher at CIRAD since 1988, serving as Director for Research and Strategy (2010-2016). He chaired the High-Level Panel of Experts of the UN Committee on World Food Security (2015-2019), was Vice-President of the University of Montpellier (2019-2023) and Director of MAK'IT (2018-2024). Currently, he is co-Chair of Agropolis International, Vice-Chair of the CGIAR Integrated Partnership Board, and member of the French Academies of Technology and Agriculture.

Éric Servat

Éric Servat est directeur du Centre international Unesco sur l'Eau (ICIREWARD) de Montpellier, première structure mondiale dédiée à la recherche et à la formation sur l'eau en lien avec les Objectifs de développement durable. Directeur de recherche à l'IRD et professeur associé à l'université de Montpellier, il préside également le Comité national français du Programme hydrologique intergouvernemental (PHI) de l'Unesco. Spécialiste reconnu des ressources en eau et de leur gouvernance dans les contextes de changement global, il contribue activement à la coopération scientifique internationale, au renforcement des capacités et à la mise en réseau des acteurs de l'eau.



Antoine Bréchnignac



Antoine Bréchnignac occupe la fonction de directeur régional de Suez Eau France en Occitanie depuis 2019. Ingénieur diplômé de l'INP Grenoble, il a rejoint Suez en 1998, où il a exercé divers rôles techniques, commerciaux et managériaux, en France et à l'international. Avant sa nomination en tant que directeur régional, il était responsable de la relation clients pour la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. En tant que leader local, il pilote les grands projets d'eau potable, d'assainissement et de sobriété hydrique, tout en mobilisant une équipe de plus de 800 collaborateurs. Engagé dans la transition environnementale et le service public, il veille à garantir l'accès à l'eau pour tous malgré les défis climatiques croissants.



Parmenides XI
SESSION 1

***MODÈLES DE PRODUCTION AGRICOLE
ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE,
À L'AUNE
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE***

SESSION 1

MODÉRATEURS ET RAPPORTEURS

L'intégralité des échanges du colloque
Parmenides XI - Session 1 est disponible
sur la plateforme YouTube



Roberto Bassi (Modérateur)

Roberto Bassi, né en 1955 à Vicence (Italie), est un biologiste et professeur reconnu internationalement. Il obtient son diplôme à l'université de Padoue en 1977, puis gravit les échelons universitaires : maître de conférences, professeur associé, et finalement plein professeur (Marseille, Vérone). Spécialiste de la physiologie végétale, il étudie les mécanismes de la photosynthèse et l'optimisation de la productivité des plantes et des algues. Il a reçu plusieurs distinctions (prix von Humboldt, Herlitzka, etc.) et dirige un projet ERC « GrInSun ».

Paul Luu (Modérateur)

Paul Luu, 62, is an agronomist specialized in tropical agronomy. A graduate of AgroParisTech, the Institute of Tropical Areas of Montpellier, the National School of Agricultural Applied Sciences of Dijon, and holder of a PhD in Population Biology from the University of Montpellier, he has conducted research in the Caribbean, the Indian Ocean, and the Pacific. He later held several positions within the French Ministry of Agriculture and served as Director of ODEADOM. Former Director of Agropolis International, he has been Executive Secretary of the "4 per 1000 Initiative: Soils for Food Security and Climate" since 2016. He is the author of *Farmers Have the Earth in Their Hands*.





Iciar Pavez (Rapportrice)

Iciar Pavez is Lecturer and researcher specializing in institutional and organizational economics at the International Center for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM) – Montpellier. Co-coordinator of the Master's program in Sustainable Agri-Food Chains and Food Systems (CDVALES). Also teaches at the Montpellier Doctoral School of Economics and Management (EDEG) and the Master's program in Economics of Agricultural Development, Environment, and Food (ECODEVA). Researcher at UMR MoISA – Montpellier Interdisciplinary Center on Sustainable Agri-Food Systems.



Giorgos Prekatsakis (Rapporteur)

Giorgos Prekatsakis studied at the Agricultural University of Athens, specializing in pomology and viticulture. He pursued further studies at Wageningen University in the Netherlands, focusing his research on the mechanisms shaping plant defensive potential in multitrophic systems. He also enhanced his teaching skills at the Pedagogical Department of the University of Crete. With over nine years of experience as an extension agronomist, he served as Technical Advisor for the Agricultural Cooperative of Gramvousa and as lead agronomist for the EU-funded “Olive Oil and Table Olives Producers Organization” project, while managing his own organic mixed farm. For the past two years, he has been Manager of the Laboratory of Soil Science and Plant Diagnostics at the Mediterranean Agronomic Institute of Chania (MAICh).



TABLE RONDE 1-1

L'AGROÉCOLOGIE

PEUT-ELLE NOURRIR LES POPULATION ?

 JACQUES WÉRY

Une production alimentaire durable est-elle possibles dans les zones sèches ?

Les systèmes alimentaires des zones sèches de l'Afrique et de la Méditerranée sont confrontés à un triple défi d'autosuffisance alimentaire des villes et des campagnes, de développement durable des zones agricoles et de résilience face à la crise climatique. Les constats d'échec des politiques actuelles, le diagnostic du besoin d'une approche plus systémique et inclusive des processus d'innovation, de développement et de financement sont largement partagés, mais peinent à se traduire dans la réalité, au-delà de quelques expériences locales. Les voies à emprunter pour transformer l'agriculture sont par ailleurs diverses et ne font pas l'objet d'un consensus, ce qui ne facilite pas la tâche des décideurs ni des acteurs de terrain : agroécologie, agriculture régénératrice, agriculture fondée sur la nature, agriculture biologique, permaculture, syntropie, etc.

L'analyse de ces différentes formes d'agriculture appliquées aux zones sèches fait cependant ressortir trois éléments qui pourraient fonder une nouvelle approche de la transformation de l'agriculture au sein de ces régions :

- Une bonne nouvelle : toutes ces formes d'agriculture ont en commun, avec l'attention portée à la santé des sols, le principe de diversité des productions (végétales et animales) pour sortir de la dépendance aux pesticides et aux engrais de synthèse sans sacrifier la production alimentaire. La bonne nouvelle est qu'il n'y a pas d'antagonisme, mais au contraire des synergies avec les autres objectifs, à savoir la valeur nutritive (notamment en lien avec la diète méditerranéenne) et la résilience face aux crises climatiques et économiques. Il faut cependant identifier dans chaque contexte socioécologique le type et le niveau de diversité qui permet les meilleurs compromis entre ces objectifs et le niveau de production, la charge de travail et l'échelle de gestion de cette diversité (parcelle, exploitation, paysage, territoire).
- Une mauvaise nouvelle : l'énorme écart entre les connaissances scientifiques dont nous disposons sur la façon d'analyser et de concevoir des systèmes agri-alimentaires basés sur la diversité en économie circulaire et la faible mise en valeur de ces approches systémiques dans les processus d'innovation, les politiques

publiques et les plans de financement. Il manque pour cela des ingénieurs de la transition dans les filières et les territoires et des modalités de financement de ces postes et projets dans la durée.

- Un incontournable pour cette transformation : remettre l'eau (et les sols) au cœur de la transformation des systèmes agri-alimentaires des zones sèches, compte tenu de son rôle déterminant dans la production de biomasse, la santé des sols, les process de transformation agro-alimentaires et les possibilités de diversification végétale. Dans la plupart des régions sèches, notamment en Méditerranée, l'agriculture utilise déjà trop d'eau par rapport aux autres utilisations humaines et écologiques, et le ciseau de l'évolution démographique et du changement climatique ne font que renforcer l'objectif d'une agriculture productive et plus efficiente en eau. L'innovation en agriculture devrait donc être pensée dès le départ à partir d'une analyse fréquentielle des disponibilités en eau pour chaque système de culture tenant compte des différentes sources d'eau (bleu, verte, grise) et de leur mode de combinaison dans les exploitations et les territoires.

La combinaison de ces trois éléments est possible, mais elle requiert une bonne coordination des systèmes de formation, de recherche, d'innovation et de financement dans des projets de territoire et au sein d'une stratégie nationale et régionale.



TABLE RONDE 1-1

 ZEYNEP BILGI BULUŞ

Une perspective pour l'agroécologie en Turquie : au-delà de la technique, un enjeu humain et structurel

L'agroécologie ne constitue pas uniquement une alternative technique à l'agriculture intensive ; elle représente une transformation systémique, impliquant des changements sociaux, économiques et humains profonds. En Turquie, comme ailleurs, son développement est freiné non pas tant par des contraintes strictement agricoles ou écologiques, mais par des défis liés aux ressources humaines disponibles pour produire autrement.

L'un des principaux paradoxes de l'agroécologie réside dans sa forte intensité en main-d'œuvre. Contrairement aux systèmes mécanisés et industrialisés, l'agriculture agroécologique repose sur des pratiques fines, localisées, souvent manuelles, qui demandent une présence humaine accrue. Or, le contexte turc est marqué par une réduction progressive du nombre de travailleurs agricoles, alimentée par une dynamique continue d'exode rural vers les centres urbains.

Selon les données du Kredi Kayıt Bürosu (KKB – Bureau de Crédit), près de 40 % des agriculteurs turcs déclarent ne pas trouver de main-d'œuvre disponible. Et si des travailleurs existent, ils sont perçus comme coûteux ou insuffisamment qualifiés. La main-d'œuvre agricole est non seulement rare, mais également instable, ce qui rend difficile toute transition vers un modèle agroécologique nécessitant compétence, engagement et continuité.

Ce déficit de main-d'œuvre est partiellement comblé par des migrants, mais leur intégration dans le secteur agricole reste marginale, du fait d'un accès limité à l'emploi, de conditions de travail précaires et d'un manque de dispositifs d'insertion adaptés. La situation turque révèle ainsi une tension entre l'abondance de terres potentiellement cultivables ou restaurables en agroécologie, et la pénurie de personnes prêtes et capables de les faire vivre dans un cadre durable.

Face à cette réalité, il est essentiel d'adopter une approche intégrée de l'agroécologie en Turquie. Ainsi, l'avenir de l'agroécologie en Turquie dépendra largement de la capacité à reconstruire un tissu humain vivant, formé et soutenu, capable de faire émerger une agriculture à la fois productive, écologique et équitable.

Jacques Wery



Jacques Wery is Emeritus Professor at l'Institut Agro (France). He taught crop physiology, agronomy, and agricultural systems for 37 years before moving into science and partnership management as Deputy Director General for Research at ICARDA (Cairo, 2018-2021) and Director of Science and Partnership at l'Institut Agro (2021-2024). He founded and directed the UMR System research unit on Mediterranean and tropical cropping systems (2001-2010) and the AgroSYS Partnership Chair on agroecological engineering (2012-2018). A former Executive Secretary of the European Society for Agronomy (2010-2018), he has supervised 30 PhD theses, 130 master's students, and authored over 120 scientific papers. Since 2025, he chairs the CopSyS Community of Practice on System Science for Sustainable Agri-Food Futures.

Zeynep Bilgi Buluş

Zeynep Bilgi Buluş a débuté sa carrière en 1996 au sein de DHKD, une ONG turque dédiée à la conservation de la nature (devenue WWF Turquie en 2000). De 2000 à 2008, elle a exercé les fonctions de coordinatrice nationale du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial (PMF/FEM), sous l'égide des Nations unies, où elle a contribué à relier les enjeux environnementaux aux dimensions sociales et culturelles. Elle a ensuite consacré une dizaine d'années à des activités agricoles dans la région de la mer Noire, avant d'accompagner des organisations de la société civile et du développement sur les questions de durabilité et d'inclusivité. Elle est diplômée en administration des affaires (Université Hacettepe, Ankara) et titulaire d'un Master en économie agroalimentaire (CIHEAM-IAMM Montpellier).



Amîn Benabdallah



Amîn Benabdallah est agriculteur en polyculture-élevage biologique dans la région de Mateur, au nord de la Tunisie, où il pratique l'agroécologie depuis près de vingt ans. Innovant face aux défis de la régénération des sols, de la résilience économique et de la qualité nutritionnelle des produits agricoles, il expérimente diverses pratiques adaptées au climat aride méditerranéen : couverts végétaux permanents, agroforesterie syntropique, non-travail du sol sans intrants chimiques, et production de bio-intrants à la ferme. Membre du bureau directeur d'UNOBIO et du Réseau Tunisien pour la Transition Agroécologique, il conçoit de nouveaux itinéraires techniques et anime des communautés d'agriculteurs, de chercheurs et d'acteurs de la société civile engagés dans la transition agroécologique.

TABLE RONDE 1-2

L'IRRIGATION, C'EST FINI ?

 ROULA KHADRA

Face aux pressions croissantes du changement climatique et à la rareté des ressources hydriques, l'agriculture méditerranéenne – principal consommateur d'eau – doit évoluer vers des systèmes plus efficaces et résilients. Le stress hydrique croissant menace la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, dans un secteur où l'agriculture mobilise entre 15 % et 20 % de la main-d'œuvre totale.

L'optimisation de la gestion de l'eau repose sur des solutions intégrant l'agronomie, la technologie et une compréhension fine du nexus eau-sol, notamment en ce qui concerne la qualité. L'irrigation de précision, les cultures résilientes, la conservation des sols et la réutilisation des eaux usées figurent parmi les leviers majeurs.

La scalabilité devient cruciale : les modèles de gestion doivent s'adapter aux contextes géographiques et climatiques variés. Le rapport Plan Bleu 2024 sur la réutilisation de l'eau dans la région méditerranéenne souligne des progrès significatifs, tout en révélant que les investissements dans le traitement dépassent souvent le développement des cadres réglementaires et des modèles de gouvernance. Pour maximiser les retours sur investissement, il est essentiel de combler le fossé entre traitement et réutilisation, en particulier dans l'agriculture via les eaux non conventionnelles.

Ce contexte appelle à un changement de perspective : il ne s'agit plus seulement de maximiser la production, mais de repenser les usages à l'aune de la durabilité des ressources, notamment des sols. Une gouvernance inclusive et transparente est fondamentale pour soutenir l'adoption et l'efficacité de ces pratiques. Plutôt que d'opposer agronomie et technologie, une approche intégrée, guidée par les besoins concrets des territoires, dessine les contours d'une agriculture intelligente, durable et équitable.



Hatem Belhouchette

Hatem Belhouchette est enseignant-chercheur et administrateur scientifique au CIHEAM-Méditerranée, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier. Diplômé ingénieur agronome de l'Institut national d'agronomie de Tunisie (1995) avec une spécialisation en systèmes de production végétale et mineure en économie agricole, il a obtenu un Master of Science à l'IAM de Bari (1999) et un doctorat de Montpellier SupAgro (2004) sur la durabilité des systèmes de culture en Tunisie, utilisant une approche bioéconomique et SIG. Son expertise porte sur l'évaluation, l'exploration et la conception de systèmes de production agricole, la modélisation agro-économique et

environnementale, et l'analyse de la résilience agricole face au changement climatique et aux incertitudes du marché. Il supervise des projets de master et doctorat et coordonne des réseaux de recherche internationaux.

Mostafa Errahj

Mostafa Errahj est professeur assistant au Département d'ingénierie du développement de l'École nationale d'agriculture de Meknès, spécialisé en sciences sociales et développement rural. Il enseigne les méthodes de recherche en sciences sociales, le diagnostic et la durabilité du développement, ainsi que la sociométrie et les réseaux de communication. Ses recherches portent sur la durabilité de l'agriculture et la gestion communautaire des ressources naturelles, en particulier l'irrigation. Il est membre de plusieurs réseaux scientifiques, dont SIRMA, le Pôle Tropiques et Méditerranée de l'Institut Agro-Montpellier, et le réseau international Agricultural and Rural Training Network. Il a publié de nombreux travaux sur l'action collective, la gestion de l'eau et le développement rural dans les oasis du Maroc.



Roula Khadra

Dr. Roula Khadra is Science Coordinator and International Officer at CIHEAM-Bari, specializing in water management and agricultural innovation. She holds degrees in Rural Engineering, Land and Water Resources Management, and Mediterranean Agriculture, and was a Fulbright Post-Doctoral Fellow at UC Davis. With over twenty years of experience, she has advanced research and technology in sustainable irrigation, water quality, and the water-energy nexus, while promoting transparent and inclusive governance. At CIHEAM-Bari, she leads academic programs, coordinates the Master's in Sustainable Water and Land Management in Agricultural Ecosystems, and founded the Digital Agriculture Lab. She



mentors young professionals, leads international projects, and serves as elected Governor of the Arab Water Council Board of Delegates.

TABLE RONDE 1-3

ALIMENTATION, UNE AUTONOMIE POSSIBLE ?

 GIULIO MALORGIO

Souveraineté alimentaire en Méditerranée : un défi économique et politique

On constate que le niveau de dépendance alimentaire dans les PSEM est d'environ 50 %, avec un niveau croissant d'importations, notamment de céréales. En effet, avec 6 % de la population, elles représentent 15 % des importations mondiales de céréales et 30 % de blé. La population croît à un taux moyen de 1,5 %, ce qui se traduit par une augmentation de la demande alimentaire.

Parallèlement, on observe un fort phénomène d'urbanisation qui a augmenté de 270 % au cours des quarante dernières années, avec un déclin de la population rurale et une diminution conséquente de l'offre et l'abandon des terres infertiles.

La région connaît une croissance économique croissante qui permet une augmentation de la disponibilité alimentaire en calories de 2 700 Kcal en 1990 à 3 300 Kcal en 2023. Mais l'essor de la classe moyenne a conduit à une diversification du régime alimentaire, passant d'un régime traditionnel, plus saisonnier, riche en céréales complètes, fruits et légumes, à un régime standardisé/« occidentalisé ». En conséquence, la malnutrition a augmenté, atteignant 8 % de la population des PSEM et 35 % des adultes sont en surpoids.

Un autre phénomène de l'ouverture totale aux marchés internationaux est la volatilité des prix, comme cela s'est vérifié au cours des dix dernières années. Ceci provoque une forte instabilité du marché avec d'importantes répercussions sur les revenus des agriculteurs, la capacité de consommation, et a exacerbé la difficulté d'accès à la nourriture pour les groupes de population les plus vulnérables et sur le budget public.

La forte dépendance aux marchés extérieurs, la fragilité des structures de production, la volatilité et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et la disponibilité limitée des ressources qui caractérisent la réalité de la rive sud de la Méditerranée, contribuent à accroître le niveau de vulnérabilité et le risque d'insécurité alimentaire, avec des répercussions sur la stabilité sociale et la durabilité des systèmes de production.

Un changement de rythme du modèle d'organisation et de développement du système alimentaire doit être envisagé. Un changement, même partiel et complémentaire aux mécanismes de mondialisation des marchés internationaux, pourrait être représenté par l'approche de la souveraineté alimentaire. Il ne faut pas l'entendre comme une forme d'« autarcie », ni comme une simple protection de la production nationale, mais comme une stratégie visant à renforcer des relations commerciales nationales ou régionales stables, capables de combiner quantité et qualité, tant des matières premières que des produits finis.

Plus concrètement, cela devrait conduire à repenser l'utilisation des ressources (par exemple en récupérant les terres inutilisées et en intensifiant la diffusion des pratiques agroécologiques et l'utilisation des énergies renouvelables) et, espérons-le, à aborder également les problèmes liés à la répartition de la valeur le long des chaînes d'approvisionnement, par exemple. Promouvoir des systèmes de désintermédiation capables de communiquer avec le système de distribution, soutenant ainsi une évolution de l'offre plus réactive aux nouvelles exigences du marché en termes de durabilité et d'équité.

Circuits alimentaires de proximité et marché globale : un soutien à la sécurité alimentaire

Il est nécessaire de changer les paradigmes de production actuels qui conduisent à dépasser la vision de la Nature comme une simple ressource pour l'économie, à travers l'introduction de modèles alternatifs à celui du business traditionnel, avec l'adoption de logiques coopératives, dans lesquelles l'ancrage au territoire, l'orientation vers les pratiques et la récupération des productions traditionnelles, sont fondées sur de nouvelles valeurs (éthique, relationnelle, de responsabilité sociale) des producteurs et des consommateurs. Ce sont les éléments clés de l'innovation et du changement dans les communautés agricoles locales. Il s'agit d'identifier des modèles alternatifs au courant dominant basés sur l'innovation sociale.

Modèles fonctionnels pour une re-territorialisation du développement, transformatrice et régénératrice des écosystèmes territoriaux, orientée vers la reconstruction de « lieux » de vie et de travail « qui deviennent aussi des espaces de marché », dans lesquels tous les acteurs, y compris ceux qui opèrent du côté de la demande (citoyens/consommateurs), peuvent vivre une implication expérientielle créatrice de valeur.

L'économie de proximité s'inspire de ces nouveaux modèles de développement et de création de valeur territoriale et, en particulier, du concept de territoire comme espace contextuel de production et d'achat/consommation. Il ne s'agit pas tant de la proximité d'une chaîne d'approvisionnement comme pourrait l'être le kilomètre zéro, mais d'une forme plus complexe d'organisation et de développement basée sur les interactions entre les entreprises, la vocation territoriale et le contexte socioculturel et institutionnel.

Ce nouveau modèle de développement doit se baser sur une action de planification innovante, qui vise un nouvel équilibre dynamique entre la croissance économique et la valorisation des ressources propres du territoire, telles que les biens environnementaux et culturels, les produits alimentaires et vinicoles, les connaissances et les compétences artisanales, etc., selon les principes consolidés de durabilité et de cohésion sociale.

Exemple de succès en Italie : le développement des espaces internes (valorisation des produits de montagne, le réseau alimentaire, la bioéconomie circulaire, revalorisation du métier de berger et développement du marché).



Türkiye's Vision for Food Sovereignty: Sustainability, Resilience, and Regional Cooperation

In the face of climate change, pandemics, and geopolitical disruptions that have increasingly destabilized food systems, Türkiye has made food sovereignty a strategic priority. This concept goes beyond boosting production; it emphasizes policies grounded in sustainability, local inputs, climate resilience, and regional food security.

This presentation explores Türkiye's agricultural capacity, trade dependencies, price volatility, and external risks. In response to drought and water scarcity, Türkiye has expanded modern irrigation, climate-smart farming, and organic agriculture. Digital monitoring systems, early warning platforms, and carbon footprint reduction efforts—such as renewable energy and smart fertilization—are being widely implemented.

Insurance schemes, rural development programs, and targeted support for young farmers, women, and smallholders enhance resilience. Türkiye also actively engages in Mediterranean cooperation platforms such as CIHEAM, FAO-AMIS, and MED-AMIN, contributing data-driven insights and collaborative solutions.

Through this multidimensional approach, Türkiye aims to build food systems that are not only nationally secure but regionally integrated. Its experience offers a model for digital transformation, knowledge sharing, and coordinated responses to shared Mediterranean challenges.

TABLE RONDE 1-3

OMAR BESSAOUD

L'intervention s'intéressait essentiellement à la pertinence des politiques agricoles mises en œuvre dans les pays du Maghreb.

Elle soulignait que, (i) celles-ci se fondent sur une exploitation intensive des ressources naturelles ; (ii) qu'elles ont au Maroc et en Tunisie une orientation agro-exportatrice ; (iii) que ces ressources se dégradent et que l'eau est en surexploitation ; (iv) que cette dégradation s'accroît sous l'effet du changement climatique car les périodes de chaleur sont plus intenses et plus longues et la pluviométrie diminue sensiblement. Paradoxalement, c'est de l'eau virtuelle qui est exportée dans un contexte de stress hydrique.

Les politiques de développement durable affichées sont neutralisées par ces politiques agricoles qui exploitent intensivement le sol et l'eau. Ces politiques agricoles doivent être révisées et mises en conformité avec les objectifs de conservation des ressources et de leur durabilité.





Giulio Malorgio

Giulio Malorgio is Ph.D. in Agricultural Economics. Full Professor in Agrifood Economics - University of Bologna. From 2021 to 2024 is President of Italian Agricultural Economist Association. From 2019 to 2023 is member of Advisory Board CIHEAM. Member of Georgofili Academy and National Agricultural Academy. Managing Editor of the international journal *New Medit* (Bologna University Press). From 2015 to 2018 Vice President of Agricultural Sciences and Veterinary Medicine School, University of Bologna.

Ali Berk

Assoc. Prof. Dr. Ali Berk is a specialist in agricultural economics at the General Directorate of Agricultural Research and Policies, Ministry of Agriculture and Forestry, Türkiye. He earned his B.Sc., M.Sc., and Ph.D. at Çukurova University, focusing on rural development impacts and the performance of legume enterprises. He also holds a Specialization Diploma in rural society and natural resource management (CIHEAM Montpellier) and a Sustainable Agriculture Instructor Diploma (CIHEAM Bari). His expertise spans project cycle management, Türkiye-EU relations, agricultural trade, farm management, competitiveness, and rural development. Internationally active, he has contributed to numerous conferences across Europe, Asia, Africa, and the USA.



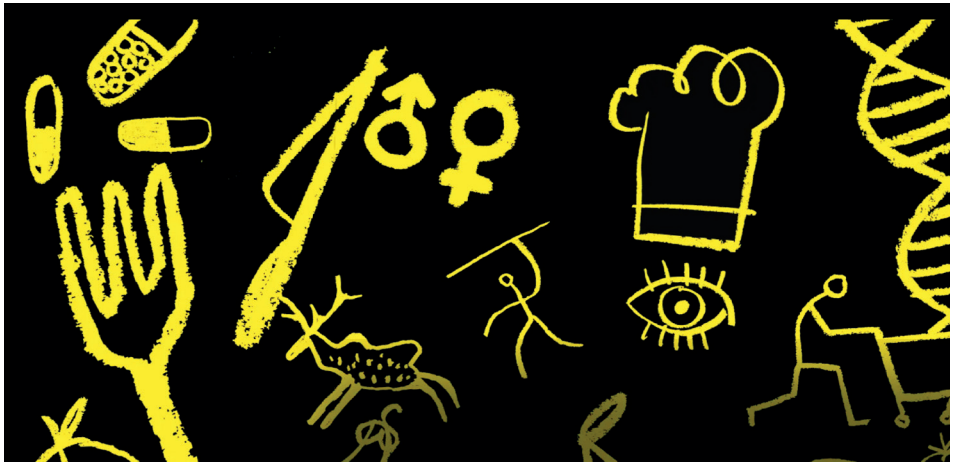
Omar Bessaoud

Omar Bessaoud est économiste agronome, spécialisé dans les politiques publiques agricoles et rurales en Méditerranée. Doctorat en sciences économiques, diplôme d'études politiques, des universités d'Alger et Montpellier. Enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAM), il dirige un master en formation-conseil. Ancien professeur à l'université d'Alger, il est aussi administrateur scientifique et membre du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culture (CRASC), Oran. Auteur de travaux sur la réforme agraire, les organisations rurales et le développement durable au Maghreb. Depuis janvier 2018, il est membre élu de l'Académie d'Agriculture de France.



Parmenides XI
EXPOSITION

*JE MANGE
DONC JE SUIS
EN NORMANDIE*



JE MANGE DONC JE SUIS EN NORMANDIE

L'exposition « Je mange donc je suis en Normandie », développée par l'APPAT (Association de Promotion d'une Projet Alimentaire Territorial), structure présidée par Jacques Brulhet, vice-président du GID et conçue par le chercheur Christophe Lavelle (CNRS, Muséum national d'Histoire naturelle), a été présentée dans le cadre du colloque Parménides XI, « Se nourrir en Méditerranée », organisé à Montpellier du 17 au 19 juin 2025. Cette exposition, qui a été itinérante dans toute la Normandie entre 2022 et 2024, est composée de panneaux et de kakémonos, et elle propose une réflexion accessible et engagée sur nos pratiques alimentaires.

À la croisée de la biologie, de la culture et de l'écologie, elle interroge notre rapport à la nourriture à travers trois grands axes.

Le premier, « Le corps et la nourriture », retrace l'évolution de l'alimentation humaine, de la Préhistoire à nos jours, en abordant des thèmes comme les tabous alimentaires, la construction du goût ou encore les injonctions autour du corps. Le deuxième, « Les cultures comestibles », s'intéresse à l'alimentation comme fait culturel, en explorant les rituels culinaires, les manières de table et les traditions gastronomiques. La dernière partie, « Consommer la nature », questionne notre manière de produire et consommer : agriculture, pêche, élevage, alimentation durable et innovations pour nourrir le monde de demain.

Cette exposition permet ainsi de porter un regard critique mais accessible sur ce que signifie « manger » aujourd'hui, et invite chacun à repenser son alimentation à l'échelle individuelle et collective.

Enfin et surtout l'exposition met en avant la qualité des productions agricoles et alimentaires de Normandie, et ce concept est facilement adaptable aux pays méditerranéens.



Parmenides XI
SESSION 2

***PRIX AGRICOLES,
PRIX ALIMENTAIRES,
ET POLITIQUES PUBLIQUES***

SESSION 2

MODÉRATEURS ET RAPPORTEURS



Thierry Chambolle (Modérateur)

Diplômé de l'école polytechnique et de l'école nationale des Ponts et Chaussées, ancien élève de l'institut d'études politiques de Paris, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, de l'Eau et des Forêts, ancien directeur de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques (1978-1988) au ministère de l'Environnement, ancien cadre dirigeant et membre du comité exécutif du groupe Suez, président du CEMAGREF (1989-1999) maintenant rattaché à l'INRAE, ancien président du conseil scientifique du BRGM, ancien président du conseil de surveillance du fonds d'investissement DEMETER pour la transition environnement-énergie, membre-fondateur de l'académie des technologies.

Marie de Lattre-Gasquet (Modératrice)

Marie de Lattre-Gasquet est diplômée d'une école de commerce, titulaire d'un MBA, d'un doctorat en sciences économiques et gestion, et auditrice de l'IHEST. Elle a réalisé l'essentiel de sa carrière au Cirad, où elle a occupé plusieurs postes : direction des relations extérieures, direction scientifique, conseillère du directeur général, puis chercheuse au sein de l'unité mixte de recherche ART-Dev. Elle a mené et animé des exercices de prospective sur la sécurité alimentaire mondiale, les chaînes de valeur agroalimentaires, les usages des terres ou encore la confiance entre science et société. Elle a été vice-présidente de l'association Futuribles. Elle a aussi été secrétaire du conseil scientifique du Cirad et représentante de l'institution au sein du comité d'éthique Inrae-Cirad-Ifremer-IRD. Elle a acquis une forte expérience dans les politiques scientifiques à travers des fonctions au sein d'organisations internationales de recherche (ISNAR, CGIAR) et d'agences françaises comme l'OST et l'ANR. Elle est membre de l'Académie d'agriculture de France, et coanime aujourd'hui le Prix Jeunes Espoirs attribué par le GID et le Fonds Pierre Castel.





Hala El Solh (Rapportrice)

Hala El Solh est diplômée d'un Master en relations internationales de l'université de la Sorbonne. Elle dirige des initiatives internationales axées sur la diplomatie scientifique, la protection du patrimoine et le développement durable.



Aybike Bayraktar (Rapportrice)

Aybike Bayraktar, docteure en économie agricole, est chercheuse postdoctorale à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM). Spécialiste des politiques agricoles, du développement rural, de l'autonomisation des femmes et de l'agriculture durable, elle a travaillé sur des projets européens tels qu'EXCEL4MED et NPP-SOL. Ses recherches s'appuient sur des approches qualitatives et quantitatives, incluant des enquêtes de terrain auprès de producteurs et communautés rurales. Elle enseigne l'économie agricole et les politiques agricoles en France et en Turquie. Lauréate de plusieurs bourses (France, Turquie), elle publie sur la durabilité, le genre et les innovations agricoles.



**L'intégralité des échanges du colloque
Parmenides XI - Session 2 et 3
est disponible sur la plateforme YouTube**

TABLE RONDE 2-1

SOUTENIR LA PRODUCTION OU SOUTENIR LA CONSOMMATION ? ASSOCIER LES DEUX ? VERS UNE SÉCURITÉ SOCIALE ALIMENTAIRE ?

 SÉBASTIEN LEVIONNOIS

L'alimentation n'a jamais été autant disponible, pourtant elle reste inaccessible à une large part de la population. De plus, le système alimentaire présente des phénomènes de concentration économique, tout en concentrant des formes de travail précaire au niveau de toutes ses activités.

Qu'est-ce qui fonde une telle contradiction et comment la résoudre ? Le facteur de premier ordre reste la marchandisation et la financiarisation sur un des besoins humains les plus fondamentaux (et des ressources nécessaires à sa production). Dans un tel contexte, les politiques de soutien peuvent autant servir à corriger ces défaillances des marchés qu'à favoriser certains acteurs dans la concurrence et la compétitivité internationale. L'enjeu est donc d'interroger le *pourquoi*, le *comment* et le *à qui* des politiques de soutien, et donc leur dimension démocratique.

Plus largement, le modèle dans lequel le système alimentaire est encastré, rendant ces défaillances et leurs réponses en termes de soutien nécessaires, doit surtout être interrogé. Une autre économie du système alimentaire peut et doit être envisagée, dans lequel l'enjeu du soutien n'aurait plus lieu d'être, sinon revêtir une autre dimension. Plusieurs pistes complémentaires et à articuler sont déjà mises au travail dans les territoires : économie des communs, droit à l'alimentation, démocratie alimentaire.

La sécurité sociale de l'alimentation concrétise plusieurs de ces pistes, en articulant gestion du système alimentaire par les besoins, accessibilité alimentaire et viabilité économique des acteurs de l'offre. Il s'agira ainsi d'explorer, autant dans le projet politique national que dans les expérimentations territoriales, une autre économie pour les systèmes alimentaires.

Démocratie alimentaire, le trouble-fête de l'alimentation durable

La démocratie alimentaire, est un concept introduit par Tim Lang, qui désigne la capacité des citoyens à contrôler leur alimentation dans un système agro-industriel dominé par les marchés mondiaux et les multinationales. Cette démocratie repose sur l'accès équitable et égalitaire, la participation et le pouvoir d'agir de tous les acteurs du système alimentaire (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs).

Trois piliers principaux :

1. Le système alimentaire : il est défini comme l'organisation de la production, transformation, distribution et consommation de la nourriture. Cette vision systémique inclut une diversité de modèles alimentaires et met en lumière l'importance de respecter les besoins sociaux, culturels, hédoniques et biologiques.
2. Le droit à l'alimentation durable : ce droit est vu comme un prolongement des droits humains, mais avec une insistance sur la durabilité environnementale, sociale et culturelle. Il repose sur :
 - l'accessibilité économique, physique et culturelle ;
 - la prise en compte des modes de production et de distribution ;
 - l'accès à l'information pour éclairer les choix alimentaires ;
 - sa non-subordination aux accords du commerce international.
3. La justice sociale : elle se décline en deux dimensions – redistribution des ressources et reconnaissance des identités sociales – et s'inscrit dans une logique démocratique. Elle est essentielle pour construire un droit effectif à une alimentation durable.

La démocratie alimentaire voisine avec la souveraineté alimentaire (proposée par Via Campesina, axée sur les droits des paysans) et de justice alimentaire (ancrée dans les luttes sociales et environnementales, notamment aux États-Unis).

La repolitisation de l'alimentation amène le projet politique de transformation des systèmes alimentaires *via* la SSA. L'objectif est de faire émerger une citoyenneté alimentaire active, capable de transformer en profondeur le système alimentaire pour répondre aux enjeux sociaux et écologiques actuels : dans ce cadre les systèmes alimentaires sont considérés comme communs universels, et par voie de conséquence, les denrées alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres.



Sébastien Levionnois

Sébastien Levionnois est écologue de formation, chercheur postdoc en sciences sociales au Cirad au sein du laboratoire ART-Dev (Montpellier). Il travaille actuellement sur l'analyse et l'accompagnement de quatre expérimentations SSA en Occitanie (Montpellier, Toulouse, Couserans en Ariège et Lézignan-Corbières dans l'Aude), notamment dans des perspectives socioéconomiques et de transformation des systèmes alimentaires locaux. Il est aussi impliqué dans le collectif national Pour une Sécurité sociale de l'alimentation.

Dominique Paturel

Dominique Paturel, chercheuse en sciences sociales aujourd'hui retraitée, travaille sur la démocratie alimentaire et ses liens avec la justice sociale, notamment l'accès à une alimentation durable pour les familles à faibles revenus. Ses recherches s'inscrivent dans le courant de la subsistance et l'écoféminisme, en soulignant le rôle central des femmes et des enfants. Avec Patrice Ndiaye, elle a cofondé le Collectif Démocratie Alimentaire (Démocralim) et participé à la création du Collectif pour une SSA en 2019. Elle co-anime l'association PEPS, a cofondé la revue *Articulation(s)* sur le travail social radical, et est membre de la Fondation Copernic.



Akiça Bahri

Akiça Bahri est titulaire d'un doctorat en ingénierie des ressources en eau. Elle a été ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche en Tunisie. Elle a travaillé dans le domaine de la gestion des ressources en eau et de la réutilisation des eaux usées traitées.

RÉGULATIONS INTERNATIONALES : PRENDRE EN COMPTE LES EXTERNALITÉS ?

FRANCK GALTIER 

Les politiques mises en place par les États pour améliorer l'agriculture ou l'alimentation sur leur propre territoire peuvent avoir des effets sur les prix internationaux et, par ce biais, affecter (positivement ou négativement) d'autres pays. Il s'agit donc d'externalités (positives ou négatives). Aujourd'hui, sont considérées les trois plus importantes : la prohibition des exportations ; le soutien à la production d'agrocarburants (notamment les mandats d'incorporation) ; et le stockage public.

Le paradoxe est que les règles de l'OMC ne fournissent pas du tout les bonnes incitations. Il n'existe aucune discipline pour contenir les externalités négatives : les pays sont totalement libres de bloquer leurs exportations s'ils le souhaitent, et d'imposer l'utilisation de quantités massives de produits alimentaires (céréales et huiles essentiellement) pour fabriquer du carburant, même en période de crise, quand les marchés sont tendus et que les prix internationaux s'envolent (comme cela s'est encore produit entre 2021 et 2023). *A contrario*, les règles de l'OMC sont très contraignantes pour la constitution de stocks publics de sécurité alimentaire, alors que de tels stocks ont un effet stabilisateur sur les prix, non seulement pour le pays qui les utilise mais aussi pour le reste du monde.

L'enjeu est bien sûr considérable pour les pays de l'espace méditerranéen, compte tenu de l'importance pour eux des prix du blé, des huiles alimentaires et du maïs (*via* son effet sur les prix des produits animaux).

Les principales solutions passeraient par une réforme des règles de l'OMC pour : (i) interdire l'utilisation de céréales et d'huiles pour fabriquer du carburant lorsque les prix internationaux de ces produits dépassent un niveau prédéfini ; (ii) permettre aux pays de constituer des stocks publics de sécurité alimentaire ; et (iii) limiter le droit des pays à restreindre leurs exportations.

TABLE RONDE 2-2

 TRISTAN LE COTTY

La soudure au Sahel, l'épuisement des nappes en Tunisie, et la consommation de carburant en France, trois exemples d'externalités intertemporelles exacerbées par le sentiment d'injustice

Quel est le point commun entre la soudure au Sahel, l'épuisement des nappes phréatiques en Tunisie et la crise des gilets jaunes¹ ?

Un sentiment d'injustice exacerbe l'expression de la préférence pour le présent, accélérant l'épuisement des ressources, qui est en soit une externalité intertemporelle négative² pour les mois suivants ou les générations futures.

Au Sahel, la période de soudure crée un déficit alimentaire chronique au moment des travaux agricoles dans la plupart des villages ruraux de nombreux pays, comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie, etc., et ce chaque année, que la production précédente ait été bonne ou mauvaise. Cette soudure ne provient pas tant d'un déficit de production que d'une dynamique sociale qui pousse chacun à accélérer l'utilisation de ses propres stocks de mil, de sorgho ou de maïs, pour réduire la pression sociale qui pèse sur ceux qui ont mieux récolté ou stocké plus longtemps que les autres. Cette pression est vécue comme juste par ceux qui ont peu produit, et pesante par ceux qui ont eu de bonnes récoltes, mais pour qui il est hors de question de ne pas contribuer à la sécurité alimentaire des plus nécessiteux à un moment donné, quitte à en pâtir eux-mêmes plus tard. Ceci pousse chacun à accélérer l'épuisement des stocks. « Laisser refroidir son plat, c'est attendre celui qui viendra le manger », dit un proverbe Mossi.

1. La crise des gilets jaunes en France en 2018, consécutive au projet de taxe sur le gasoil, a condamné ou repoussé la taxe carbone qui est un instrument essentiel de lutte contre le changement climatique en situation budgétaire déficitaire, mais c'est le sentiment d'injustice préexistant, combiné au sentiment d'injustice dans l'effort demandé par la taxe qui ont conforté l'expression des préférences pour le présent et empêché l'acceptation sociale de ce projet.

2. L'externalité caractérise le fait qu'un agent économique crée, par son activité, un avantage ou un dommage sans compensation. Notre mode de vie engendre un dommage à nos descendants sans contrepartie.

Le warrantage permet de résoudre cette externalité intertemporelle en sortant les stocks du domicile, réduisant ainsi la pression sociale.

L'épuisement des nappes phréatiques en Tunisie est également l'expression d'une préférence pour le présent, exacerbée par un double sentiment d'injustice : l'inégalité dans l'accès à l'eau entre petits et grands agriculteurs, mêlée d'un sentiment de corruption dans la gestion de l'eau, et le sentiment national de subir durement le changement climatique sans l'avoir provoqué. Ces sentiments encouragent les forages illégaux et l'irrigation non durable des cultures, et conforte l'État dans sa volonté de maintenir le blé comme sa culture phare.



TABLE RONDE 2-2

 RACHID HARBOUZE

Les externalités négatives de l'agriculture sont très peu prises en compte dans les accords commerciaux, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux. Ces accords restent largement centrés sur la libéralisation des échanges, au détriment des enjeux environnementaux et sociaux. Le résultat, c'est que les produits issus de systèmes agricoles intensifs (souvent très consommateurs de pesticides) restent plus compétitifs que ceux issus de pratiques durables. Toutefois, ces derniers présentent des coûts plus élevés en raison des impératifs de conformité environnementale et de protection de la santé. Cette situation constitue un obstacle pour les agriculteurs qui adoptent des pratiques respectueuses de l'environnement, et entrave le développement de la transition vers une agriculture agroécologique.

Cette situation est particulièrement préoccupante dans le bassin méditerranéen, où les pressions sur les ressources naturelles sont fortes et où les régimes alimentaires changent, voire se dégradent, avec des conséquences directes sur l'environnement et la santé des populations.

Il est donc urgent que les accords commerciaux prennent en compte ces externalités. Cela peut passer par l'introduction de clauses environnementales contraignantes, la reconnaissance des certifications durables, des clauses dites « miroir », ou encore par des préférences commerciales accordées aux produits issus de pratiques agricoles responsables, en particulier celles qui limitent l'usage des produits phytosanitaires.

TABLE RONDE 2-2

ÈVE FOUILLEUX 

Les caractéristiques sociotechniques du système alimentaire conventionnel, tant au stade agricole (mécanisation croissante, utilisation de la chimie de synthèse, agrandissement et hyperspécialisation des fermes et des territoires, forts investissements et haut niveau d'endettement des agriculteurs), que de la transformation alimentaire (produits hyper-standardisés fabriqués en masse, utilisation de la chimie de synthèse, différenciation des produits non pas par leurs ingrédients mais par le marketing), de la distribution (poids des supermarchés dans l'environnement alimentaire, publicité et marketing), que de la consommation (régime alimentaire gras, salé, sucré, carné, hyper-transformé) ont des impacts négatifs multiples : environnementaux (pollutions des milieux – eaux, air, sols – par les nitrates, cadmium, pesticides, etc. ; effondrement de la biodiversité ; simplification des paysages ; dégradation des sols ; émission de gaz à effet de serre), sanitaires (maladies liées aux pollutions touchant agriculteurs, riverains, consommateurs ; maladies liées à l'alimentation – obésité, maladies cardiovasculaires, diabète de type 2), éthiques (conditions de vie des animaux), sociales (disparité extrême des revenus agricoles ; suicides ; conditions de travail ; précarité alimentaire grandissante chez les consommateurs), géopolitiques (dépendance aux importations – engrais, soja, hyperspécialisation à l'export). Ces évolutions ne sont pas strictement économiques ; elles résultent des politiques publiques nationales, européennes, internationales en place depuis les années 1960. En France, on dépense 50 milliards d'euros chaque année pour le système alimentaire. Plus 20 milliards d'euros dépensés pour pallier pourtant très partiellement aux dégâts générés.

On sait pourtant techniquement produire autrement, avec des externalités positives ; l'agriculture biologique en a fait la preuve depuis bien des décennies, et ses externalités positives environnementales, sanitaires et sociales sont désormais bien renseignées par la science. On sait par ailleurs, grâce à divers scénarios (TYFA, AFTERRES, etc.), qu'économiquement il est possible de nourrir la France ou l'Union européenne en agriculture biologique (tout en conservant nos exportations céréalières qui contribuent à la sécurité alimentaire du Maghreb), à condition d'un changement de régime alimentaire, consistant à manger moins de produits animaux. Mais la France, au lieu de soutenir l'agriculture biologique et d'en faire l'horizon agronomique, ne les soutient pas (moins de 1 % des 50 milliards vont à l'AB en France) et les met même en concurrence avec des labels (agriculture raisonnée,

HVE). Il faudrait au contraire fixer un cap politique clair avec une hiérarchisation explicite des priorités (et donc des modèles agricoles) avec pour objectif non pas les exportations en masse à faible valeur ajoutée, mais une alimentation saine pour l'ensemble de la population.

Puis mettre en place des instruments de politique publique (réglementations, subventions, taxes, exonérations, etc.) cohérents aux différents maillons du système alimentaire, c'est-à-dire visant explicitement la transformation, la distribution et la restauration (qui reçoivent actuellement 34 % des 50 milliards. En espérant que ces changements structurels permettent de stabiliser les dépenses visant à réparer les dégâts du système alimentaire chimique industriel, en les amoindissant (même s'ils vont indéniablement perdurer pendant de longues années quoi qu'il arrive), et d'allouer les 50 milliards dépensés chaque année de manière que les acteurs du système alimentaire changent radicalement leurs pratiques.



Ève Fouilleux

Ève Fouilleux, directrice de recherches au CNRS en science politique, est rattachée au LISIS et chercheure associée au Cirad (UMR MoISA). Ses travaux portent sur les débats de politique publique à l'ère de la globalisation, avec un focus sur les secteurs agricoles et alimentaires et la prise en compte de l'écologie. Elle analyse les politiques publiques nationales, européennes et internationales, en identifiant les verrouillages qui freinent les transitions écologiques et alimentaires. Elle s'intéresse particulièrement aux métriques, modèles et catégories structurant les débats, ainsi qu'aux stratégies des acteurs. Ses recherches couvrent la PAC, la sécurité alimentaire, l'agroécologie et le greenwashing.



Franck Galtier

Franck Galtier est chercheur en économie politique au Cirad (Montpellier, France).

Ses recherches portent sur les marchés, les crises et les politiques alimentaires aux échelles nationale et internationale.

Tristan Le Cotty

Tristan est économiste au Cirad depuis dix-huit ans.

Ses travaux portent sur la sécurité alimentaire au Sahel, le risque en agriculture, le warrantage et l'assurance climatique et utilisent des données d'enquêtes et d'économie expérimentale.



Rachid Harbouze



Rachid Harbouze est professeur habilité en économie agricole à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II de Rabat. Docteur en sciences économiques, ses travaux portent sur l'évaluation économique et financière des projets agricoles, l'analyse des chaînes de valeur, la gouvernance des ressources naturelles et la transition agroécologique. Il a coordonné ou contribué à de nombreux projets de recherche et de coopération internationale (FAO, Cirad, CIHEAM, IWMI, Horizon Europe, Interreg Europe, PRIMA), intervenant en Afrique du Nord, au Sahel et en Méditerranée. Il est l'auteur de plusieurs publications scientifiques sur la durabilité des systèmes agricoles, les politiques publiques, et l'innovation dans les filières agroalimentaires.

TABLE RONDE 2-3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES ALIMENTS, STRATÉGIES ET MARCHÉS EN MÉDITERRANÉE

 ABDELHAKIM HAMMOUDI

Les crises sanitaires des années 1990 (vache folle, poulet à la dioxine, salmonelle...) ont mis en lumière les dangers que peut représenter, pour les consommateurs, un développement non maîtrisé des systèmes agricoles et agroalimentaires intensifs et fortement industrialisés. Elles ont provoqué une prise de conscience majeure et conduit au renforcement des politiques publiques en matière de sécurité sanitaire des aliments. Parallèlement, ces crises ont favorisé l'émergence de standards privés, portés notamment par les entreprises agroalimentaires et les grandes enseignes de distribution internationales. Ces standards ont profondément transformé les échanges agroalimentaires Nord-Sud, en favorisant des relations contractuelles plus structurées entre acheteurs et fournisseurs. Ce nouveau type d'interactions a contribué à segmenter le marché international, désormais composé à la fois de chaînes d'approvisionnement fondées sur des standards privés, et de chaînes d'exportation régies par des normes publiques. Cependant, en dépit des progrès accomplis dans la sécurisation des systèmes alimentaires, la persistance d'incidents et de scandales sanitaires continue de faire de la sécurité sanitaire un enjeu majeur, suscitant débats et controverses aux niveaux national, régional et multilatéral.

Cette communication a pour objectif, dans un premier temps, de dresser une cartographie des dispositifs publics et privés existants en matière de sécurité sanitaire, et de mettre en évidence leurs effets économiques, en particulier ceux qui influencent les échanges agroalimentaires entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Nous aborderons ensuite les dilemmes économiques et sanitaires auxquels sont confrontées les autorités publiques dans leurs choix d'instruments de régulation. Une attention particulière sera portée aux enjeux d'une approche globale et coopérative visant à sécuriser durablement les flux de produits alimentaires entre les deux rives de la Méditerranée. Enfin, nous proposerons quelques pistes de réflexion sur les évolutions possibles des normes de sécurité sanitaire au cours des prochaines années.

Quelles stratégies face aux risques sanitaires dans les pays méditerranéens ?

La sécurité sanitaire des aliments, la nutrition et la sécurité alimentaire sont étroitement liées. Selon l'OMS (2024), la consommation d'aliments contaminés provoque chaque année la maladie chez 600 millions de personnes dans le monde, causant plus de 420 000 décès, dont 125 000 concernent des enfants de moins de 5 ans. Face à cette situation, trois niveaux d'intervention complémentaires peuvent être identifiés comme les principales stratégies de maîtrise du risque sanitaire.

Au niveau macroéconomique, la coopération internationale est un levier majeur. L'OMS et la FAO conduisent la stratégie mondiale 2022-2030 pour renforcer les systèmes de contrôle, prévenir les risques sanitaires et réduire les maladies d'origine alimentaire, selon l'approche intégrée « One Health » qui relie santé humaine, animale et environnementale.

À l'échelle mésoéconomique, les acteurs de la chaîne agroalimentaire associent stratégies techniques (HACCP, normes ISO, traçabilité) et commerciales (labels, circuits courts, marques de confiance), pour sécuriser les aliments tout en valorisant la qualité et la transparence.

Au niveau microéconomique, producteurs et consommateurs jouent un rôle direct : les premiers adoptent des pratiques agricoles durables (agriculture biologique, agroécologie, permaculture), tandis que les seconds contribuent par des comportements plus informés et responsables.

En complément, les innovations numériques (Internet des objets, blockchain) renforcent le contrôle et la traçabilité, malgré certaines limites liées aux coûts, aux compétences requises et aux infrastructures.

Pour garantir durablement la sécurité sanitaire, ces stratégies doivent être intégrées dans une approche systémique, combinant ancrage local, innovation et coopération régionale, en particulier dans le bassin méditerranéen.

Abdelhakim Hammoudi



Abdelhakim Hammoudi, docteur de l'École nationale des Ponts et Chaussées, est directeur de recherche à l'INRAE, UMR Paris-Saclay. Ancien enseignant à Cergy-Pontoise et Paris 2-Assas, il a rejoint l'INRAE en 2006. Ses recherches portent sur l'économie industrielle, les systèmes agroalimentaires, la sécurité sanitaire des aliments et l'organisation des filières. Spécialiste de la théorie des jeux et de la modélisation, il analyse les stratégies privées et publiques en matière de sécurité sanitaire et alimentaire, ainsi que la structuration durable des chaînes d'approvisionnement, notamment en Méditerranée. Il a coordonné de nombreux projets internationaux, dirigé plus de dix thèses et publié largement.

Mohamed Ait Hou

Le professeur Mohamed Ait Hou, né en 1978 à Ksar Azekour (Tinghir), est enseignant-chercheur à la faculté polydisciplinaire d'Errachidia (université Moulay Ismaïl) depuis 2016. Docteur en économie, politique agricole et alimentaire de l'université de Bologne (2013), il est spécialiste de l'organisation des filières agroalimentaires, de la qualité, de la sécurité alimentaire et du comportement des consommateurs. Auteur de nombreuses publications, il mobilise des outils comme l'économétrie, la statistique ou la théorie des jeux. Il a coordonné des projets méditerranéens (VALUETEAM, MED-LINKS) et exerce diverses responsabilités académiques. Engagé, il contribue aussi au développement socioéconomique régional.



Yamna Erraach



Dr. Yamna Erraach, Ph.D. in Agrifood Economics and Rural Development (University of Cordoba, 2015), is a full research professor at the National Agronomic Institute of Tunisia (INAT), University of Carthage, since 2016. A graduate of IAMZ-CIHEAM (M.Sc. in Agri-Food Marketing, 2010), she is a member of the Rural Economics Laboratory (LER-LR16INRAT07). Her research explores consumer behavior, sustainable food choices, value chains, and market development for high-value agricultural products. She also analyzes agribusiness productivity and export dynamics. Actively engaged in international projects, she integrates economics, market analysis, and policy perspectives to advance sustainable, circular, and resilient agrifood systems.

Parmenides XI
EXPOSITION

MUSTAPHA TABAA
ARTISTE EN RÉSIDENCE

EXPOSITION

MUSTAPHA TABAA ARTISTE EN RÉSIDENCE

Né en 1984 à Laghouat, au seuil du Sahara, Mustapha Taaba porte dans sa peinture la respiration du désert et la fluidité de l'eau. Pour lui, peindre n'est pas un simple geste esthétique : c'est une prière, un souffle vital qui relie l'intime à l'universel. Chaque coup de couteau, instinctif et vibrant, ouvre la toile comme un espace de libération et de lumière.

Ses œuvres donnent chair à des visages, des habits traditionnels et des symboles issus de son héritage culturel. Mais ces formes ne sont pas figées dans le passé : elles se transforment en passerelles vers le présent, réinventant sans cesse la mémoire.

Au cœur de sa démarche se déploie le concept d'*El Hawa* – mot arabe qui signifie à la fois air et amour. Inspiré par la structure de l'eau, il s'exprime à travers trois couleurs fondatrices : le bleu, fluide et mouvant ; le jaune ocre, ancré dans la terre et le désert ; le blanc, porteur de lumière et de spiritualité. Cette triade chromatique agit comme une signature poétique, un souffle universel.



Pour Mustapha, la création est aussi un chemin de soin. Par ses ateliers d'art-thérapie en Algérie et en France, il transmet sa conviction : l'art est une respiration accessible à chacun, une manière de se relier à soi et aux autres.

Lauréat de plusieurs distinctions internationales, dont le Prix du Lion à la Biennale de Venise (2017), il a exposé en Algérie, en Italie, en Tunisie, au Canada et en France. Ses récentes résidences – Villa Abdellatif (2023), Saint-Jean-du-Gard (2024, L'Or Bleu) – confirment un parcours en quête d'équilibre, entre désert et eau, mémoire et avenir.

Lors des Parménides XI au CIHEAM de Montpellier, Mustapha Tabaa a collaboré avec des lycéens, doctorants et post-doctorants, dans la réalisation d'œuvres qui furent présentées au public de la conférence.









Parmenides XI
SESSION 3

*DIÈTE MÉDITERRANÉENNE,
RÉGIMES ALIMENTAIRES,
FORMATION ET ÉDUCATION
ALIMENTAIRE*

SESSION 3

MODÉRATEURS ET RAPPORTEURS

Roberto Capone (Modérateur)



Roberto Capone est agronome, diplômé de l'université de Bologne. Depuis 2008, il exerce comme administrateur principal à CIHEAM Bari, où il dirige aussi le département Agriculture durable, Alimentation & Développement rural. Précédemment, il fut Principal Administrator au secrétariat général de CIHEAM à Paris de 2000 à 2007, puis secrétaire général du Comité de liaison national italien pour la FAO, l'Onu, etc.

Ses travaux portent sur la durabilité des systèmes alimentaires méditerranéens, la valorisation des produits agro-alimentaires traditionnels et locaux, l'alimentation durable, et le régime méditerranéen.

Yasmine Seghirate (Modératrice)

Yasmine Seghirate est administratrice au secrétariat général du CIHEAM à Paris, responsable des communications, des publications, et point focal pour les politiques de genre ainsi que l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Diplômée de Sciences Po Aix-en-Provence, elle s'est spécialisée en sociologie politique du monde arabe et musulman. Elle a précédemment dirigé des projets de développement durable et de responsabilité sociétale en Afrique du Nord pour l'ORSE, travaillé pour UNIT AID sur le financement innovant pour le développement, et exercé comme consultante auprès de l'Agence française de développement (AFD). Parallèlement, elle s'investit dans le renforcement des capacités des jeunes, les enjeux de gouvernance inclusive, et les talents des diasporas.





Ramzi Belkhodja (Rapporteur)

Dr. Belkhodja est coordinateur de l'aire Production végétale, santé et amélioration des plantes au CIHEAM Zaragoza depuis 1997. Ingénieur agronome diplômé de l'INAT (Tunisie, 1990), il a obtenu un Master en amélioration des plantes au CIHEAM Zaragoza (1993, *Cum Maxima Laude*) puis un doctorat à l'université de Lleida (1997), couronné du Best European PhD Award. Auteur de plus de 18 publications internationales (h-index 10), il a mené un séjour sabbatique aux Émirats arabes unis (2015-2016) sur la phénotypage des plantes transgéniques. Enseignant et membre de jurys de Masters, il est également relecteur pour *The Crop Journal* et *Plant Phenomics*.



Francesco Bottalico (Rapporteur)

Francesco Bottalico est économiste et docteur spécialisé en « Environnement, Ressources & Développement durable ». Il est engagé au sein du département Agriculture durable, Alimentation & Développement rural du CIHEAM Bari, où il intervient notamment dans des activités de formation et de coopération autour de la diète méditerranéenne, de la consommation et de la production alimentaires durables, ainsi que de la valorisation des produits traditionnels.



L'intégralité des échanges du colloque
Parmenides XI - Session 2 et 3
est disponible sur la plateforme YouTube

TABLE RONDE 3-1

MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA DIÈTE MÉDITERRANÉENNE ?

 SANDRO DERNINI

Increasing adherence to the Mediterranean diet, as a sustainable development resource, through a food environments transformation, to accelerate the Agenda 2030 in the region

Current data show that the adherence to the Mediterranean diet is decreasing in the Mediterranean countries.

The paradox is that the Mediterranean diet, acknowledged by UNESCO in 2010 as a intangible cultural heritage of humankind, is a world recognized healthy diet, as well as, a sustainable diet model, with multiple benefits on health, environment (included biodiversity), local economy, society and culture.

The globalization of eating habits and lifestyles has overtaken traditional diets and lifestyles, also throughout the Mediterranean region.

For coping with the erosion of the Mediterranean diet heritage, a transformation of the food environment, defined as “the physical, economic, political and socio-cultural context, in which consumers interact with the food system to make their decisions on acquisition, preparation and consumption of foods”, is needed more favorable to sustainable healthy diets, such as the Mediterranean diet model, linking sustainable food consumption and production (SCP), towards more sustainable food systems in the region.

The centrality of the food environment, connecting natural resources, food supply and value chains and consumer behaviors has been highlighted in the CIHEAM SFS-MED 2030 Vision reported in the book “Sustainable Food Systems. Change of Route in the Mediterranean”, published in 2024, by CIHEAM Bari, as an outcome of the 3rd World Conference on the Revitalization of the Mediterranean Diet, organized by CIHEAM Bari in 2022.

The SFS-MED Platform, a collaborative multistakeholder initiative, initiated by CIHEAM, FAO and Union for the Mediterranean as an outcome of the 2nd World MD Conference, organized in 2019 in Palermo by CIHEAM Bari, and joined after also by PRIMA Foundation, has fostered since then transdisciplinary dialogues for better understanding how to fill the gap between sustainable food consumption and production (SCP), by promoting the Mediterranean diet as a SCP lever, to accelerate the Agenda 2030 in the region.

Therefore, it is necessary to rethink a new narrative for the Mediterranean diet, not just a diet but a Mediterranean contemporary healthy and sustainable lifestyle, within an innovative food environment transformation, centered on present and future generations.



TABLE RONDE 3-1

 GILLES BOËTSCH

Lecture de la diète méditerranéenne : entre science et mythe

Les populations méditerranéennes ont toujours été pensées comme consommatrices d'un nombre relativement défini de denrées spécifiques, identifiables et représentatives d'une « diète méditerranéenne » ; celle-ci serait dominée par l'huile d'olive, les céréales et les légumes, et porteraient la signature d'un style alimentaire traditionnel. Comme disait un ancien proverbe espagnol : « Les olives, la salade, les radis, ce sont des mets de chevaliers ». Ainsi, la diète méditerranéenne d'avant 1950 serait le reflet d'une ascèse subie, car la Méditerranée était connue jusqu'à la Seconde Guerre mondiale pour sa sous-alimentation chronique. Historiquement, ce sont bien les nutritionnistes américains qui se sont faits les concepteurs et développeurs du modèle alimentaire méditerranéen. Avant le travail d'Ancel Keys portant sur l'Italie, une importante étude menée par la Rockefeller Foundation eut lieu en 1948 en Crète (Allbaugh, 1953) : seul un Crétois sur six, parmi l'échantillon de l'enquête, s'en dit satisfait, 72 % souhaitent manger davantage de viande, et certains se plaignent même d'avoir continuellement faim. Le régime alimentaire méditerranéen, composé de légumes du soleil, de fruits, de mozzarella, de poisson ou encore d'huile d'olive, est réputé à travers le monde pour ses bienfaits et encensé par les médecins. Pourtant, malgré ses atouts reconnus, il s'est évaporé au sein de ses pays d'origine. Pire : il a été remplacé par de la *fast food*, de la *junk food*, des bonbons et des boissons sucrées chez les enfants.

Les anthropologues ont effectué de nombreux travaux sur la pratique alimentaire : je suis, je deviens ce que je mange. Si la contagion passe par le contact, dans le cas de l'alimentation, l'incorporation alimentaire constitue le rapport le plus intime qui soit puisqu'il y a pénétration puis absorption, c'est-à-dire fusion de l'aliment avec le corps. Dans cette logique reposant sur l'analogie, il nous faut donc contrôler ce que nous ingurgitons : mon corps devient l'image de mon comportement alimentaire.

L'alimentation construit un ordre sanitaire, social et moral autour de deux principes opposés : la peur de manquer induisant aujourd'hui l'obésité (due à la surconsommation de mauvais produits alimentaires) vs le contrôle des entrants alimentaires chers aux anorexiques.



Sandro Dernini

Dr. Sandro Dernini holds a Doctorate in Biology (University of Cagliari, 1974) and a PhD in Art Education (New York University, 1997). With over 30 years of experience in organizing and scientifically coordinating international conferences and art & science events, he has played a key role in promoting the Mediterranean diet as a sustainable diet model. Recipient of the Award of Excellence in Food Sustainability (2014) and the Ancel & Margaret Keys Award (2021), he co-founded several international initiatives including the SFS-MED Platform, IFMeD, and the Forum on Mediterranean Food Cultures. He is currently Senior Advisor at CIHEAM Bari, Coordinator of the SFS-MED Platform Desk,

and President of the Forum on Mediterranean Food Cultures. He has co-edited three books and published over 60 scientific articles on sustainable diets.

Antonia Trichopoulou

Antonia Trichopoulou M.D. Member of the Academy of Athens, Professor Adjunct at Yale University. Her scientific work focuses on public health and nutritional epidemiology, emphasizing the health effects of the Mediterranean diet and traditional foods. In 2011, she received the Federation of European Nutrition Societies (FENS) Award for her “outstanding nutritionist career”. Named in Thomson Reuters 2014 “World’s Most Influential Scientific Minds”. List and awarded as a Highly Cited Researcher by Clarivate Analytics in 2018 and 2021, culminating in being decorated with the Golden Cross of Honour for work in preventative medicine and nutrition by the President of the Greek Republic.



Gilles Boëtsch

Gilles Boëtsch est directeur de recherche émérite au CNRS et anthropobiologiste. Il a été le directeur fondateur de l’Unité mixte internationale Environnement, Santé, Sociétés (UMI3189 ESS, CNRS/UCAD Dakar/UGB Saint-Louis/ Université de Bamako/CNRST Ouagadougou), le premier laboratoire international du CNRS avec des universités africaines (2009). Il a également piloté l’Observatoire Hommes-Milieux International (OHM.I) Tessékéré au Sénégal, visant à évaluer les impacts socio-écologiques de la Grande Muraille verte. Il est actuellement président de l’Institut Balanitès, qui promeut la diffusion scientifique sur ce projet à travers des publications et des universités d’été

(Poitiers 2021–2022 ; La Rochelle 2023). Il a été président du conseil scientifique du CNRS de 2006 à 2010.

TABLE RONDE 3-2

FAIRE REMPART À LA MALBOUFFE ?

 CRISTOPHE LAVELLE

Bien manger, ça s'apprend ?

Depuis l'apparition des premiers hominidés, notre alimentation n'a cessé d'évoluer, et nous avec ! Omnivores opportunistes, nous avons colonisé la quasi-totalité de la planète en récoltant, puis transformant (grâce à la cuisine) tout ce qui pouvait tenir lieu de nourriture autour de nous, animaux comme végétaux. Chasseurs-cueilleurs-pêcheurs pendant plusieurs millions d'années, nous sommes devenus agriculteurs-éleveurs-pêcheurs il y a seulement quelques milliers d'années, et enfin « ultra-transformeurs » depuis quelques dizaines d'années. Alors que nos systèmes de production intensifs permettent aujourd'hui de fournir les calories suffisantes pour 8 milliards de personnes, et que les techniques de transformation et conservation des aliments sont de mieux en mieux connues et maîtrisées, les fortes disparités socioéconomiques font que nous sommes pourtant loin d'avoir tous accès à une nourriture goûteuse, saine et durable.

Un meilleur choix des modes de production (moins polluants, moins gourmands en énergies fossiles) et une place plus importante donnée à la cuisine (plus inclusive, plus inventive) constituent certainement des prérequis pour reprendre en main notre alimentation, ce qui nécessite un apprentissage qu'il est urgent de réintroduire dans les savoirs fondamentaux. Du secteur éducatif à la restauration collective, en passant par les pouvoirs publics dans leur ensemble, TOUS les acteurs de la société doivent s'impliquer dans ce vaste chantier, dont dépend notre santé, celle de nos enfants et des générations suivantes.

Ainsi, dans une perspective anthropologique et évolutionniste, nous montrerons que si la cuisine a permis à l'humanité de s'émanciper et se faire une place à part dans le règne animal, il serait dommage (et quelque peu ironique) que son abandon devienne responsable du déclin de notre espèce !

Stratégies innovantes pour lutter contre la malbouffe et promouvoir une sécurité alimentaire qualitative

Les politiques de sécurité alimentaire dans de nombreux pays du Sud de la Méditerranée se sont principalement concentrées sur l'intensification de la production agricole afin de réduire le déficit alimentaire. Bien que cette approche ait permis d'atteindre des gains quantitatifs, elle a également entraîné une surexploitation des ressources, une perte de biodiversité et un déclin des produits locaux. Les subventions accordées aux produits de base ont favorisé la consommation d'aliments ultra-transformés, riches en calories mais pauvres en nutriments, contribuant ainsi à l'abandon du régime méditerranéen traditionnel.

L'impact de ces politiques sur l'alimentation révèle un éloignement du modèle méditerranéen qui prévalait jusqu'aux années 1980. Les résultats indiquent une baisse de la consommation d'aliments sains, tels que le blé dur, les légumes et les légumineuses, au profit de produits industriels. Ce changement est attribué à des facteurs socioéconomiques et à une augmentation des maladies non transmissibles, telles que l'hypertension, le diabète et l'obésité, touchant 30 % des jeunes.

Pour inverser cette tendance, des initiatives scientifiques et territoriales émergent en faveur d'une sécurité alimentaire qualitative. L'innovation technologique permet de créer des produits innovants à partir de ressources locales (caroube, sorgho, légumineuses, plantes aromatiques). Des programmes euro-méditerranéens renforcent les chaînes de valeur locales, sensibilisent les consommateurs à l'étiquetage et soutiennent des projets de cantines scolaires durables en collaboration avec la FAO et la GIZ. Des coopératives, startups, clusters et actions éducatives renforcent ces dynamiques.

Une réorientation des politiques est essentielle : réglementation de l'industrie alimentaire, étiquetage, éducation, inclusion des petits agriculteurs dans les chaînes de valeur pour valoriser les produits du terroir, promotion des chaînes de valeur courtes et des labels de qualité, soutien à l'innovation et coordination renforcée entre acteurs publics, privés et communautaires, afin de construire un système alimentaire méditerranéen durable, sain et équitable.

TABLE RONDE 3-2

 ZAHIA KACHER

Face à la montée des produits ultra-transformés, l'Algérie dispose d'un patrimoine culinaire riche et ancestral, porté par ses femmes rurales. Il devient essentiel de transmettre dès l'école les bonnes pratiques alimentaires : cuisiner local, privilégier les semences du terroir et encourager les circuits courts. L'État peut agir à travers une meilleure réglementation, mais chacun peut aussi contribuer à préserver la santé, l'identité et la culture par l'alimentation.

Dans ce cadre, l'association AFUD œuvre à l'autonomisation des femmes rurales par la valorisation des savoir-faire traditionnels et la transformation de produits du terroir. À travers des formations (cuisine, teinture, ramendage), des événements artisanaux, produits de terroirs et un travail de terrain, elle a accompagné de nombreuses femmes de la région de Béjaïa vers l'activité économique. Des partenariats ont été établis avec les institutions locales, et des échanges méditerranéens renforcent cette dynamique.

Les difficultés sont nombreuses : obstacles culturels, manque de structures adaptées, faible accès au numérique, diversité des niveaux de formation. AFUD propose des solutions concrètes :

- Accompagnement postformation, création d'un espace multifonctionnel rural, digitalisation progressive, et plaidoyer pour une meilleure intégration du genre dans les politiques locales ;
- Faire revivre les patrimoines culinaires avec des actions de promotions et de soutien aux producteurs ;
- Labellisation des produits de terroirs en suggérant la préservation des savoir-faire ;
- Mise en avant de l'importance des particularités des systèmes alimentaires édifiés sur les ressources locales et son agro-biodiversité. Cette dernière garantie à la fois la durabilité et l'équilibre des apports nutritionnels, avec un impact minimal sur l'environnement.

L'initiative s'inscrit dans un élan national plus large, avec plus de 200 coopératives agricoles et artisanales créées, valorisant les productions locales dans toutes les régions. En parallèle, l'Algérie connaît un essor entrepreneurial sans précédent, avec plus de 5 000 start-ups recensées, dont beaucoup œuvrent pour une économie verte et durable. Enfin, un « Pacte Méditerranéen pour une Cuisine Saine et Durable » est proposé : marchés du terroir mensuels, éducation au goût à l'école, label régional et plateforme numérique MedEats pour valoriser les productions locales et les femmes qui les font vivre. Cuisiner local devient ainsi un acte de résistance, de transmission, et de dignité.

Christophe Lavelle

Christophe Lavelle est chercheur au CNRS et au Muséum national d'Histoire Naturelle à Paris. Spécialiste de l'alimentation, il enseigne l'anthropologie et la physicochimie dans plusieurs universités et grandes écoles, et intervient régulièrement auprès du grand public et de professionnels de la gastronomie (chefs, formateurs, ingénieurs). Il est codirecteur de l'Initiative ALIMENTATION Sorbonne Université et formateur à l'INSPE pour les enseignants de cuisine. Auteur et coauteur d'une quinzaine d'ouvrages, il a notamment publié *Je mange donc je suis* (MNHN, 2019), *Molécules. La science dans l'assiette* (2021), *De l'assiette au cerveau* (2023) et *À la découverte des vins géorgiens* (2023). Il répond également aux questions du public sur le site du MNHN : <https://www.mnhn.fr/fr/l-alimentation-en-questions>



Sonia Boudiche



Sonia Boudiche est ingénieure agroéconomiste diplômée de l'École supérieure d'agriculture de Moghrane, titulaire d'un Master of Science de l'IAMZ-CIHEAM (1991) et d'un doctorat en Sciences économiques de l'université de Saragosse (1996). Depuis 1997, elle est professeure en économie agroalimentaire à l'École supérieure des Industries alimentaires de Tunis (ESIAT), où elle enseigne l'économie agroalimentaire, le marketing, les filières et chaînes de valeur. Directrice du Centre 4C-ESIAT, elle est spécialisée dans l'analyse de la sécurité alimentaire, des filières et des chaînes de valeur, ainsi que dans l'alimentation durable et la valorisation des produits de terroir. Elle a participé

à de nombreux projets internationaux (FAO, IAMM, université de Saragosse, IAM Bari) et conseille la FAO et l'Institut des Études stratégiques en Tunisie sur le développement des filières locales.

Zahia Kacher

Zahia Kacher est présidente de l'Association pour la promotion de la femme rurale et des produits du terroir en Algérie. Engagée depuis de nombreuses années dans le développement rural, elle œuvre pour l'autonomisation des femmes et la valorisation des savoir-faire locaux. Son action porte sur la promotion des produits du terroir, la formation et l'accompagnement des femmes rurales dans les domaines de l'agriculture durable, de l'agroalimentaire et de l'artisanat. Elle participe activement à la mise en réseau des acteurs locaux, au renforcement des filières agricoles et à la sensibilisation aux enjeux économiques et environnementaux dans les zones rurales.



TABLE RONDE 3-3

DE LA DIÈTE À LA PRODUCTION : QUELLES STRATÉGIES ?

 ALEXANDRE MEYBECK

Réorienter les politiques agricoles par un processus inclusif fondé sur la science

Faire évoluer les logiques de production vers des systèmes agroalimentaires plus cohérents et durables nécessite la mobilisation de nombreux acteurs vers un objectif commun. Un exemple emblématique est celui des indications d'origine : près de 3 200 IG dans les pays du bassin méditerranéen. Un autre exemple est celui de l'agriculture biologique.

La construction d'une identité commune, alliant consommateurs, producteurs et acteurs des territoires et des filières est un facteur essentiel de succès et de durabilité. Au niveau national cela suppose une volonté politique et sociétale forte, avec des priorités claires déterminées de manière inclusive et fondées sur la science. Toute la difficulté est de rassembler des acteurs dont les perspectives et les intérêts sont différents, voire contradictoires, pour déterminer collectivement des priorités partagées afin d'orienter durablement la convergence des politiques publiques et des initiatives des divers acteurs des systèmes alimentaires. Au niveau global, le comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et de son panel d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) constitue un intéressant exemple.

Le concept de sécurité alimentaire, dans toutes ses dimensions, oriente la considération de tous les aspects des systèmes alimentaires, et permet de hiérarchiser les priorités. Le HLPE synthétise la science et les connaissances des acteurs pour produire des rapports répondant aux demandes du CSA en tenant des perspectives de l'ensemble de ses États membres et participants, notamment de la société civile et du secteur privé. Les membres et participants engagent ensuite, sur cette base de connaissances partagée, un processus de convergence politique. C'est ce type de processus inclusif structuré sur la science qui peut permettre, à tous les niveaux, de fonder une action collective dans la durée pour transformer les systèmes alimentaires.

Reinforcing the inter-relations between Mediterranean Agricultural Heritage and Food heritage for Sustainable Diets and Food Systems

Background

In spite of the increasing acknowledgement of the value of traditional diets particularly Mediterranean diets, major dietary shifts are emerging in different parts of the world, representing a breakdown in the traditional food systems. This trend has coincided with escalating rates of obesity and associated chronic diseases, further exacerbated by the coexistence of micronutrient deficiencies, owing among others, to the lack of dietary diversity in modern diets. Dietary shifts that have occurred in urban areas are currently extending to rural communities as well, where people have abandoned their traditional food systems and diets based on locally-grown crop varieties and animal products in favor of “westernized/modern” diets.

In all parts of the world, traditional food systems constitute a significant part of diets, food heritage and culture. In 2013, UNESCO declared the Mediterranean diet and Japanese traditional diet (*Washoku*) as World’s Intangible Cultural Heritage, thereby giving global recognition to the health protecting nature of these diets. Descriptions of these two diets indicate that they are characterized by high intakes of diverse varieties of vegetables, fruits, legumes and cereal grains, noting the long-life expectancy in these two regions.

Many rural communities in developing countries that continue to grapple with serious development problems still cherish their culture including their food systems which are indeed their natural and cultural heritage. Protecting, revitalizing and using this food heritage and its documented health-giving attributes would contribute significantly to sustainable development goals.

The FAO-Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS) program, which the author conceptualized and launched in 2002 as the FAO Task Manager of Agenda 21 for Sustainable Development Goals (SDGs), has already laid the

foundation for pursuing the issues of recognizing traditional food systems as the Food Heritage Systems. The overall goal of GIAHS initiative is to identify and safeguard outstanding and diversified traditional agricultural heritage systems rich in biodiversity, indigenous knowledge and cultural values and their associated landscapes thereby enhancing the benefits that are derived through their conservation and sustainable use. Celebrating traditional food systems as Globally and Nationally Important Food Heritage also gives the utmost recognition and support to the custodians of the traditional food systems and the small holders, family farmers and indigenous communities.

Objective of the Initiative

To preserve, protect and add value to traditional food and curative systems and support their revitalization within selected regions and countries.

Launching Theme of the Initiative

Traditional food systems — National Heritage that need to be valorized, mobilized and sustainably used to expand community food base, diversify food and nutrition intakes of populations and ensure healthy diets. This initiative will also include research topics for the revitalization of traditional health and medicinal products under the label of “curative heritage.”

Suggested Activities

1. Field activities should be organized through WAHF and IAM in selected Agricultural and Food Heritage Sites:

- Local Agricultural and Traditional Food Systems shows by Farmers and Food Producers;
- Display and demonstration of local equipment's used in traditional food processing as well as display of processed traditional foods;
- Display by Chef's and women's groups of cooked foods and regional/local recipes of dishes prepared from foods produced within specific local traditional food systems.

2. Organize an Expert Consultation to:

- Study the diversity/similarities of traditional food systems in Med Countries;
- Identify broad areas where the initiative could provide support such as:
 - Increasing production by indigenous and local knowledge supported by agro-ecological approaches and principals (seed availability, pest and disease control that takes advantage of indigenous traditional knowledge of farmers;
 - Promoting market access for traditional foods—strengthening local and regional markets for traditional food crops;

- Gathering Research on the compositional attributes of traditional foods—data from this will be required in public awareness campaigns;
 - Advocacy with governments for the review of regional and national agriculture policies that promotes the production and consumption of traditional foods;
 - Public awareness campaigns.
-

Parviz Koohafkan

Dr. Parviz Koohafkan is the Founder and President of the World Agricultural Heritage Foundation and the UN Partnership Initiative on the Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS). He holds a Ph.D. in Ecology and degrees in Natural Resources Management and Applied Ecology from the University of Tehran and the University of Montpellier. With a career spanning over four decades, he has served as Director of Land and Water, Climate Change and Bioenergy, and Rural Development Divisions at FAO. He conceptualized the GIAHS Initiative, promoting dynamic conservation of agricultural heritage, agro-biodiversity, traditional knowledge, and sustainable rural livelihoods worldwide. He is also Honorary Senior Research Fellow at Bioversity International and Visiting Professor at the Research Institute for Humanity and Nature, Kyoto.



TABLE RONDE 3-3

 BEZAIET DESSALEGN ABEBE

We should re-think our agri-food system as people's nutritional needs, culture, economic and environmental needs shift over time. Arid zone face an added burden of operating in harsher environments — scarce water, high temperatures, recurrent drought, shifting seasons, etc. These are further exasperated by climate change, as well as economic and political instability which negatively affect the equitable availability and accessibility of mediterranean food across the region.

Therefore, a holistic approach is needed to address systemic challenges that cut across socio-economic and environmental constraints, and the entire “farm to fork” processes including services and policies that guide it. Towards this end the promotion of circular economic practices is critical to ensure efficient use of scarce resources and reduce waste e.g. by using residues for forage or compost; and applying good agricultural practices like intercropping and crop rotation for sustainable management of the land. An ongoing project in the Western desert of Egypt serves as a successful example of this model.

Future interventions should focus on important levers that support:

- identification and promotion of technologies and practices that are climate-smart and build the socio-ecological resilience of the agri-food system;
- promotion of integrated approaches — not just the seeds/breeds that are adapted to biotic and abiotic stress, but also consider the other components of the agricultural system and the interactions among them while aiming to maximize efficiency and reduce waste (circular agriculture);
- large-scale dissemination and adoption of context-specific solutions facilitated through an effective enabling environment (PPP, extension, credit, markets, insurance, policies, etc.);
- multi-stakeholder partnership for effective and sustained adoption of proven technologies and innovative solutions, and pushes for concerted efforts to address challenges at the micro-, meso-, and macro-levels,
- policies that create an enabling environment for sustainable production, processing, marketing, etc.

TABLE RONDE 3-3

ÉRIC VERGER 

Should we rethink our agri-food systems on the basis of people's nutritional, cultural, economic and environmental needs? What do you think are the most effective levers for shifting production patterns towards more coherent and sustainable agri-food systems?

I believe we've already expressed a lot during the various round tables, but I will insist on this point: we absolutely must rethink our agri-food systems. There is a strong international consensus acknowledging the failure of food systems on multiple fronts.

From a nutritionist's perspective, one of the most striking failures is the persistent prevalence of all forms of malnutrition worldwide. Although progress has been made in reducing stunting and wasting in children under five, it is still predicted that 20% of all children under five will be stunted by 2030. Rates of overweight and obesity continue to rise, especially in middle-income countries, and are expected to affect nearly 3 billion adults by 2030. Likewise, the global prevalence of diabetes in adults has doubled over the past 30 years, with the most significant increases seen in low- and middle-income countries. Another major failure lies in the environmental impact: the global food system is a leading contributor to climate change and biodiversity loss, factors that in turn exacerbate food insecurity and malnutrition. Additionally, many food-related jobs are characterized by low wages and poor working conditions.

The Food Systems Countdown Initiative highlights the scale of the challenge: currently, no country, region, or income group achieves a desirable status across 50 indicators used to assess food system performance and sustainability. Therefore, the Mediterranean region is also affected by this failure of food systems. As previously discussed, dietary patterns have undergone significant shifts. There is now greater consumption of animal-based products and ultra-processed foods, and a decline in the intake of plant-based foods, resulting in increasingly unbalanced diets. As a consequence, populations are less likely to meet their nutritional needs and face higher risk of obesity and other diet-related non-communicable diseases. At the same time, the Mediterranean region is experiencing profound environmental challenges, including land degradation, water scarcity, pollution, biodiversity loss, and the intensifying impacts of climate change.

Shifting production patterns to make them more sustainable is less a matter of scientific or technical innovation than one of economic, societal, and political will. Numerous solutions already exist. Agroecology, for example, is strongly backed by several research institutions in Montpellier. France itself is an active member of the Agroecology Coalition, launched in September 2021 during the UN Food Systems Summit.

While I could elaborate later on how agroecology represents a powerful pathway toward sustainable food systems, I believe the most decisive lever for transforming production lies in fostering effective coordination among all actors within the food systems.

In a recent article published in *Global Food Security*, Conti and colleagues¹ argue that we must move beyond simplistic models, whether it be top-down public interventions disseminated across sectors, or grassroots actions from civil society expected to trickle upward. The reality is far more complex. The actors involved, and the roles they must play, vary greatly depending on the local economic and political context.

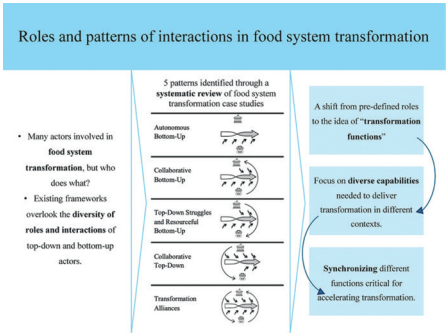


Figure 1. Graphical abstract from Conti et al., 2025.

That is why I see coordination among stakeholders not just as a prerequisite, but as an active lever for change. Some may argue it’s merely a condition for transformation rather than a lever in itself, but since this condition is currently lacking in many contexts, it must be deliberately developed and put into action.

I am deeply convinced that we we need to start from public health imperatives to redefine our agricultural models and make them more sustainable. Over a decade ago, within the MEDINA-Study Group, we developed a “fork-to-farm” multi-scale approach. The aim was to identify the dietary changes required to achieve both quantitative and qualitative food security, while also assessing the broader impacts

1. CONTI Costanza, HALL Andy, MOALLEMI Enayat A., LAILA Amar, BENE Christophe, FANZO Jessica, GIBSON Matthew Ford, GORDON Line, HICKS Christina, KOK Kristiaan, RAO Nitya, LAXMINARAYAN Ramanan, MASON-D’CROZ Daniel, “Top-down vs bottom-up processes: A systematic review clarifying roles and patterns of interactions in food system transformation”, *Global Food Security*, Vol. 44, 2025. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2025.100833>.

of these changes on food systems in countries like France and Tunisia. This study, alongside others, has highlighted that healthy, plant-based diets, such as traditional Mediterranean dietary patterns, are not only beneficial for health but also associated with significantly lower environmental impacts, particularly in terms of greenhouse gas emissions. In other words, healthy, plant-based diets support more sustainable food production systems.

However, the issue is not limited to what we produce; it also concerns how we produce it. A critical step is transitioning toward agricultural practices that eliminate reliance on pesticides. While precise estimates of the health burden from pesticide exposure in the Mediterranean region are still lacking, numerous studies have established strong or suspected links between such exposure and an increased risk of several chronic diseases.

Agroecology stands out as a promising agricultural model that can simultaneously support the production of nutritious food aligned with healthy plant-based diets and reduce the harmful effects of chemical inputs. Importantly, this model is entirely applicable at scale within the Mediterranean context. Research from IDDRI has shown that a large-scale transition to agroecology across Europe could be achieved without undermining export capacity or global food availability. Nonetheless, this transition must go beyond agricultural production alone. It requires the active involvement of all stakeholders in the food system and must be accompanied by dietary shifts toward healthier plant-based diets, lower in calories and with a reduced share of animal-based products and ultra-processed products.

Numerous and diverse obstacles hinder the adoption of an integrated approach that simultaneously addresses health, environmental concerns, and issues of justice and equity among food system stakeholders — an approach exemplified by agroecology.

A major challenge lies in the continued fragmentation of public policy: agricultural, food, nutrition, trade, and environmental policies are often developed and implemented in isolation, without genuine integration. This compartmentalization — or “silo thinking” — remains prevalent, although its extent varies significantly between countries, depending on how government ministries are structured and how they interact with supranational frameworks, such as those of the European Union.

Another significant barrier is the concentration of power within a small number of multinational corporations in the agri-food and distribution sectors. These powerful actors have little incentive to relinquish control, as demonstrated by a growing body of scientific literature and reports documenting their lobbying efforts. These efforts often aim to cast doubt on findings from nutritional epidemiology or to create confusion around nature-based solutions.



Alexandre Meybeck

Alexandre Meybeck est coordonnateur du HLPE-FSN et possède plus de 30 ans d'expérience dans l'élaboration de politiques basées sur la science et le partage de connaissances. Il a été conseiller technique principal auprès de la directrice générale adjointe de la FAO et a travaillé au CIFOR (2018–2021) pour le programme CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA). Il a également été conseiller principal du directeur général adjoint de l'agriculture et de la protection des consommateurs de la FAO (2010-2018). Ancien fonctionnaire du ministère français de l'Agriculture, il a occupé plusieurs postes stratégiques liés à l'environnement, au changement climatique et à la gestion des territoires

ruraux. Il est l'auteur ou coauteur de plus d'une centaine de publications sur le changement climatique, l'agriculture et les systèmes alimentaires durables.

Bezaïet Dessalegn Abebe

Bezaïet Dessalegn Abebe is a Social Scientist with expertise in International Development, International Relations, and Public Policy, supported by over 20 years of experience in sustainable agricultural diversification, technology adoption, water and land management, climate resilience, food security, and gender inclusion. She currently works with the International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA), based in Cairo, Egypt. Her work focuses on linking agricultural research to development, engaging directly with farmers and partners to promote large-scale adoption of proven technologies and innovative practices. Her projects span multiple countries across the Middle East, North Africa, and Sub-Saharan Africa.



Éric Verger



Éric Verger est chargé de recherche à l'IRD au sein du Centre interdisciplinaire de Montpellier sur les systèmes agroalimentaires durables (MoISA). Ingénieur en alimentation et nutrition, il a débuté sa carrière en évaluant et améliorant la qualité de l'alimentation dans la population générale et chez des sous-populations spécifiques en Europe. Depuis 2015, ses recherches portent sur les leviers d'action des systèmes alimentaires pour garantir la qualité de l'alimentation dans les pays du Sud, avec un intérêt particulier pour le rôle de l'agrobiodiversité dans les régimes alimentaires des femmes rurales en Tunisie, au Sénégal et à Madagascar. Depuis 2021, il co-anime la communauté de connaissances sur les

systèmes alimentaires durables de l'IRD et conseille scientifiquement la présidence de l'IRD depuis 2023.

Parmenides XI

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

 MICHÈLE GENDREAU-MASSALOUX

Comment conjuguer les approches pour avancer ?

Une conférence aussi riche et équilibrée donne à ceux qui y participent du début à la fin l'occasion, rare, d'entendre des points de vue fondés en raison et en expérience en même temps que divers, qui portent la marque légitime des contextes dans lesquels ils ont été élaborés. Au fil des propos tenus lors de tables rondes qui associent des personnalités dont les points de vue sont parfois discordants, chacun progresse dans sa propre pensée en y intégrant, sans nécessairement les approuver, les apports de chaque intervenant. Cette belle leçon de fructueux multilatéralisme mérite d'autant plus d'être saluée qu'elle s'est appuyée sur les questions précises posées, en introduction de chaque table ronde, aux intervenants, qui ont ainsi évité les discours relevant du « prêt-à-porter », et permis de véritables échanges.

L'acceptation, tant par les organisateurs que par les communicants, de points de vue variés et parfois contrastés a confirmé une fois de plus la fécondité de la forme de la controverse, qui met le conflit en tension pour élaborer des solutions acceptables. Le conflit sans résolution des désaccords, c'est la guerre, qui porte la mort, telle que nous la voyons se manifester de façon tragique, en particulier dans certains de ces pays méditerranéens qui nous ont chers. La controverse est pacifique, elle porte un principe de vie en faisant entendre les opinions et les raisonnements de chacun, sans volonté d'en imposer les conclusions. Elle mérite d'être considérée comme un atout dans la recherche d'un vivre ensemble en Méditerranée qui représente un des objectifs des Parménides.

Chaque point traité a permis d'éviter les impératifs catégoriques qui proposent des comportements, tant politiques que technologiques, insensibles à la situation de ceux qui ne peuvent accepter une transformation qui leur interdirait la poursuite de leur activité, même si cette activité doit évoluer. Oui, il apparaît indispensable que l'eau, denrée structurante, soit mesurée, mais il faut que l'irrigation nécessaire ne soit pas entravée. Oui, les petits producteurs méritent d'être soutenus, mais ils nouent parfois des contacts fructueux avec la grande distribution, dont le rôle reste essentiel. Oui, une sécurité sociale de l'alimentation pourrait être étudiée partout, mais par forcément pour tous.

Pour faire évoluer les pratiques, la communication, la fabrication d'une charte commune, le développement de la formation professionnelle, en particulier pour les cuisiniers dans la restauration collective, l'éducation à l'alimentation, la sensibilisation par des outils grand public, sont des leviers qui font l'unanimité. Pour prolonger les heureux effets de Parménides XI, il serait bon, par exemple, que l'exposition « Je mange donc je suis » puisse circuler autour de la Méditerranée, en adaptant ses panneaux aux ressources et à la situation de chaque pays.

Et puisque les sujets controversés n'effraient pas la durable alliance entre le CIHEAM et le GID, pourquoi ne pas songer, pour le prochain Parménides, au thème de l'élevage ? Un titre à la fois ambigu et provocateur pourrait être : « Pourquoi élever des animaux ? »

Michèle Gendreau-Massaloux



Michèle Gendreau-Massaloux, ancienne élève de l'École normale supérieure, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur d'État, est universitaire et auteure de nombreuses publications. Elle a exercé d'importantes fonctions dans l'enseignement supérieur et la haute administration : directrice d'UFR à l'université de Limoges, rectrice des académies d'Orléans-Tours et de Paris, conseillère pour l'éducation du Président de la République, porte-parole de l'Élysée, conseillère d'État et rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie. Membre de la Délégation interministérielle française à la Méditerranée, elle est aujourd'hui conférencière et vice-présidente du Groupement interacadémique pour le Développement. Elle a

reçu treize doctorats *honoris causa* et des distinctions de vingt pays. Elle est commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite et commandeur des Palmes académiques.

CONCLUSIONS

 MOHAMMED SADIKI

Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Je tiens à remercier chaleureusement les organisateurs pour leur invitation à cette importante conférence, ainsi que tous les intervenants pour la richesse des échanges.

Les discussions de ces derniers jours ont mis en lumière à la fois la complexité et le potentiel unique de la Méditerranée en matière d'alimentation. Une région riche d'histoire et de diversité, mais exposée à de multiples vulnérabilités – climatiques, géopolitiques, sociales.

La région fait face à un triple défi :

- Nourrir ses populations ;
- Préserver ses ressources naturelles ;
- Renforcer la résilience face aux chocs.

Je suis convaincu que la Méditerranée peut devenir un modèle de durabilité alimentaire, si elle sait mobiliser ses forces agricoles, culturelles et territoriales. Mais cela implique un changement de cap.

Trois orientations majeures s'imposent.

1^{re} orientation : réconcilier production agricole et durabilité

Transition agroécologique : l'agroécologie n'est plus une alternative, c'est une nécessité

La question n'est plus de savoir si nous devons opérer la transition agroécologique, mais comment la mener à bien à l'échelle de nos territoires. Il s'agit de revenir aux fondamentaux agronomiques. Devant les contrastes et la complexité de nos territoires, plus qu'à sa mémoire, l'agronome doit faire appel à ses capacités de raisonnement, pour l'intégration raisonnée des diverses technologies disponibles.

La gestion durable des sols, des semences et de l'eau est vitale. L'innovation – sélection variétale, irrigation de précision, valorisation des déchets – doit soutenir cette transition.

L'eau : colonne vertébrale de la résilience agricole méditerranéenne

Sans eau, il n'y a pas d'agriculture, donc pas d'alimentation. Or, notre région est l'une des plus touchées au monde par le stress hydrique. L'eau devient un facteur limitant majeur, qui menace la continuité de nos systèmes alimentaires.

La raréfaction de l'eau impose un changement de paradigme : faire plus avec moins, grâce à la technologie et à la science ; développer les voies pour mieux valoriser la goutte d'eau en opérant une double révolution :

- Une efficacité accrue dans l'usage de l'eau (irrigation de précision, recyclage, gestion collective) ;
- Et une sobriété intelligente, qui nous pousse à reconfigurer nos modèles agricoles selon les disponibilités hydriques.

Un constat fort : la souveraineté alimentaire est de plus en plus étroitement liée à la souveraineté hydrique. La gestion durable de l'eau doit être placée au cœur des stratégies agricoles nationales et régionales.

2^e orientation : repenser les politiques et les gouvernances alimentaires

Pour la souveraineté alimentaire, il s'agit moins d'autarcie que de sécurité partagée, fondée sur le soutien à la production locale et la solidarité régionale.

- Pour une transition efficace, il faut des politiques alimentaires clairement définies et une gouvernance lisible pour leur mise en œuvre. Face à la complexité croissante des défis alimentaires, les politiques alimentaires ne peuvent plus être fragmentées, implicites ou dispersées. Elles doivent être clairement définies, à travers une vision stratégique cohérente qui intègre l'ensemble des maillons du système alimentaire : de la production agricole à la consommation, en passant par la transformation, la distribution, la nutrition et la gestion des déchets. Mais cette clarté stratégique ne suffit pas. Pour qu'une politique alimentaire transforme durablement les réalités de terrain, elle doit reposer sur une architecture de gouvernance fondée sur un dispositif exécutif robuste, lisible, inclusive et responsabilisé, capable de passer de la stratégie à l'action. (Trop souvent, les politiques alimentaires échouent non par manque d'idées, mais par opacité des responsabilités, chevauchement des compétences, ou absence de coordination entre les différents niveaux d'action).
- Les politiques alimentaire et agricole doivent être différenciées mais intégrées, de la production à la consommation. Il faut à la fois soutenir les producteurs, et garantir à chacun une alimentation saine et durable.

- Réhabiliter la diète méditerranéenne comme modèle vivant alliant santé, durabilité, et souveraineté, en la réinscrivant dans les politiques publiques et les habitudes de consommation. Cela doit s'accompagner d'un effort d'éducation, de transformation des environnements alimentaires et de relance des filières traditionnelles.

3^e orientation : passer à l'action, implique

- l'investissement massif dans la jeunesse, la formation, la recherche et l'innovation, pour ancrer la transition de nos systèmes alimentaires vers des systèmes durables et donc de nos systèmes de production vers des modèles durables équilibrés avec les potentialités des territoires ;
- la construction de coalitions régionales, pour peser ensemble dans les négociations internationales.

Pour conclure

Comme le philosophe Parménide l'enseignait : ce qui est, est. Ce qui est aujourd'hui, c'est l'urgence, mais aussi l'espoir : celui d'une Méditerranée nourricière, résiliente, solidaire et fière de ses racines.

Notre vœu est de voir la Méditerranée devenir un espace de convergence entre science, tradition et innovation, au service d'un projet commun : celui d'un avenir choisi, et non subi.

Mohammed Sadiki

Professeur Mohammed Sadiki a été ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Forêts du Maroc d'octobre 2021 à octobre 2024. Généticien-sélectionneur des plantes, il est titulaire d'un PhD en génétique végétale de l'université du Minnesota (États-Unis), d'un Doctorat d'État en sciences agronomiques de l'IAV Hassan II, d'un DEA de l'université Paris-Sud et d'un diplôme d'ingénieur agronome de l'IAV Hassan II. Professeur et chercheur à l'IAV Hassan II (1990-2009), il en a été directeur de la recherche scientifique (2005-2009) puis directeur général (2009-2013). De 2013 à 2021, il a occupé le poste de secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Auteur de nombreuses publications scientifiques, il a reçu plusieurs distinctions internationales, dont la médaille du mérite de la FAO et l'ordre du Mérite agricole français. Il a également présidé le Conseil d'administration du CIHEAM de 2019 à 2023.





PARTICIPANTS

M. Mohamed Ait Hou

Université Moulay Ismaïl, Maroc
m.aithou@umi.ac.ma

Mme Akiça Bahri

Conseil des gouverneurs de l'Institut international de gestion de l'eau, IWMI
akica.bahri@gmail.com

M. Roberto Bassi

Accademia Nazionale dei Lincei, Italie
roberto.bassi@univr.it

Mme Aybike Bayraktar

CIHEAM Montpellier, France
aybayraktar@iamm.fr

M. Hatem Belhouchette

CIHEAM Montpellier, France
belhouchette@iamm.fr

M. Ramzi Belkhodja

Coordinateur académique et administrateur au CIHEAM Zaragoza, Espagne
belkodja@iamz.ciheam.org

M. Amîn Benabdallah

Agriculteur indépendant, Tunisie
amin.benabdallah.tunis@gmail.com

M. Ali Berk

Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, Turquie
berk_ali@hotmail.com

M. Omar Bessaoud

CIHEAM Montpellier, France
bessaoud@iamm.fr

Mme Zeynep Bilgi Buluş

Consultante indépendante en développement durable et inclusif, Turquie
bilgibulus@gmail.com

M. Francesco Bottalico

Chargé de recherche au CIHEAM Bari, Italie
bottalico@iamb.it

M. Gilles Boëtsch

Président de l'Institut Balanités, France
boetschgilles@gmail.com

Mme Sonia Boudiche

Professeure à l'ESIAT, Tunisie
sonia.boudiche@esiat.ucar.tn

Mme Catherine Bréchnignac

Présidente du GID, France
catherine.brechignac@academie-sciences.fr

M. Antoine Bréchnignac

Directeur régional de Suez Occitanie, France
antoine.brechignac@suez.com

M. Jacques Brulhet

Vice-Président du GID, France
j.brulhet@gmail.com

M. Roberto Capone

CIHEAM Paris, France
capone@ciheam.org

M. Patrick Caron

Académie d'agriculture de France
patrick.caron@cirad.fr

M. Thierry Chambolle

Académie des technologies, France
t.chambolle@orange.fr

M. Sandro Dernini

Coordinateur de la plateforme SFS MED
s.dernini@tiscali.it

Mme Bezaïet Dessalegn

Chercheuse en systèmes alimentaires et résilience, ICARDA, Égypte
b.dessalegn@cgiar.org

M. Thierry Dupeuble

Directeur du CIHEAM, Montpellier
dupeuble@iamm.fr

Mme Hala El Solh

Secrétaire générale du GID, France
hala.el-solh@g-i-d.org

Mme Yamna Erraach

INAT, Tunisie
emna_raach@yahoo.fr

M. Mostafa Errahj

ENA Meknès, Maroc
merrahj@enameknes.ac.ma

Mme Ève Fouilleux

Cirad, UMR MoISA, France
eve.fouilleux@cirad.fr

M. Franck Galtier

Cirad, UMR MoISA, France
franck.galtier@cirad.fr

Mme Michèle Gendreau-Massaloux

Vice-Présidente du GID, France
mgendreau18@gmail.com

Mme Annie Genevard

Ministre de l'Agriculture et
de la Souveraineté alimentaire de la France

M. Abdelhakim Hammoudi

INRAE-PSAE Paris, France
Abdelhakim.Hammoudi@inrae.fr

M. Rachid Harbouze

Institut agronomique et vétérinaire Hassan II,
Rabat, Maroc
r.harbouze@iav.ac.ma

M. Bernard Hubert

Académie d'Agriculture de France
bernard.hubert@inrae.fr

Mme Zahia Kacher

Présidente de l'Association pour la promotion de
la femme rurale et des produits du terroir, Algérie
assofemmeruraleafud@gmail.com

Mme Roula Khadra

CIHEAM Bari, Italie
khadra@iamb.it

M. Parviz Koohafkan

Fondateur et président de la Fondation du
patrimoine agricole mondial
koohafkan@worldagriculturalheritage.org

M. Denis Lacroix

Vice-Président du Plan Bleu, France
lacroixdenis349@gmail.com

Mme Marie de Lattre-Gasquet

Académie d'agriculture de France
delattregasquet@gmail.com

M. Christophe Lavelle

Chercheur au CNRS et au MNHN, France
christophe.lavelle@mnhn.fr

M. Tristan Le Cotty

Cirad Montpellier, France
tristan.le_cotty@cirad.fr

M. Sébastien Levionnois

Laboratoire ART-Dev, Cirad
sebastien.levionnois@cirad.fr

M. Paul Luu

Académie d'agriculture de France
paul.luu@4p1000.org

M. Giulio Malorgio

Università di Bologna, Italie
giulio.malorgio@unibo.it

M. Alexandre Meybeck

Coordinateur à la FAO
alexandre.meybeck@fao.org

M. Teodoro Miano

Secrétaire général du CIHEAM, France
sg.miano@ciheam.org

Mme Dominique Paturel

INRAE UMR Innovation /
Démocratie alimentaire, Paris
dpaturel@posteo.net

Mme Iciar Pavez

CIHEAM Montpellier, France
pavez@iamm.fr

M. Giorgos Prekatsakis

CIHEAM Chania, Grèce
george.prek@maich.gr

M. Mohammed Sadiki

Ancien ministre de l'Agriculture du Maroc
safanour258@gmail.com
m.sadiki1157@gmail.com

Mme Yasmine Seghirate

Administratrice du CIHEAM Paris, France
seghirate@ciheam.org

M. Éric Servat

Président du Comité national français du PHI de
l'Unesco
eric.servat@umontpellier.fr

Mme Isabelle Touzard

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée
Métropole, France
elus@montpellier3m.fr

Mme Antonia Trichopoulou

Académie d'Athènes, Grèce
atricho@academyhealth.gr

M. Éric Verger

Chercheur à l'IRD, France
eric.verger@ird.fr

M. Jacques Wery

Professeur à l'Institut Agro, France
jacques.wery@institut-agro.fr

CONSEIL D'EXPERTS

M. Jacques Brulhet

Vice-Président du GID, France
j.brulhet@gmail.com

M. Roberto Capone

CIHEAM Paris, France
capone@ciheam.org

M. Patrick Caron

Académie d'agriculture de France
patrick.caron@cirad.fr

M. Thierry Dupeuble

Directeur du CIHEAM, Montpellier
dupeuble@iamm.fr

Mme Hala El Solh

Secrétaire générale du GID, France
hala.el-solh@g-i-d.org

M. Bernard Hubert

Académie d'Agriculture de France
bernard.hubert@inrae.fr

M. Jean-Louis Rastoin

Académie d'agriculture de France
jean-louis.rastoin@supagro.fr

Mme Yasmine Seghirate

Administratrice du CIHEAM Paris, France
seghirate@ciheam.org

Mme Manon Terrin

Chargée de mission au GID, France
manon.terrin@edu.heip.fr

M. Luca Venezia

Chargé de mission au GID, France
lucaven98@gmail.com

COMITÉ D'ORGANISATION

Mme Catherine Bréchignac

Présidente du GID, France
catherine.brechignac@academie-sciences.fr

M. Jacques Brulhet

Vice-Président du GID, France
j.brulhet@gmail.com

M. Roberto Capone

CIHEAM Paris, France
capone@ciheam.org

M. Thierry Chambolle

Académie des technologies, France
t.chambolle@orange.fr

M. Thierry Dupeuble

Directeur du CIHEAM, Montpellier
dupeuble@iamm.fr

Mme Hala El Solh

Secrétaire générale du GID, France
hala.el-solh@g-i-d.org

Mme Michèle Gendreau-Massaloux

Vice-Présidente du GID, France
mgendreau18@gmail.com

Mme Claire Maréchal

Chargée de mission au CIHEAM
marechal@ciheam.org

M. Teodoro Miano

Secrétaire général du CIHEAM, France
sg.miano@ciheam.org

Mme Yasmine Seghirate

Administratrice du CIHEAM Paris, France
seghirate@ciheam.org

Mme Manon Terrin

Chargée de mission au GID, France
manon.terrin@edu.heip.fr

M. Luca Venezia

Chargé de mission au GID, France
lucaven98@gmail.com



GID
23, quai Conti
75006 Paris
www.g-i-d.org



CIHEAM
11, rue Newton
75116 Paris
www.ciheam.org

Direction de la publication : GID
 Cheffe de projet : Hala El Solh
 Chargée de mission : Manon Terrin
 Conception graphique, coordination éditoriale et couverture : Nathalie Cassou-Geay, ngeay@yahoo.com
 Impression :

Crédits iconographiques : CIHEAM, DR, Vlad Hilitanu/Unsplash (p. 16), Lukas Johnns/Unsplash (p. 23), Ray Shrewsberry/Unsplash (p. 31), Wojciech Rzepka/Unsplash (p. 42), Bruno Ngarukiye/Unsplash (p. 49), Alissa Schilling/Unsplash (p. 62), Robert Bye/Unsplash (p. 66), Sercan Naya/Unsplash (p. 71), Annie Spratt/Unsplash (p. 78), Mohamed Fsili/Unsplash (p. 95), Mustapha Tabaa (pp. 105-108), Filipp Romanovski/Unsplash (p. 113)

Avec le soutien de



ACADÉMIE
DES SCIENCES
INSTITUT DE FRANCE

SFS | MED
Platform

